

# universitas

MARS 2011 | 03

LE MAGAZINE DE L'UNIVERSITÉ DE FRIBOURG, SUISSE | DAS MAGAZIN DER UNIVERSITÄT FREIBURG, SCHWEIZ



Egalité des chances  
Sind wir bereit dafür?

*Beste Aussichten für meine Zukunft.*

Michael Bätcher, Bauingenieur, Axpo Mitarbeiter

Stimmt. Wir von der Axpo bieten Ihnen zahlreiche Möglichkeiten für Ihre Karriere in einem interessanten Unternehmen. Auf Sie warten ein spannendes Umfeld mit vielfältigen Aufgaben und die Mitarbeit an Grossprojekten. Wir freuen uns auf Ihre Bewerbung.

# EDITO

La notion d'égalité des chances fluctue dans le temps et dans l'espace. Elle dépend principalement du point de vue d'où on l'observe et des attentes que l'on place en elle. Les textes de ce dossier le montrent bien : c'est toujours à partir de l'expérience du lésé que se développe cette question; les chanceux, eux, ont évidemment moins besoin de l'approfondir.

Ces réflexions restent d'une grande pertinence, puisque l'actualité s'en fait régulièrement l'écho. Depuis le début de cette année, les médias s'interrogent; alors que la Suisse fête les 40 ans du suffrage féminin, quels sont les progrès effectués dans le domaine de l'égalité des genres et comment mesurer le chemin qui reste à parcourir ?

Toujours d'actualité, la série photographique de Pierre-Yves Massot qui développe une histoire indépendante sur cette thématique en nous racontant le destin, trop souvent invisible, de la population des requérants d'asile.

La catastrophe qui frappe aujourd'hui le Japon

nous ramène, elle, à une conscience de l'égalité de notre condition face à la nature, que toutes nos technologies, systèmes de prévoyance, de protection et d'anticipation ne sauraient définitivement dompter. Et en regardant avec compassion *in weiter Ferne so nah*, on se dit que, tout de même, on a bien de la chance et, derrière son dos, on croise les doigts.

Finalement, de ce dossier j'aimerais garder l'image de la manière la plus naïve, mais la plus charmante, de résoudre d'un seul coup à la fois la question de la ligne de départ et celle de la ligne d'arrivée. Regardez les jeunes enfants – pour lesquels la notion de règle n'a encore aucun sens – qui se lancent spontanément dans la course, partant n'importe quand de n'importe où et s'arrêtant subitement pour crier «j'ai gagné!». Pourtant, ils ont bien tous la sensation d'avoir participé à la même course.

Au nom de la rédaction  
Farida Khali

## Sommaire - Inhalt

4	Im Fokus
	<b>Dossier: Egalité des chances</b>
9	Alle wollen Chancengleichheit – oder doch nicht ?
12	Platon et l'égalité des chances entre l'homme et la femme
14	Diskriminiert im eigenen Land
17	Réussir à l'école : le piège de l'égalité des chances
20	Das Verschwinden der Frauen
22	Same same, but different
25	Le handicap entre différence et universalité
28	Une même ligne de départ pour tout le monde ?
30	Rassismus: Differenz und Ungleichheit
33	La face cachée du poème
36	Die Gleichheit der Ungleichen im Spätmittelalter
38	Fortuna und die globale Einkommensungleichheit
41	Mixité dans les classes et égalité des chances
44	L'Eglise catholique misogyne : un cliché ?
46	Chancengleichheit im Schulparcours
49	Diskriminierung an die Universität!
51	Behinderung im Alter
53	Soutenir l'égalité. Mais laquelle ?
55	Chancengleichheit für «Frau Gott»?
57	15 Jahre Gleichstellung – und kein bisschen leise
58	uni actuel
60	projets, portraits, lectures

Illustrations : Pierre-Yves Massot  
Couverture et page 7 : Ali, 20 ans, Cameroun, requérant d'asile. La Tour-de-Trême, 2003.

# Inauguration d'un Centre pour l'éducation de la petite enfance

**Il est unique en Suisse et bien en vue dans le paysage académique européen : le Zentrum für frühkindliche Bildung (ZeFF) de l'Université de Fribourg vient d'être inauguré, le 31 mars dernier, en présence de l'ancien Conseiller fédéral Pascal Couchepin. Sous l'égide de Margrit Stamm, l'éducation de la petite enfance entre dans le paysage universitaire.**

Jean-Christophe Emmenegger

L'éducation et l'accueil des jeunes enfants (EAJE) sont déjà considérés comme un bien public et comme un devoir démocratique par plusieurs Etats. La Suède, la Finlande, la Nouvelle Zélande, par exemple, mettent en œuvre des politiques allant dans le sens du développement et de l'amélioration de la prise en charge des tout-petits. En Suisse, par contre, le constat est à l'absence d'une politique d'éducation et de formation pour les enfants de moins de six ans, surtout entre 0 et 4 ans : à peine 25% des trois à quatre ans fréquentent une institution préscolaire, principalement au Tessin, alors qu'ils sont 90% à le faire à l'âge de cinq ans.

## **La petite enfance peu suivie en Suisse**

Cette lacune se ressent de plus en plus dans une société qui subit, en Suisse également, des mutations profondes marquées par l'éclatement de la cellule familiale traditionnelle, les familles monoparentales, l'emploi des deux parents, les enfants issus de familles immigrées parfois mal intégrées : l'égalité des chances à recevoir une bonne éducation n'est pas au rendez-vous de tous les enfants. D'ailleurs, la Commission suisse pour l'UNESCO s'est fixé comme but d'ancrer durablement l'éducation de la petite enfance en Suisse, dans la société, dans la politique et dans la science, en encourageant la création d'un réseau interdisciplinaire avec des partenaires venant de la recherche, de la pratique, de la politique et de la collectivité publique. L'inauguration du Zentrum für frühkindliche Bildung (ZeFF) de l'Université de Fribourg s'inscrit dans ce contexte. Il traitera des différentes questions relatives à la prise en charge et l'éducation des enfants âgés de 0 à 6 ans. Il représente, en outre, une nouveauté dans le paysage académique suisse.

Car l'étude de ces questions restait, jusqu'à présent, essentiellement dévolue à des écoles spécialisées telles que les Hautes écoles pédagogiques (HEP).

## **Genèse du Centre**

La Professeure Margrit Stamm était tout indiquée pour se retrouver à la tête du ZeFF. «Je me suis efforcée de faire entrer la recherche concernant l'éducation de la petite enfance dans le paysage universitaire. En Suisse, et plus particulièrement en Suisse alémanique, ces questions sont surtout traitées dans les hautes écoles spécialisées mais non à l'université.» Mariée et mère de deux enfants, ayant accompli ses études en pédagogie, psychologie et sociologie à l'Université de Zurich, Margrit Stamm a obtenu son habilitation en 2003 à l'Université de Fribourg, avant d'y être nommée professeure associée, puis professeure ordinaire en Sciences de l'éducation en 2007. Elle a déjà mené de nombreuses recherches dans les domaines de l'éducation et de la socialisation de la jeunesse, ainsi que de l'enfance préscolaire. Elle est notamment reconnue pour ses travaux touchant à la problématique de l'accueil des enfants au niveau préscolaire et de l'insertion dans le degré primaire, qui constituent des étapes d'apprentissage et de transition entre le milieu familial et l'école obligatoire. A la demande de la Commission suisse pour l'UNESCO, elle a dirigé la première étude de fond sur la question de l'éducation de la petite enfance en Suisse. «L'étude a révélé que la Suisse est à la traîne et n'avance pas beaucoup sur les questions d'éducation de la petite enfance, en comparaison internationale, explique Margrit Stamm. Suite à ce rapport de l'UNESCO, le Département des sciences de l'éducation (partie germano-



© ThinkStock

*Le ZeFF s'inscrit dans une politique d'ancrage durable de l'éducation de la petite enfance dans la société, la politique et la science en encourageant la création d'un réseau interdisciplinaire.*

phone) a initié le projet FRANZ (Früher an die Bildung – erfolgreicher in die Zukunft?) sous ma direction. Il s'agit d'une recherche empirique en cours sur la manière dont évoluent au quotidien des enfants de 3 à 6 ans dans leur environnement familial.» La Professeure Stamm relève aussi que, depuis le printemps 2009, l'Université de Fribourg est la seule qui propose en Suisse, par l'intermédiaire de son Département des sciences de l'éducation, un Master of Science en sciences de l'éducation axé sur l'éducation de la petite enfance. Ce master, pour l'instant proposé en allemand, comprend l'étude des bases de la psychologie du développement et des sciences de l'éducation, avec un accent sur les bases sociologiques pour comprendre le rôle de la société dans le domaine de la petite enfance, ou encore les définitions de ce qui recouvre précisément le champ de la prise en charge et de la promotion de l'éducation de la petite enfance. De surcroît, ce master propose de développer des techniques pédagogiques, impliquant de réfléchir aux façons de mettre en œuvre des programmes d'éducation de la petite enfance, par exemple dans un canton, ou de les introduire au sein de la société.

### **Un rayonnement national et international**

Sensibles aux impulsions données par la Professeure Stamm à l'étude des problématiques liées à l'éducation de la petite enfance, deux fondations lui ont soumis le souhait de voir se créer à Fribourg un centre universitaire comme le ZeFF. «Le Rectorat de l'Université de Fribourg s'est montré tout de suite intéressé par le projet que je lui ai soumis», ajoute Mme Stamm. En effet, le soutien de l'Alma mater a été indispensable pour la mise à disposition des locaux, des équipements, ainsi que des infrastructures bureautiques et informatiques. De plus, elle s'est engagée à investir des moyens de personnel pour 100'000 francs par an, sous forme d'un poste de maître-assistant à 50% et d'un poste de secrétaire à 40%, respectivement pour la coordination et la gestion du centre. Quant aux mécènes, la Jacobs Foundation et la Stiftung Mercator Schweiz, elles ont investi chacune 350'000 francs [voir les interviews, page suivante]. Ces deux fondations actives dans la promotion de l'éducation de la petite enfance et de la jeunesse sont non seulement intéressées à voir se développer une structure permettant l'étude et la recherche dans le champ pédagogique

de la petite enfance, mais veulent aussi favoriser la mise en œuvre de programmes pédagogiques et porter l'information au niveau politique. «Ce Centre est destiné à mener à la fois de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée. Il représentera aussi une force de propositions au service de la société, explique la Professeure Stamm. Avec le ZeFF, nous relient la formation pédagogique à la recherche scientifique et nous élargissons notre champ d'action et de compétence, par exemple avec une offre de conseils, d'expertises, de

qualifications, de formation continue... Je dirais que cette configuration est rare dans le paysage européen.» Le ZeFF accorde également une grande importance à l'intégration nationale et internationale des compétences. C'est pourquoi il ne déploie pas seulement son offre dans les régions linguistiques de Romandie, de Suisse alémanique et du Tessin, mais travaille aussi en étroite collaboration avec des partenaires internationaux dans le domaine académique et hors-académique. ■

## Wertvolle Unterstützung

**Auch die beste Idee und die kompetentesten Leute brauchen zur Umsetzung eines grossen Projekts zuverlässige Partner im Hintergrund. Die Jacobs Foundation und die Stiftung Mercator Schweiz haben massgeblich zur Gründung des Zentrums für frühkindliche Bildung (ZeFF) beigetragen. universitas hat sich mit Regula von Büren, Projektleiterin der Stiftung Mercator Schweiz, und Simon Sommer, Program Officer Research bei der Jacobs Foundation, unterhalten.**

*Was hat die Stiftung zur Mitfinanzierung des ZeFF motiviert?*

Regula von Büren, Stiftung Mercator Schweiz: In der Vergangenheit haben wir die UNESCO-Grundlagenstudie «Frühkindliche Bildung in der Schweiz» von Prof. Stamm gefördert. Diese Studie zeigte einen Bedarf für eine Institution wie das ZeFF. Ausserdem macht die Erfahrung der Universität Freiburg deutlich: Die Nachfrage nach Weiterbildungsmöglichkeiten und Beratungen im Bereich der frühkindlichen Bildung steigt stetig. Zusammen mit der Jacobs Foundation reagieren wir auf diese Nachfrage und fördern mit der Unterstützung des ZeFF gleichzeitig den Transfer zwischen Theorie und Praxis. Dieser intensive Austausch und die engen Kooperationen mit sozial- und bildungspolitischen Kreisen, mit verschiedenen Hochschulen aus der Schweiz und mit Experten der frühkindlichen Bildung haben die Stiftung Mercator Schweiz von diesem Projekt überzeugt.

Simon Sommer, Jacobs Foundation: Die Jacobs Foundation hat im Bereich der frühkindlichen Bildung und Betreuung einen Förderschwerpunkt. Uns interessiert hier vor allem die Qualitätssteigerung und – sicherung in Bezug auf die Angebote und die Qualifizierung des pädagogischen Personals. Zusammen mit der Universität Freiburg und der Stiftung Mercator Schweiz haben wir aus diesem Grund das ZeFF gemeinsam initiiert.

*Was bedeutet Ihnen dieses Projekt in der Schweiz?*

Regula von Büren, Stiftung Mercator Schweiz: Für die Stiftung Mercator Schweiz ist die Förderung des ZeFF eine Möglichkeit, unser Fokusthema frühkindliche Bildung zu vertiefen und in ihren Fördertätigkeiten weiter zu verankern. Im ZeFF sehen wir ein wegweisendes Projekt für die ganze Schweiz, das einen wichtigen Schritt hin zur Förderung der Chancengerechtigkeit von Kindern und Jugendlichen mitgestalten kann.

Simon Sommer, Jacobs Foundation: Das Angebotspektrum des ZeFF an wissenschaftlichen Begleitforschungen, Gutachten, Weiterbildungsangeboten,

Vorträgen und Veröffentlichungen sowie die Durchführung von Tagungen ist in diesem Umfang in der Schweiz einzigartig und füllt eine grosse Lücke. Kindertageseinrichtungen, Kindergärten und Gemeinden werden zudem eine Qualifizierung ihres pädagogischen Personals beauftragen können. Besonders die breite nationale und internationale Zusammenarbeit und der Fokus auf die Integration und Sprachförderung von Kindern aus benachteiligten Familien unter Einbezug der Eltern sind uns wichtig.

*Fördern Sie weitere Projekte aus diesem Bereich?*

Regula von Büren, Stiftung Mercator Schweiz: Wir fördern zurzeit das Projekt «Bildungs- und Resilienzförderung im Frühbereich» des Marie Meierhofer Instituts für das Kind (MMI) sowie den Schweizerischen Bildungsplan für frühkindliche Bildung der Schweizerischen UNESCO-Kommission und des Netzwerks Kinderbetreuung. Die frühkindliche Bildung ist ein Thema, das wir weiterhin konzentriert verfolgen möchten.

Simon Sommer, Jacobs Foundation: Die Jacobs Foundation fördert viele Aktivitäten, so beispielsweise das Programm MONDEY (Milestones of Normal Development in Early Years) zur Beobachtung und Dokumentation der frühkindlichen Entwicklung. Eines unserer erfolgreichen Pilotprogramme in der Schweiz ist «Primano». Mit dem Gesundheitsdienst der Stadt Bern verfolgen wir das Ziel, durch Unterstützung sozial benachteiligter Kinder bis zum Kindergartenentritt ihre Chancen auf einen Schulabschluss und eine adäquate Ausbildung zu erhöhen. Aktuell läuft ausserdem unsere Sensibilisierungskampagne «Stark durch Beziehung», die Eltern in den ersten Entwicklungsjahren ihres Kindes begleitet und unterstützt.

[www.jacobsfoundation.org](http://www.jacobsfoundation.org)  
[www.stiftung-mercator.ch](http://www.stiftung-mercator.ch)

# Chancengleichheit



# L'invisibilité de tout un monde

La série photographique qui illustre ce dossier se déploie comme une histoire indépendante. Fruit du regard de Pierre-Yves Massot sur les requérants d'asile, elle a remporté le 1<sup>er</sup> prix du SWISS PRESS PHOTO 2004. En révélant un monde où la ligne de départ semble très aléatoire, elle éclaire, à sa manière, la thématique de l'égalité des chances.

Farida Khali

dossier



## Unsichtbar sein

Das Dossier zum Thema «Chancengleichheit» wird mit Bildern illustriert, die eine von den Artikeln unabhängige, in sich geschlossene Geschichte erzählen. Die Fotoserie stammt vom Fotografen Pierre-Yves Massot und wurde 2004 mit dem SWISS PRESS PHOTO AWARD ausgezeichnet. Die Idee hinter den Bildern liegt im Widerspruch: Da ist einerseits der Wunsch des Fotografen, diesen Menschen ohne Identität ein Gesicht zu geben, andererseits aber auch deren Angst, identifiziert zu werden. Massot schlägt den Flüchtlingen und Asylsuchenden vor, ihr Gesicht auf den Fotos zu verstecken. Daraus entsteht die auf den Bildern sicht- und spürbare soziale Identität einer Gruppe, die für die Gesellschaft unsichtbar ist. Pierre-Yves Massot arbeitet als freischaffender Fotograf und absolviert ein Studium der Sozialwissenschaften an der Universität Freiburg.

Un jour, un peu par hasard, Pierre-Yves Massot emprunte l'appareil photo de sa sœur pour illustrer un reportage journalistique. C'est le déclic : à travers l'image, il découvre une autre manière d'interroger le monde.

## Un regard engagé

Attiré par le travail de terrain, Pierre-Yves Massot quitte les bancs de l'Alma mater, où il avait débuté des études en journalisme pour accepter, en 1999, un engagement à La Liberté. Il apprend beaucoup de l'expérience de ses collègues photographes et journalistes et il évoque avec émotion celui qu'il qualifie de «papa professionnel», Roger de Diesbach : «il m'a fait découvrir toutes ces belles valeurs du journalisme qui, me semble-t-il, sont en voie de disparition. Il a toujours accepté et encouragé les projets que je lui ai soumis. C'était une époque où il était encore possible de consacrer du temps à un travail, d'explorer un sujet en profondeur». Le jeune photographe pose sur ses sujets un regard engagé : il suit un éboueur dans les rues de Fribourg pendant plusieurs jours, se rend au Kosovo après la guerre... Roger de Diesbach le pousse également à suivre la formation du Centre romand de formation des journalistes (CRFJ) afin d'obtenir sa carte de presse.

## Une nouvelle approche

Il décide alors de se lancer en tant qu'indépendant. Durant 6 mois, à Saint-Petersbourg, il collabore avec plusieurs magazines; puis il se rend au Brésil où il réalise un reportage sur la capoeira. Ses concepts photographiques – occupation de l'Eglise Saint-Paul à Fribourg par le collectif de sans-papiers, reportage sur les centres d'aide d'urgence... – se heurtent au formatage médiatique. Ce contexte le pousse alors à réfléchir à une nouvelle approche du

photojournalisme et il reprend le chemin de l'Université, en sociologie cette fois. Ce retour au monde académique devrait lui permettre d'acquérir de nouveaux outils pour aborder les problématiques sociales et développer des voies d'analyse et de narration originales. Depuis 2003, il collabore aussi régulièrement avec différentes rédactions suisses (dont Le Temps, le Tages Anzeiger, Migros Magazine...).

## Une histoire d'égalité des chances

«Le travail qui illustre ce dossier va exactement dans le sens de tout ce qui m'a été inculqué durant mes années d'apprentissage. Il s'agit d'un vrai travail documentaire. Je ne répondais pas à une commande. J'ai simplement eu envie de traiter ce sujet.» Ce reportage marque un état des lieux de la situation des requérants d'asile en Suisse entre 2003 et 2004. Le propos est simple : il s'agit de mettre un visage sur des gens qui n'en ont pas. Pourtant, lors de sa démarche, Pierre-Yves Massot se retrouve face à un paradoxe. Au cours de ses entretiens, il développe un contact sincère et profond avec les gens qu'il interroge. Ses interlocuteurs lui confient leur histoire souvent difficile, mais, lorsque vient le moment de prendre la photo, subitement ils se rétractent. Eux qui vivent cachés, éprouvent beaucoup de peine à lui confier leur image; ils craignent d'être exposés, identifiés, retrouvés. Le photographe leur propose alors de se cacher le visage. Et, finalement, cette dissimulation, plus que tout, est révélatrice de leur identité sociale. «C'est de cette manière que ces portraits s'insèrent dans ce dossier sur l'égalité des chances. Non pas comme une illustration des textes présentés, mais comme un symbole en image de l'invisibilité sociale que vivent souvent ceux qui n'ont pas profité de la même ligne de départ.» ■

# Alle wollen Chancengleichheit - oder doch nicht?

**Die Einigkeit über ein Ziel bedeutet nicht notwendig, dass dieses von allen auf die gleiche Weise interpretiert wird. Im Falle der Chancengleichheit etwa gilt es, mögliche Auslegungen zu diskutieren und zur Frage Stellung zu beziehen, wie sich dieses Ideal weltweit realisieren lässt.**

Simone Zurbuchen

dossier

## **Egalité des chances : idéal ou illusion ?**

*En philosophie politique, le chef-d'œuvre de John Rawl est aujourd'hui encore une référence pour le débat sur l'égalité des chances. D'après lui, l'équité d'une société se mesure, entre autres, par les chances que chaque individu a d'atteindre des fonctions ou des positions économiques ou politiques à la fois lucratives et socialement valorisantes. Personne ne devrait être discriminé et évincé de cette compétition sur la base de critères comme la couleur de peau, l'origine sociale... Chacun doit pouvoir développer ses aptitudes et acquérir de nouvelles qualifications. Le débat sur l'égalité des chances a débouché sur un nouveau défi, avec la thèse selon laquelle la conception de la justice élaborée par Rawls devrait être appliquée de manière globale. Apparaît alors la question de sa mise en œuvre : les uns plaident pour des mesures de redistribution globale des richesses, les autres pour une ouverture des frontières. Les deux concepts se heurtent naturellement à la résistance des populations aisées : l'égalité globale des chances peut-elle vraiment se défendre comme un idéal ?*

Chancengleichheit gehört in unserer Gesellschaft zu den von einer breiten Öffentlichkeit anerkannten sozialen Zielen. Sie verlangt, dass kein Gesellschaftsmitglied wegen seiner sozialen Herkunft, seines Geschlechts, seiner kulturellen Zugehörigkeit usw. schlechtere Chancen haben sollte als andere, zu Erfolg und Wohlstand zu gelangen. In der politischen Philosophie gilt bis heute John Rawls' Hauptwerk *A Theory of Justice* (1971) als wichtiger Bezugspunkt für die Diskussion über Chancengleichheit. Nach Rawls bemisst sich die Gerechtigkeit einer Gesellschaft unter anderem an der Frage, wie sie den Zugang zu einträglichen und statuträchtigen Ämtern und Positionen (in der Wirtschaft und in der Politik) unter ihren Mitgliedern verteilt. Als gerecht gilt die Verteilung dann, wenn alle die gleiche Chance haben, sich am Wettbewerb um solche Ämter zu beteiligen.

## **Chance darf nicht Zufall sein**

Indem Rawls genauer angibt, unter welchen Bedingungen ein solcher Wettbewerb als «fair» gelten kann, unterscheidet er zwischen einer bescheideneren und einer anspruchsvolleren Interpretation der Chancengleichheit, über die in den gesellschaftlichen Diskussionen um dieses Ideal zuweilen gestritten wird: «Formale» Chancengleichheit setzt voraus, dass niemand aufgrund moralisch zufälliger Eigenschaften wie Hautfarbe, soziale Herkunft usw. diskriminiert und vom Wettbewerb ausgeschlossen wird; was zählen soll, sind allein die natürlichen Talente und die Leistung, die jemand vorzuweisen hat. «Faire» oder «substantielle» Chancengleichheit setzt darüber hinaus voraus, dass alle die Möglichkeit haben, ihre natürlichen Talente tatsächlich zu entfalten und die Qualifikationen zu erwerben, die im Wettbewerb zählen. Um dies zu gewährleisten, muss die Gesellschaft die dazu notwendigen Rahmenbedingungen schaffen, wobei dem Bildungssystem eine zentrale Rolle

zukommt. Da Rawls in erster Linie betonte, dass die sozioökonomischen Verhältnisse, in die jemand hineingeboren wird, keinen Einfluss auf seinen Erfolg im Wettbewerb um Ämter und Positionen haben dürften, wird ihm nachgesagt, er habe das Ideal einer Art klassenlosen Gesellschaft entworfen. Den wohl grössten Einfluss hatte der von ihm erläuterte Begriff der Chancengleichheit aber auf die Diskussion um die Gleichstellung der Frau. Diese Karriere des Begriffs ist aber weniger Rawls selbst als jenen feministischen Philosophinnen zu verdanken, die schon bald nach Erscheinen von *A Theory of Justice* postulierten, auch das Geschlecht gehöre zu jenen moralisch zufälligen Eigenschaften, welche den Zugang zu Ämtern und Positionen nicht negativ beeinflussen dürften.

## **Die Welt ist ungerecht**

Eine neue Herausforderung erwuchs der Diskussion um Chancengleichheit, als verschiedene Philosophen die These formulierten, die von Rawls begründete Konzeption der Gerechtigkeit dürfe angesichts der Globalisierung nicht länger auf einheimische Gesellschaften beschränkt bleiben, sondern müsse global angewendet werden. Sie gingen dabei vom Grundsatz der liberalen politischen Philosophie aus, wonach jedes Individuum moralisch gleich viel zählt und bei der Verteilung grundlegender Güter gleiche Berücksichtigung verdient. In globaler Perspektive betrachtet, erweist sich die Staatsangehörigkeit oder Nationalität, die ein Individuum bei Geburt erhält, als die Eigenschaft, die einen ganz entscheidenden Einfluss darauf hat, welche Chancen dieses haben wird, zu Erfolg und Wohlstand zu gelangen. Man kann sich dies leicht einsichtig machen, wenn man etwa die Perspektiven betrachtet, die sich dem Kind eines Sudanesisen im Gegensatz zum Kind eines Schweizerers eröffnen. Wie soll es aber zu rechtfär-

Simone Zurbuchen ist assoziierte Professorin am Interdisziplinären Institut für Ethik und Menschenrechte.  
simone.zurbuchen@unifr.ch

tigen sein, dass der Zufall der Geburt darüber bestimmt, welche Aussichten ein Mensch hat, ein gutes und erfolgreiches Leben oder auch nur ein Leben in Würde zu führen? Gemäss einer viel zitierten Diagnose des kanadisch-amerikanischen Politikwissenschaftlers Joseph Carens ist die Staatsangehörigkeit in unserer Welt eine Art «feudales» Privileg, das sich so wenig rechtfertigen lässt wie das Privileg der Standeszugehörigkeit in den Gesellschaften des Mittelalters.

### **Andere Länder, andere Ziele**

Die Diskussion über globale Chancengleichheit wird derzeit auf verschiedenen Ebenen geführt: Auf der Ebene der Theorie steht zur Debatte, ob sich Chancengleichheit angesichts der Existenz von partikularen Gesellschaften mit je unterschiedlichen Kulturen überhaupt als gemeinsames Ideal konzipieren lasse. Selbst diejenigen Philosophen, die dem (umstrittenen) Vorschlag zustimmen, die gleiche Gerechtigkeitskonzeption, die Rawls für westliche Gesellschaften ausarbeitete, weltweit anzuwenden, haben dagegen wichtige Einwände vorgebracht. So ist zweifelhaft, ob sich die Chance der Tochter eines Sudanesisen oder der eines Schweizer, zu einträglichen und statusbehafteten Ämtern und Positionen zu kommen, überhaupt vergleichen lasse, denn es ist anzunehmen, dass in den beiden Gesellschaften ganz unterschiedliche Auffassungen darüber bestehen, welche Ämter und Positionen als erstrebenswert gelten.

### **Ohne Wille kein Weg**

Auch wenn es möglich sein sollte, ein Vergleichsmass zu finden und ein kohärentes Konzept globaler Chancengleichheit zu entwickeln, bleiben in der Frage, auf welche Weise das Ideal zu realisieren sei, grosse Differenzen bestehen. Während die einen primär für Massnahmen zur globalen Umverteilung von

Reichtum plädieren, weisen andere auf die grosse Bedeutung hin, die der Migration bei der Realisierung von globaler Chancengleichheit zukommt: Je weiter wohlhabende Staaten ihre Grenzen für Migrantinnen und Migranten öffnen, die ihr Heimatland wegen Armut und Perspektivenlosigkeit verlassen, desto weniger wird der Zufall der Geburt über die Chance eines Menschen bestimmen, sich am Wettbewerb um begehrte Ämter und Positionen zu beteiligen. Dabei fallen nicht nur die neuen Möglichkeiten in Betracht, die sich im Einwanderungsland eröffnen, sondern auch die Unterstützung, die die Einwanderer ihren Familien im Heimatland zukommen lassen. Gemäss neueren Zahlen tragen Remissen sogar mehr zur Umverteilung von Reichtum bei als staatliche Entwicklungshilfe. Was aus ethischer und ökonomischer Perspektive nach einem richtigen Schritt zur Realisierung globaler Chancengleichheit aussieht, trifft aber bekanntlich bei weiten Teilen der Bevölkerung in wohlhabenden Einwanderungsländern auf grossen Widerstand. Handelt es sich dabei um ein Festhalten an ungerichteten Privilegien, ist die grössere Öffnung der Grenzen für Wirtschaftsmigrantinnen und -migranten der falsche Weg oder lässt sich globale Chancengleichheit gar nicht als Ideal verteidigen? ■

*Moïse, Togo, requérant d'asile. Pensier, 2003.*



© Pierre-Yves Massot

# Platon et l'égalité des chances entre l'homme et la femme

**Platon était-il un féministe ? Cette question a fait grand débat dans la littérature critique contemporaine, opposant parfois des points de vue radicalement contraires. S'il paraît difficile d'apporter une réponse définitive à cette interrogation, c'est parce que Platon lui-même semble énoncer des idées contradictoires dans ses différents écrits.**

Luca Pitteloud

## dossier

### Chancengleichheit nach Platon

*War Platon Feminist? Der griechische Philosoph entwickelte in seinen Schriften eine mehrdeutige Position, die in der zeitgenössischen Literaturkritik zu zahlreichen Diskussionen geführt hat. Im Timaios beschreibt Platon die Frauen als minderwertig «über die Natur». Im Zyklus der Reinkarnation hätten sie einen Platz zwischen dem Mann und dem Tier. In der Politeia wiederum vertritt Platon ganz klar die Chancengleichheit zwischen Frau und Mann im politischen Leben. Die Ambivalenz seiner Aussagen erklärt sich sowohl durch die misogynen Tradition seiner Zeit, wie auch durch die Tatsache, dass die Ungleichheit für den Philosophen bereits durch den Körper gegeben ist. In einem straff hierarchischen Regime hingegen steht Platon für die Seelengleichheit ein, die aber nur auf der obersten Stufe der Hierarchie möglich ist. In dieser Philosophenherrschaft, einer Elite an bestens ausgebildeten Männern und Frauen, soll weder das Materielle noch das Geschlecht von Bedeutung sein. Die Regenten haben auf Privatbesitz und das Zeugen von Kindern zu verzichten.*

Lorsqu'il évoque le cycle des réincarnations dans *Le Timée*, Platon indique clairement que le sexe féminin n'a été créé que comme lieu de punition pour les hommes non vertueux : «Des hommes qui étaient nés, tous ceux qui étaient lâches ou qui passaient leur vie dans l'injustice, c'est un propos vraisemblable qu'en femmes ils furent changés à la seconde naissance» (42b-c). Il semble bien que ces quelques mots décrivent une infériorité par nature de la femme par rapport à l'homme, puisque cette dernière y est décrite comme un intermédiaire entre l'homme et l'animal dans le cycle des réincarnations. Une affirmation aussi extrême devrait interdire toute possibilité d'interprétation féministe de la doctrine platonicienne. Pourtant, dans *La République*, le philosophe prône clairement l'égalité des chances entre hommes et femmes dans la sphère politique. Le livre VII se termine par un dialogue entre Socrate et Glaucon à propos de la possibilité du philosophe-roi : «Glaucon : Ils sont magnifiques, Socrate, les dirigeants que tu viens de façonner à la manière d'un sculpteur de statues. Socrate : Et les dirigeantes aussi mon cher Glaucon. Ne crois pas que ce que j'ai dit concerne plus les hommes que les femmes, celles d'entre elles en tous cas qui naissent avec des naturels adéquats» (540c). Comment donner un sens à cette tension entre une position misogyne et l'affirmation de l'égalité entre hommes et femmes quand il s'agit de gouverner la cité ?

### L'inégalité selon le corps

L'œuvre de Platon est parsemée d'affirmations antiféministes dont la description du statut de la femme dans le *Timée* est une conséquence logique. La place accordée à cette dernière dans la société grecque était

pour le moins limitée. Ainsi, elle jouissait d'une position inégalitaire basée sur une vision particulière de sa nature, car elle était considérée comme moins intelligente, moins capable de délibération et de raisonnement qu'un homme. En ce sens, les nombreuses remarques misogynes dans les dialogues de Platon s'inscrivent clairement dans le cadre d'une tradition dont il est l'héritier direct. Il est important de noter ici que, pour Platon, ce statut inférieur de la femme tire vraisemblablement sa légitimité non d'une inégalité naturelle tout court, mais bien d'une inégalité selon le corps. Le fait que la femme enfante, alors que l'homme féconde (*République* 454e) induit un déséquilibre qui est associé, dans le mythe de la naissance de l'amour du *Banquet* (203a-204a), aux identifications entre masculinité et activité/abondance, ainsi qu'entre féminité et passivité/pauvreté. Pour Platon, c'est bien la capacité reproductrice de la femme qui conditionne sa place centrale au sein du foyer familial : en élevant ses enfants, elle n'a pas accès à la sphère culturelle et politique réservée aux hommes. L'inégalité est dès lors dictée par la différence physique entre les sexes.

### L'égalité selon l'âme

Pourtant, *La République* énonce sans ambiguïté le principe de l'égalité des chances : Platon y décrit une société possible basée sur le principe de la division des tâches selon les capacités propres de chacun des individus. Cela mène à une tripartition des citoyens : les gouvernants-gardiens, les soldats, ainsi que les artisans et laboureurs. Afin d'être les meilleurs gouvernants possibles, les gardiens doivent se détacher au maximum des obstacles corporels : Platon distingue l'âme et le corps

Luca Pitteloud est assistant diplômé au Département de philosophie.  
luca.pitteloud@unifr.ch

comme deux entités séparées et associées : sagesse, connaissance et vertu à l'âme. Le corps se trouve la plupart du temps dans la position d'entrave à la vraie sagesse. Il faut savoir s'en départir et c'est pour cela que l'éducation des gouvernants nécessitera l'abolition de la propriété privée et de la cellule familiale. Les individus seront ainsi discriminés en fonction de leurs capacités naturelles, et les plus aptes à la connaissance et à la sagesse seront éduqués de façon à ce que leur âme soit affranchie des nécessités matérielles, et notamment de la nécessité de procréation – et de ses conséquences – pour les femmes. Les mesures prises dans le cadre de l'établissement de la classe des gouvernants sont extrêmes et choquantes, mais il faut garder à l'esprit qu'elles ont pour seul but l'émergence d'une catégorie d'élite hyper-éduquée qui sera amenée à diriger la cité en prenant en compte le bien de tous les citoyens.

### **Pour la classe dirigeante**

Or, c'est bien dans le cadre de ce régime très stratifié que prend vie l'idée d'égalité des chances entre hommes et femmes, mais pas sous la forme d'une égalité absolue puisqu'elle ne concerne que la classe des dirigeants. Pourtant l'argument est imparable : si l'individu est composé de deux entités, l'âme et le corps, et si les gouvernants sont choisis d'abord en fonction de leurs capacités naturelles, puis éduqués afin de rendre leur âme la meilleure possible, et donc la plus détachée de leur corps et de ses dépendances, alors il n'y a aucune raison d'instaurer dans la classe dirigeante une quelconque différence selon le sexe. Si des natures semblables doivent occuper des places semblables dans la société, alors il paraît clair que, en ce qui

concerne la capacité de diriger la cité, capacité déterminée selon l'âme et non le corps, les femmes et les hommes ne pourront d'aucune façon être discriminés. En fait, en ce qui concerne la gouvernance de l'état, la différence entre les hommes et les femmes est tout aussi inexistante que celle qu'il y a entre les chauves et les chevelus en ce qui concerne la pratique de la cordonnerie (*République* 454c), puisqu'elle est uniquement accidentelle.

La position platonicienne demeure délicate : l'égalité entre hommes et femmes n'est garantie qu'au sein de la classe des dirigeants. De plus, cette égalité n'est possible qu'à condition de gommer toute différence entre hommes et femmes, et peut-être d'inculquer aux femmes des valeurs traditionnellement masculines, comme, par exemple, la stratégie militaire ou le courage du guerrier, ou alors de considérer que les âmes sont asexuées du point de vue de leurs caractéristiques et de leurs inclinations, ce qui est loin d'être en accord avec toutes les affirmations de Platon à propos de la différenciation des âmes masculines et féminines. Néanmoins, la thèse de la primauté de l'âme sur le corps permet à Platon d'énoncer, sans ambiguïté et à l'encontre de ses croyances misogynes personnelles, la nécessité de l'égalité des chances entre hommes et femmes dans la sphère politique : «il ne peut aucunement être démontré que la femme diffère de l'homme quant à la possibilité de gouverner la cité, et nous sommes d'avis que les dirigeants et leurs femmes doivent occuper les mêmes fonctions» (454e). ■

# Diskriminiert im eigenen Land

**Als die Juden in der Schweiz 1874 der restlichen Bevölkerung rechtlich gleichgestellt wurden, geschah dies verglichen mit den benachbarten Monarchien mit zehn bis fünfundzwanzig Jahren Rückstand. Judenfeindliche Widerstände stellten sich in der Schweiz wie in anderen europäischen Staaten der sogenannten «Judenemanzipation» in den Weg.**

dossier

Thomas Metzger

## **Au ban de leur propre pays**

*Jusqu'à la fondation de l'Etat fédéral moderne en 1848, les juifs restaient en marge de la société, ne bénéficiaient pas de la liberté d'établissement ou de croyance et n'étaient juridiquement pas assimilés aux Suisses. C'est seulement en 1874, dans le cadre de la révision globale de la Constitution fédérale, que leur ont été accordés les mêmes droits qu'au reste de la population. Leur position juridique restait pourtant très fragile. A peine quatre ans plus tard, la Confédération signait un accord commercial avec la Roumanie qui excluait, là-bas, les citoyens suisses juifs de leurs droits fondamentaux. Plus grave, l'interdiction, toujours valable, de l'abattage selon le rite juif a été promulguée en 1893 par la première initiative populaire fédérale. Durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, en même temps que croissait la peur d'une invasion étrangère, ce sont des concepts racistes qui ont forgé la conception d'une identité nationale, avec pour conséquence une politique de naturalisation toujours plus restrictive : en 1941, les naturalisations pour les juifs étaient limitées à 12 par an – en contradiction totale avec la pensée libérale inscrite sur le drapeau suisse.*

Bis zur Gründung des modernen Bundesstaates 1848 führten die Juden eine soziale und rechtlich prekäre Existenz am Rande der Gesellschaft. Als so genannte «Schutzjuden» lebten sie ghettoisiert mehrheitlich in den beiden Surbtaler Dörfern Lengnau und Endingen, wo sie jedoch nur eine Minderheit waren. Separate Hauseingänge für Christen und Juden in älteren Gebäuden jener Dörfer erinnern noch heute daran.

An dieser Situation änderte auch die Helvetische Revolution nichts, denn die Helvetische Republik (1798-1803) verwehrte den Juden die bürgerliche und politische Emanzipation, obwohl sie nach französischem Vorbild das Ideal der allgemeinen Menschenrechte vertrat. Auch der liberale moderne Bundesstaat von 1848 sah die jüdischen Einwohner weiterhin ausserhalb der neu errichteten Bürgergesellschaft. Die Niederlassungs- und Glaubensfreiheit sowie die Gleichheit vor dem Gesetz, wie sie in der Verfassung festgeschrieben wurden, betrafen explizit nur Schweizer Bürger christlicher Konfessionen. Die Juden waren somit in staatlich-bürgerrechtlicher und religiös-kultureller Hinsicht vom schweizerischen Bundesstaat ausgeschlossen.

## **Schritte zur Gleichberechtigung**

Eine partielle Verbesserung der Situation brachte 1856 ein Bundesbeschluss, der den Juden die Gleichheit vor Gericht, das Recht auf freien Kauf und Verkauf sowie auf kantonaler und eidgenössischer, nicht aber lokaler Ebene das Stimm- und Wahlrecht gewährte. Der entscheidende Anstoss hin zur rechtlichen Gleichstellung erfolgte aus dem Ausland. In Verhandlungen über Handels- und Niederlassungsverträge intervenierten einige Staaten zugunsten ihrer jüdischen Bürger. Den Beanstandungen gab die Schweiz 1864 erstmals gegenüber Frankreich nach. Das führte zur grotesken Situation, dass die Schweizer Juden gegenüber ihren französi-

schen Glaubensgenossen in der Eidgenossenschaft benachteiligt waren. In einer Teilrevision der Bundesverfassung zwei Jahre später hätte dieser Missstand beseitigt werden sollen, doch der Souverän gewährte den Juden lediglich die Niederlassungs-, nicht aber die Glaubens- und Kultusfreiheit. Diese wurde ihnen erst 1874 im Rahmen der ersten Totalrevision der Bundesverfassung zugestanden. In den Abstimmungskämpfen von 1866 und 1874 kam es häufig zu jüdenfeindlichen Meinungsbekundungen. Bis die verfassungsmässigen Vorgaben in den meisten Kantonsverfassungen umgesetzt waren, dauerte es weitere fünfzehn Jahre.

## **Antisemitisch gefärbte Volksinitiative**

Lediglich vier Jahre später zeigte die Schweizer Aussenpolitik auf, wie fragil die rechtliche Position der Juden auch nach ihrer Gleichstellung blieb. Als die Eidgenossenschaft 1878 mit Rumänien ein Handelsabkommen abschloss, akzeptierte sie einen Artikel, der die jüdischen im Gegensatz zu den christlichen Schweizer Bürgern von den Grundrechten in Rumänien ausschloss. Das Vorgehen der Schweiz unterminierte den internationalen Druck auf Rumänien, seine antisemitische Politik aufzugeben.

Eine weit grössere Zurücksetzung, da sie das alltägliche Leben der Juden betraf, war die Aufnahme des bis heute geltenden Verbots des Schlachtens nach jüdischem Ritus als konfessionellen Ausnahmeanartikel in die Bundesverfassung im Jahr 1893. Vermeintlich tierschützerisch motiviert, offenbarte sich im Abstimmungskampf zur allerersten eidgenössischen Volksinitiative deren jüdenfeindliche Stossrichtung. In antisemitischen Äusserungen wurden Juden beispielsweise als «unschweizerisch», «rückständig» und «grausam» beschrieben. Nicht zuletzt intendierte die Initiative, die ▶

Thomas Metzger ist  
Diplomassistent am Studienbereich  
Geschichte moderner und zeitge-  
nössischer Gesellschaften.  
thomas.metzger@unifr.ch

*Pascaline, 24 ans, Cameroun, requérante d'asile. Fribourg, 2003.*



Einwanderung vor allem für osteuropäische Juden unattraktiv zu machen. Volksbegehren wie Abstimmungsresultat stellen einen eigentlichen Gradmesser für die jüdenfeindliche Einstellung der Bevölkerung um 1900 dar und sind zudem vor dem Hintergrund einer Welle des Antisemitismus in Europa, besonders in Deutschland, zu sehen.

### **Diskriminierende Einbürgerungspolitik**

Die Stilisierung der osteuropäischen Juden zu einem Feindbild, in dem sich antisemitische und fremdenfeindlich-nationalistische Diskurse gegenseitig überlagerten, war auch für das Verhalten des Staates gegenüber den Juden in der Schweiz in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts symptomatisch. Zwei politisch-kulturelle Entwicklungen waren von besonderer Bedeutung. Zum einen entwickelte sich die Vorstellung einer vermeintlichen «Überfremdung» der Schweiz zu einem gesellschaftspolitischen Masterdiskurs. Zum andern führten ethnizierende und rassistische Konzepte zu einem zunehmend essentialistisch geprägten Verständnis nationaler Identität. Eine rechtliche Konsequenz dieser Tendenzen war die Erschwerung der Einbürgerung, wobei diese Politik teilweise offen, teilweise versteckt antisemitische Züge annahm und insbesondere gegen Juden aus Osteuropa gerichtet war. Diese wurden als doppelt «fremd» – als Nicht-Christen und als Einwanderer aus Osteuropa – konstruiert und zum Fremden schlechthin stilisiert.

Eine Vorreiterrolle im negativen Sinne übernahm die Stadt Zürich, die 1912 zu einer offen jügendiskriminierenden Politik überging, indem sie für osteuropäische Juden strengere Einbürgerungskriterien festlegte. Diese Regelung wurde zwar nicht in die gesamtschweizerische Gesetzgebung übernommen, doch beeinflusste sie die Handlungsrichtlinien der 1917 gegründeten eidgenössischen Fremdenpolizei.

Charakteristisch für die diskriminierenden Naturalisierungsbestimmungen war, dass sie nirgends rechtlich fixiert wurden, sondern nur als interne Richtlinien bestanden. 1941, mitten im Zweiten Weltkrieg, wurden diese nochmals verschärft. Die Zahl der Einbürgerungen von Juden wurde auf jährlich zwölf beschränkt, und zeitweilig wurden sogar alle Gesuche schubladisiert. Die antisemitisch motivierten Direktiven stellten eine klare Verletzung der Gleichheit der Rechte dar und widersprachen dem gegen aussen erhobenen liberalen Anspruch der Schweiz.

Im ersten Jahrhundert des Bundesstaates stellten sich der Gleichberechtigung der Juden in der Schweiz mannigfache Widerstände in Politik und Gesellschaft entgegen. Die verfassungsrechtlichen Entwicklungen, die Volksabstimmungen und das Vorgehen der Verwaltung, die in diesem Beitrag beleuchtet wurden, können als Seismograph für die antisemitische Stimmung in der damaligen Schweiz gesehen werden. ■

# Réussir à l'école : le piège de l'égalité des chances

**Le principe d'égalité des chances peut-il se révéler contreproductif ? Plusieurs études montrent qu'en veillant à traiter les élèves de manière égale afin de ne privilégier personne, les enseignants ne font qu'accroître les écarts qui existent déjà avant l'entrée dans le milieu scolaire. Les nouvelles approches engagent plutôt à une différenciation de l'enseignement.**

Tania Ogay

dossier

## Chancengleichheit: ein Nachteil?

*Durch den Vorsatz, alle Schülerinnen und Schüler gleich behandeln zu wollen neigt das Schulsystem dazu, die Unterschiede zu vergessen, welche die Kinder bereits beim Schuleintritt mit sich bringen. Das Beharren darauf, diesen sozialen Ungleichheiten nicht Rechnung zu tragen, wird diese zu schulischen Ungleichheiten machen. Indem ausgeblendet wird, dass jedes Kind einen anderen sozioökonomischen Hintergrund hat, wird als logische Folge angenommen, dass alle über dieselben Kompetenzen verfügen, was auch schwächere Leistungen und Schulversagen rechtfertigt. Es ist an der Zeit, die gleiche Ausgangslage nicht als gegeben anzunehmen, sondern vielmehr zum Ziel der Schulzeit zu machen. Es muss auf die Bedürfnisse eines jeden eingegangen werden, seien diese sprachlicher, kultureller oder anderer Natur. Nur so kann die Schule die nötigen Ressourcen zur Verfügung stellen, die es braucht, um die Kinder an die Schwelle des Erwachsenseins zu führen.*

Nombreux sont les enseignants à invoquer le principe d'égalité des chances, en vertu duquel ils se font un point d'honneur à ne pas faire de différences entre leurs élèves. Chacun doit avoir sa chance, quelle que soit son origine sociale ou culturelle, qu'il s'agit donc d'ignorer. Surtout ne pas faire de discriminations entre les élèves mais les traiter tous de façon rigoureusement égale. Pourtant, l'enseignant qui, au nom de la valeur d'égalité et en digne héritier des Lumières, ne voit dans ses élèves que des individus à qui il convient de dispenser la même éducation, contribue-t-il à une plus grande justice sociale ? Bien au contraire. Dans son ouvrage *L'école peut-elle être juste et efficace ?*, paru en 2000, Marcel Crahay démontre par une analyse éclairante et sans complaisance que l'égalité des chances et de traitement repose sur un leurre qui voudrait que les élèves arrivent à l'école avec les mêmes chances, le même potentiel, les mêmes conditions. Dès lors, si certains élèves échouent, c'est parce qu'ils ne sont pas suffisamment doués. Les différences de compétences sont considérées comme étant innées, et les échecs apparaissent justes et justifiés.

## Reproduire les inégalités sociales

Les sociologues de l'éducation, depuis Pierre Bourdieu dans les années 1970, l'ont démontré : certaines catégories d'élèves connaissent l'échec scolaire plus souvent qu'à leur tour, alors que d'autres, qui ont déjà acquis dans le cadre de leur socialisation familiale les outils nécessaires à la réussite scolaire, y parviennent sans nécessairement fournir un grand effort. Dès lors, traiter tous les élèves de la même façon, sans différencier leurs situations et leurs besoins, c'est s'assurer que les inégalités sociales avec lesquelles les élèves entrent à l'école sont reproduites et transformées en inégalités scolaires.

Sur ce sujet, le système scolaire helvétique est à la traîne, comme le montre un rapport sur *L'égalité des chances dans le système éducatif suisse* de Maja Coradi Vellacott et Stefan Wolter (2005).

## Peut mieux faire

Certaines catégories d'élèves, en particulier ceux issus de familles socio-économiquement défavorisées et/ou issues de la migration, sont systématiquement surreprésentées dans les formations dites «à exigences élémentaires», ainsi que dans l'enseignement spécialisé. Le prestige du système éducatif suisse avait même été sérieusement écorné par la première étude PISA. En 2000, cette comparaison internationale des compétences des élèves de 15 ans montrait des écarts particulièrement importants entre élèves suisses et élèves issus de la migration. Mais les mesures prises suite à ces premiers résultats commentent peut-être à porter leurs fruits, puisque l'étude de 2009 indique une diminution de cet écart.

## Hasards et discriminations

Plusieurs facteurs expliquent ces différences de performances scolaires récurrentes entre élèves issus de la migration et élèves «indigènes». Certains ont trait à des besoins spécifiques, par exemple linguistiques (les élèves qui arrivent à l'école avec une langue familiale différente de celle de l'école bénéficient très rarement d'un enseignement de la langue scolaire comme langue seconde, et non comme langue maternelle), culturelles (lorsqu'il y a peu de recoupements entre la socialisation familiale et la socialisation scolaire), ou liées au parcours migratoire de l'enfant ou de sa famille (impliquant notamment des carrières scolaires parfois chaotiques). Il ne faut pourtant pas négliger les

Tania Ogay est professeure associée au Département des sciences de l'éducation.  
tania.ogay@unifr.ch

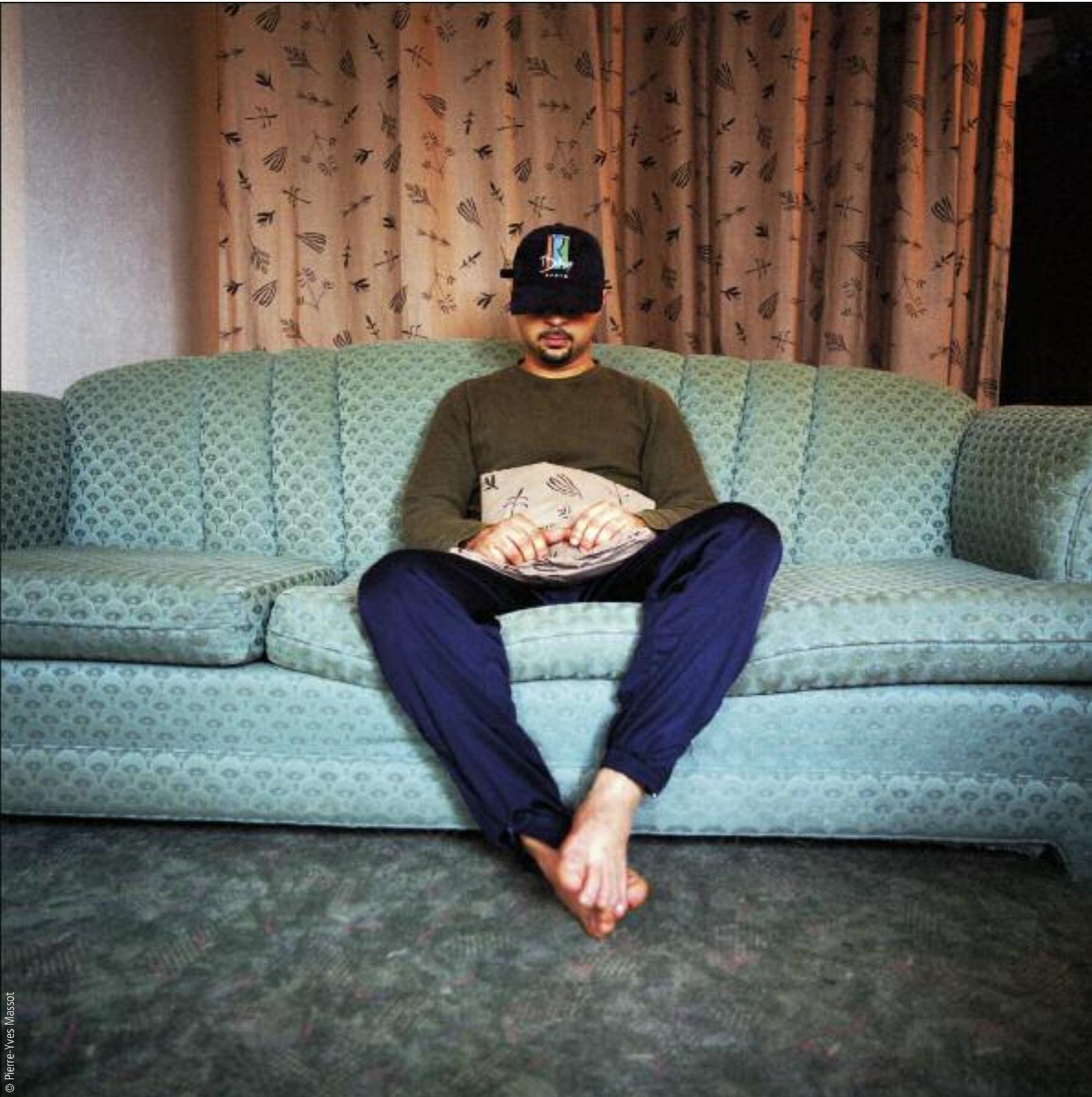
facteurs imputables au système scolaire lui-même, sur lesquels il devrait être plus aisé d'agir, comme, par exemple, les biais dans l'évaluation des élèves qui amènent trop souvent les enseignants à sous-estimer les capacités des élèves de certains groupes sociaux. A ce sujet, Winfried Kronig, dans un ouvrage paru en 2007, met en lumière ce qu'il appelle «le hasard systématique du succès scolaire» : qu'un élève réussisse ou échoue à l'école n'est que partiellement le résultat de ses compétences personnelles et de son investissement dans le travail scolaire. Le succès et l'échec sont aussi, et largement, le produit de hasards et de discriminations. Ils dépendent fortement de facteurs sur lesquels l'élève n'a aucune prise. Ainsi, tant que des enseignants évalueront leurs élèves en les comparant entre eux, un même élève pourra se retrouver parmi les élèves dits «faibles» dans une classe au niveau moyen élevé, alors qu'il aurait pu être parmi les élèves dits «doués» dans une classe au niveau moyen faible. Cet élève, surtout s'il est issu d'une famille immigrée et/ou de niveau socio-économique défavorisé, aura de plus toutes les chances d'être orienté vers l'enseignement spécialisé si le système scolaire dans lequel il se trouve dispose, cette année-là, de places dans ces structures. Car l'institution scolaire n'aime pas les places vides, qui sont donc parfois occupées par des élèves qui auraient pu rester dans l'enseignement ordinaire, et ainsi connaître une carrière scolaire et professionnelle bien différente.

### **Changer de paradigme**

Le principe d'égalité des chances, comprise comme égalité de traitement, s'avère ainsi être un piège, car il conduit à l'indifférence aux besoins spécifiques des élèves ainsi qu'aux processus de discrimination négative

que connaissent certains élèves, à l'école comme dans la société. Dispenser rigoureusement la même éducation à tous, c'est reproduire les inégalités tout en se donnant bonne conscience. Si l'on souhaite que l'école contribue à plus de justice sociale, l'égalité doit plutôt être perçue comme un objectif à atteindre pour la fin de la scolarité, afin que les élèves, quelles que soient leurs origines sociales ou culturelles, quittent tous l'école obligatoire avec les ressources nécessaires pour accomplir leur chemin dans la vie d'adultes. On parle alors d'égalisation des chances, pour obtenir une égalité des acquis. Selon Crahay, il n'est plus question de justice égalitaire (à chacun la même chose), mais de justice correctrice (plus à ceux qui ont besoin de plus) qui se base sur une discrimination positive qui doit corriger les effets de la discrimination négative. C'est également ce que souhaitent les cantons romands, via la Déclaration de la CIIP (Conférence inter-cantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin, 2003) pour qui la «correction des inégalités de chance et de réussite» représente un des objectifs de l'école romande d'aujourd'hui. Il s'agit d'un changement de paradigme important : accepter que l'égalité soit un objectif qui ne se réalise que par la différenciation de l'enseignement donné aux élèves, afin de répondre à leurs besoins spécifiques et à ceux de leurs familles en leur offrant le soutien adéquat. ■

*Farid, 30 ans, Algérie, ancien requérant d'asile (marié, permis B). Fribourg, 2003.*



© Pierre-Yves Massot

# Das Verschwinden der Frauen

**Verschwinden kann man auf unterschiedliche Weisen: a) beim Zaubertrick, b) durch Zerstörung oder Tötung und c) durch Verdrängung. In letzterem Fall verschwinden Personen oder Gruppen, indem sie beharrlich an den Rand des Bewusstseins oder der Gesellschaft gestossen und jenseits des Randes dem Vergessen anheimgegeben werden. Sie können dort aber bedrohlich anwesend bleiben.**

Max Küchler

dossier

## Cherchez la femme

*Au cours de l'histoire ancienne, la visibilité des femmes s'est peu à peu affaiblie au sein de la communauté chrétienne; ou, dit autrement, elles ont, tout à fait consciemment, été évincées par les hommes. Aussi longtemps que le genre féminin se profilait sous une seule facette, comme c'était le cas de la belle Rachel, de la sage Tamar ou de la courageuse Déborah, les hommes ne se sentaient pas menacés dans leur réalité patriarcale. Les problèmes ont commencé lorsque les femmes se sont emparées de la Parole et se sont présentées comme des créatures actives, attractives et provocantes. Mais en renforçant leur rôle, elles se sont mises en danger et leur influence érotisante en particulier s'est finalement révélée fatale. L'Ancien Testament montre clairement à quel point le comportement déplacé des femmes a été réprimé. La place de la femme est à la maison, dans le silence, et son salut se trouve dans l'enfantement (1 Tim 2,8–15). Même l'égalité théologique des genres n'a pas su contre-carrer l'oppression et la soumission de la femme par l'homme.*

Wenn etwas verschwindet, zeigt sich eine Beziehung zwischen der Wichtigkeit oder der Grösse des Verschwundenen und der Aufmerksamkeit, die dessen Verschwinden auslöst: Kommt in einem Flohzirkus ein Tier abhanden, so nimmt man an, es sei gar nie da gewesen. Zaubert David Copperfield jedoch die Freiheitsstatue weg, entsteht im Empfinden des Publikums eine spürbare Lücke. Fragen wir, wie die Frauen im Laufe der alten Geschichte aus der christlichen Gemeinschaft verschwunden sind, so müssen wir von zwei Annahmen ausgehen: Die Frauen hatten im Gefüge des frühen Christentums eher den Stellenwert der Freiheitsstatue als denjenigen des Flohs, da es anhaltende Aufmerksamkeit und vieler Argumente bedurfte, um sie zum Verschwinden zu bringen, und ihr Verschwinden war weder ein Trick noch eine Tötung, sondern das Resultat eines nachhaltigen Verdrängungsprozesses. Wie aber kamen unsere antiken christlichen Damen dazu, Objekt so spezieller Aufmerksamkeit und Opfer so wirkmächtiger Verdrängung zu werden?

## Weiblich, weise und wahnsinnig schön

In der Bibel sind die Frauen zwar ein wichtiger, aber keineswegs besonders auffallender Teil der Menschenwirklichkeit. Sie sind theologisch als vollwertige Menschen konzipiert und dem Mann in der Abbildhaftigkeit zu Gott gleichgestellt (Gen 1 und 2). Sie sind seit dem Verlust des Paradieses ebenso in ihrer Existenz gebrochen wie die Männer, wenn auch nicht an den gleichen Stellen (Gen 3). Misogyne Passagen in der Weisheitsliteratur gibt es nicht häufiger als Darstellungen von gewalttätigen, dummen, gierigen und unfähigen Männern. Und wenn es um die Liebe geht, verteilt nicht nur das Hohelied die Komplimente recht ausgeglichen, auch sonst stehen die Nachfolgerinnen der «Mutter aller Lebendigen» (Gen 3,20) mit ihren schöpferi-

schen Potenzen, ihrer Schönheit, ihren Fähigkeiten und Schwächen den männlichen Artgenossen (vgl. Gen 6,2) – servatis servandis – in nichts nach. Zwar wird von den Männern viel mehr gesprochen und berichtet, weil Männer schrieben und dabei ihre Welt als die entscheidende Realität wahrnahmen. Die Frauen lösten dafür aber auch weder den Turmbau von Babel, noch die Sintflut, noch die Vernichtungskriege gegen die Kanaanäer aus und waren – abgesehen von Isebel – an keinen Verfolgungen und Unterdrückungen beteiligt. Insgesamt waren sie starke Figuren innerhalb der patriarchalischen Wirklichkeit, profilierten sich aber nur in Einzelfällen so, dass ihre Schönheit (wie bei Rachel), ihre Klugheit (wie bei Tamar), ihre Tapferkeit (wie bei Debora und Judit), ihre Solidarität und Beharrlichkeit (wie bei Rut) usw. herausgehoben wurden.

## Die Frau steht ihren Mann

Die Probleme kamen mit der Sprengung des gewohnten Rahmens durch Gestaltung eigener weiblicher Bildformate, wie es in frühjüdischer Zeit (ab dem 2. Jh. v. Chr.) vielfach zu beobachten ist. Frauen begannen zu sprechen, wo und worüber sie vorher schwiegen, stellten Eigenschaften zur Schau, über denen vorher der Schleier der Diskretion lag, nahmen verschiedene Haltungen ein und agierten als aktive, attraktive und provokative Geschöpfe. So wurde mit Alexandra Salome erstmals in der Geschichte Jerusalems eine Frau Königin und hatte erst noch die Kraft, den selbstzerstörerischen Konflikt ihres Vorgängers Alexander Jannäus mit den Pharisäern zu beenden und diese in die Regierung einzubeziehen. Oder eine junge Frau aus Nazaret/Bethlehem mit Namen Maria wird Partnerin der schöpferischen Potenz Gottes (in den Kindheitsgeschichten bei Mt und Lk) und bringt ein Kind zur Welt und damit die ganzen

Max Küchler ist ordentlicher Professor am Departement für Biblische Studien.  
Max.Kuechler@unifr.ch

patriarchalischen Genealogien durcheinander. Die Frauen bekommen im Guten wie im Bösen eine Mächtigkeit, die ihnen zur Gefahr wird. Besonders im Bereich der Körperlichkeit und der Erotik wird dies sichtbar, wenn man die Rezeption biblischer Frauengeschichten in der frühjüdischen Literatur aufmerksam verfolgt: Eva wird durch ihre Schwachheit zur Verführerin des Mannes. Kain tötet Abel wegen seiner Begierde zur gleichen Frau. Und selbst Mose kann der speziellen Schönheit einer Kuschitin nicht widerstehen und wird so zum Problem für Mirjam und Aaron. Frauen werden systematisch verschönert, Schönheit wird eroti- siert und der Eros schliesslich dämonisiert. Erst am Ende dieses gewaltsamen Umgangs mit den Frauen konnte ein so frauenfeindliches Gedicht entstehen, wie es im Qumrantext 4Q 184 vor- liegt, wo die Frau zum «Anfang aller Wege des Verderbens» wird.

### Zurück an den Herd

Nun konnte die Gegenbewegung einsetzen! Die langen Argumentationen in der neutestamentlichen Briefliteratur zeigen, mit welchem Aufwand die Neuformatierung und Verdrängung unpässlicher Verhaltensweisen der Frauen betrieben wurde: Argumente aus der Bibel, aus den Konventionen der damaligen Zeit und aus der eigenen Theologie und Praxis mussten zeigen, dass «im Herrn» zwar Männer und Frauen gleich sind (1 Kor 11,11), dass unter den Getauften die diskriminierende Unterscheidung von «Mann und Frau» ebenso aufgehoben ist wie zwischen «Juden und Griechen, Sklaven und Freien» (Gal 3,28), aber dass trotzdem Unter- schiede gewahrt und Hierarchien aufrechter- halten werden müssen. Die klassischen Texte des Neuen Testaments, in welchen das Verhalten der Frauen reguliert wird, stammen aus dieser Situation und spiegeln die Gegenmassnahmen der Gemeindeleiter wieder: 1 Tim 2,8–15 zum Schweigen und zum Schmuck der Frauen «an jedem Ort» verpflichtet die Frauen zur Unter- ordnung unter den Mann, verbietet ihnen das Lehren. Ihr Ort ist die Stille und ihre Rettung ist das Gebären von Kindern. Der Ort der Frauen ist «daheim», wo sie die Männer fragen und so zu geziemendem Wissen kommen können! Und schliesslich wird in der grossen Zurechtweisung von 1 Kor 11,3–16 von der sekundären Ab- bildhaftigkeit der Frau zu ihrem Haupt, dem Mann, auf die Notwendigkeit der Ver-

schleierung der korinthischen Frauen «beim Beten und Prophezeien» geschlossen. Man(n) suche die Argumente, die in diesen Texten aufge- baut und ausgeführt werden und man(n) suche deren Sinn und theologische Rechtfertigung zu verstehen! Es sind mühsam gebaute Abfolgen von Begründungen, die vor allem die eigene männliche Ohnmacht gegenüber der neuen weiblichen Wirklichkeit widerspiegeln. Sie haben weder die biblischen Texte in ihrer ursprünglichen Intention auf ihrer Seite, noch den gesunden Menschenverstand. Schritt für Schritt werden die Frauen hier auf die andere Seite des Randes der Bedeutsamkeit, der Gleichberechtigung, des freien Wortes und des freimütigen Auftritts geschoben.

### Ein neuer Morgen?

Und erstaunlicherweise mit Erfolg: Die theologi- sche Gleichsetzung von Mann und Frau «im Herrn» verhinderte die Unterordnung der Frau unter den Mann im soziokulturellen Leben offenbar nicht. Die jesuanischen Befreiungs- gesten, die unideologisch und unprogramma- tisch den Frauen keine Rechte streitig machten, fanden ihre Verwirklichung im gemeinschaftli- chen Leben der urchristlichen Gemeinden nicht. Es blieb bei den Versuchen, die als Relikte eman- zipatorischen Verhaltens urchristlicher Frauen nur noch im Spiegel der Gegenmassnahmen zu erkennen sind und als Indizien eines vollzogenen Verdrängungsprozesses verstanden werden kön- nen. Aber diese Versuche sind noch anwesend. Die Frauen und Exegetinnen selbst haben sie aus den biblischen Texten wieder erhoben, der Verdrängung entrissen. Alles drängt nun über den Rand des Vergessens und der Verdrängung zurück und möchte mit neuen Argumenten und in einem viel grosszügigeren, von Männern und Frauen gestalteten Rahmen ins Bewusstsein und in die Gesellschaft, besonders natürlich der christlichen Gemeinden, zurückspringen.

Es ist Zeit dazu. ■

# Same same, but different

**Man stelle sich vor: Zwei Menschen haben exakt dieselbe genetische Palette, sie sehen genau gleich aus, stammen aus demselben sozioökonomischen Umfeld und aus demselben Elternhaus. Haben sie folgedessen auch dieselben Chancen im Leben? Die Suche nach der Antwort führt uns in die Epigenetik.**

Fritz Müller

## dossier

### Same same, but different

*Les jumeaux monozygotes disposent exactement du même matériel génétique. Pourquoi, alors, se différencient-ils tout de même par leur comportement et leur caractère ? Des recherches portant sur des couples de jumeaux monozygotes montrent que la marge de manœuvre pour des différences conditionnées par l'environnement est étonnamment grande. Une partie de la réponse peut être apportée par l'épigénétique, une branche de la biologie, qui s'intéresse aux changements de l'activité du génome sans pour autant toucher au patrimoine génétique. En réponse à l'environnement, des processus épigénétiques contrôlent l'expression du génome et, ainsi, allument ou éteignent des gènes. De telles modifications influencent le développement et le comportement d'un individu. Tout ce qu'un homme vit, ses habitudes, son histoire médicale, même son statut social peut se répercuter épigénétiquement. On ne peut pas séparer les gènes et l'environnement : ils veillent ensemble à ce que les jumeaux monozygotes soient aussi deux individus, avec des traits de caractère, des talents, des goûts et donc, bien sûr, des destins différents.*

Fritz Müller ist ordentlicher Professor für Biologie am Departement für Biologie. [fritz.mueller@unifr.ch](mailto:fritz.mueller@unifr.ch)

Auf etwa 250 Geburten kommt weltweit eine Geburt mit eineiigen Zwillingen. Sie entstehen aus der Teilung einer einzigen befruchteten Eizelle, wobei sich beide Tochterzellen zu vollwertigen Individuen entwickeln. Eineiige Zwillinge entsprechen also einem «körperinternen Klon» von zwei genetisch identischen Individuen und verfügen über genau die gleiche genetische Ausstattung. Deshalb haben sie immer das gleiche Geschlecht und sehen sich zum Verwechseln ähnlich. Sind aber eineiige Zwillinge wirklich identisch? Haben sie exakt die gleichen Eigenschaften und das gleiche Verhalten? Und welchen Einfluss hat die Umwelt auf die Entwicklung und das Verhalten von eineiigen Zwillingen?

### Im Dienste der Forschung

Da eineiige Zwillinge genetisch identisch sind, bieten sie eine ideale Grundlage um zu ermitteln, welcher Anteil des menschlichen Verhaltens durch das Erbgut und welcher durch die Umwelt bedingt ist. Durch Vergleiche von getrennt aufgewachsenen eineiigen Zwillingen kann man Rückschlüsse darauf ziehen, welche Eigenschaften angeboren sind und welche erlernt oder durch Umwelteinflüsse verursacht wurden. Klassische Untersuchungen an eineiigen Zwillingspaaren haben ergeben, dass der Spielraum für umweltbedingte Unterschiede erstaunlich gross ist. Zuweilen unterscheiden sich die Geschwister bezüglich ihrer psychischen und physischen Merkmale sehr deutlich voneinander, wobei diese Unterschiede sich im Laufe des Lebens sogar noch verstärken können.

### Macht der Epigenetik

Die Summe aller morphologischen, physiologischen und psychologischen Eigenschaften eines Organismus wird als Phänotyp bezeichnet.

Nun stellt sich die Frage, ob und wie die Umwelt auf den Phänotyp von eineiigen Zwillingen einwirken und diesen verändern kann. Die Antwort darauf liegt in der Epigenetik, einem Begriff aus dem Griechischen, der wörtlich übersetzt «zusätzlich zur Genetik» bedeutet. Die Epigenetik ist ein Teilgebiet der Biologie und beschäftigt sich mit vererbaren Veränderungen in der Genomfunktion, die nicht auf einer Änderung der DNS-Sequenz beruhen. Zentral für die Epigenetik ist die Modulation der Chromatinstruktur, d.h. des Verpackungszustandes der DNS im Zellkern. Das Chromatin besteht aus der DNS und den sich an die DNS anlagernden Proteine. Je dichter die DNS mit Proteinen verpackt ist, desto weniger zugänglich ist die darauf enthaltene genetische Information. Nur wenn ein DNS-Abschnitt «offen» vorliegt, können die auf ihm kodierten Gene abgelesen und die entsprechenden Proteine gebildet werden. Im Laufe der Entwicklung eines Organismus legen die epigenetischen Mechanismen die Konformation des Chromatins in jeder seiner Zellen fest und bestimmen so die Auslegung des genetischen Kodes. Mit anderen Worten: Epigenetische Faktoren kontrollieren über die Chromatinstruktur die Funktion des Genoms indem sie Gene anschalten oder stilllegen. Modifikationen im epigenetischen Muster erzeugen Veränderungen im Gen-Expressionsmuster und beeinflussen die Entwicklung und das Verhalten des betroffenen Individuums.

### Je älter, je anders

Wenn eineiige Zwillinge mit fortschreitendem Alter immer unähnlicher werden, liegt das zumindest zum Teil an ihrer Epigenetik. Kürzlich durchgeführte Studien zeigten, dass das epigenetische Muster von eineiigen Zwillingen in einer frühen Lebensphase prak-

*Mlle X, 24 ans, Guinée, requérante d'asile. Fribourg, 2003.*



tisch identisch ist, mit zunehmendem Lebensalter aber immer weiter auseinander geht. Interessanterweise sind diese Abweichungen umso grösser, je weniger Lebenszeit die untersuchten Zwillingsgeschwister miteinander verbracht haben. Die Veränderungen im epigenetischen Muster werden durch mindestens zwei verschiedene Mechanismen erzeugt. Zum einen reichern sich im Epigenom im Laufe der Zeit kleine Modifikationen und Defekte an. Diese lebenslange Akkumulation von epigenetischen Veränderungen, auch als «epigenetischer Drift» bezeichnet, geschieht zufällig und ist deshalb in eineiigen Zwillingspaaren nicht gleich. Es wird vermutet, dass es sich beim «epigenetischen Drift» um einen zellinternen Mechanismus handelt der die phänotypische Variabilität von einzelnen Zellen, Geweben oder ganzen Organismen erhöht und so zum Überlebens- und Reproduktionserfolg eines Individuums in einer sich ständig wandelnden Umgebung beiträgt.

### **Nichts geht vergessen**

Neben dem «epigenetischen Drift» schlagen sich aber auch persönlich Erlebtes und Umweltfaktoren im epigenetischen Muster von eineiigen Zwillingen nieder. Die Plastizität des Chromatins erlaubt es nämlich, auf Umwelteinflüsse zu reagieren und das Gen-Expressionsmuster bei unveränderter DNS-Sequenz entsprechend anzupassen. Alles was ein Mensch erlebt, seine Lebensgewohnheiten von der Ernährung und der sportlichen Aktivität über die Krankheitsgeschichte und dem sozialen Status bis hin zum Tabak-, Alkohol- und Drogenkonsum kann sich epigenetisch niederschlagen und die Genomfunktion beeinflussen. Je älter eineiige Zwillinge sind und je länger sie voneinander getrennt leben, desto grösser sind ihre epigene-

tischen und somit phänotypischen Unterschiede.

### **Die Mischung macht's**

Nicht die Gen-Abfolge alleine, sondern auch zufällige Faktoren und der Lebensstil bestimmen also die Umsetzung der genetischen Information und machen eineiige Zwillinge verschieden voneinander. Indem durch epigenetische Einflüsse Gene ein- und ausgeschaltet werden, passt sich der Organismus den herrschenden Lebensbedingungen an. Epigenetische Veränderungen ereignen sich schneller als die entsprechenden genetischen Mutationen, unter anderem weil ihre Konsequenz für das Überleben viel weniger dramatisch ist. Während die Genetik über Millionen von Jahren wirkt, kann die Epigenetik Organismen innerhalb einer Generation verändern und an die herrschenden Umweltbedingungen anpassen.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass sich Gene und Umwelt nicht getrennt voneinander betrachten lassen. Die DNS gibt zwar den Bauplan des Lebens vor, die Expression der von ihr kodierten Gene wird aber über die Epigenetik stark von Umwelteinflüssen und zufallsbedingten Ereignissen (dem «epigenetischen Drift») beeinflusst. Diese schalten Gene an und ab und verändern so die Eigenschaften und das Verhalten von eineiigen Zwillingen. Trotz ihrer genetischen Identität sind eineiige Zwillinge also eigenständige Persönlichkeiten, mit individuellen Vorlieben, Eigenarten und Charakterzügen und einem eigenen Schicksal. ■

# Le handicap entre différence et universalité

**Du jeu de hasard aux conceptions qui prévalent actuellement, la notion de handicap est un révélateur des valeurs et des enjeux qui façonnent notre compréhension de l'égalité des chances. Aujourd'hui, le défi de sa politisation gravite autour des notions d'inclusion et de participation sociale, ainsi que de la place accordée aux spécificités et aux besoins de chacun.**

dossier

Benoît Beuret et Francesca Poglià Mileti

## Auf den Spuren des Handicaps

*Das «Handicap» hat im Laufe der Geschichte eine kuriose Wende erlebt: Ehemals die Bezeichnung für einen absichtlich auferlegten Nachteil, beschreibt das Handicap heute ein unabsichtlich erlittenes Gebrechen. Im 18. Jahrhundert gebrauchte man ein «Handicap» im Pferdesport. So wurde den besten Pferden zusätzlich Gewicht auferlegt, um den Wettkampf unter ähnlichen Vorzeichen zu absolvieren wie die anderen. In der französischen Sprache wurde die Bezeichnung «handicap» zuerst im Rahmen der Arbeitsunfähigkeit verwendet. Mit dem Ende des Ersten Weltkrieges entstanden Hilfeleistungen und finanzielle Entschädigungen sowie die Rehabilitation. Letztere setzt auf die individuellen Fähigkeiten und deren soziale Einsatzmöglichkeiten und unterstreicht den Begriff der Autonomie, womit der Behinderte mit seiner Behinderung aber auch alleine gelassen wurde. Heute kämpfen die Verfechter der Rechte von behinderten Personen dafür, dass deren Chancengleichheit sich nicht auf die Vergabe von Hilfsmitteln beschränkt, sondern im Sinne einer Integration verstanden wird und das Erkennen individueller Bedürfnisse umfasst.*

*Francesca Poglià Mileti est professeure associée en sociologie au Domaine des Sciences des sociétés, des cultures et des religions francesca.poglià@unifr.ch.*

*Benoît Beuret est assistant diplômé au Domaine sciences des sociétés, des cultures et des religions. benoit.beuret@unifr.ch.*

L'histoire récente a consacré le handicap comme le terme socialement légitime pour «dire» la déficience humaine et, en même temps, désigner l'écart à la norme de l'individu performant. Si l'égalité des chances figure désormais au cœur de la question politique du handicap, tel n'a pas toujours été le cas. Un rapide détour historique permet de montrer, derrière la banalité de son usage contemporain, la construction spécifique dont il a fait l'objet.

D'origine anglo-saxonne, le handicap a d'abord désigné un jeu de hasard où il s'agissait de mettre littéralement «la main dans le chapeau» (hand in cap). Au 18<sup>e</sup> siècle, il se réfère au poids dont on charge les meilleurs chevaux ou à la distance supplémentaire qu'ils sont tenus de parcourir à l'occasion des concours hippiques. Cet usage s'élargira par la suite à de nombreuses compétitions sportives qui voient une partie de leurs participants se faire imposer un handicap. En bref, il s'agit de handicaper les plus forts au nom de ce que l'on appellerait aujourd'hui l'égalité des chances.

## Différents mots pour de mêmes maux

Par un curieux retournement, le siècle suivant va modifier son sens, passant du désavantage imposé à un désavantage subi. Dans la langue française, ce sens trouve son origine dans la deuxième moitié du 19<sup>e</sup>, qui voit la mise en place des premières assurances sociales en matière d'invalidité. A partir de ce moment, son succès conduira à sa substitution progressive aux autres termes utilisés pour désigner la privation, tels qu'«infirmes», «incapables», «incurables» ou «impotents». Quant à celui d'«invalides», son usage renvoie aujourd'hui essentiellement à la sphère juridico-administrative.

L'invalidité nous rappelle cependant que la conception moderne du handicap s'est forgée historiquement sur l'inaptitude au travail. A ce titre, la catégorie de l'accident de travail, apparue en Europe au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, a joué un rôle important quant à la compréhension sociale de l'infirmité. Auparavant considérée sous le prisme de la fatalité, les luttes syndicales menées par les premières grandes organisations ouvrières parviendront à la faire reconnaître comme un risque social lié à l'organisation du travail propre au capitalisme industriel. Au-delà des différences nationales, l'arbitraire de la charité qui avait prévalu jusque-là fait pour la première fois place à un droit.

## Le modèle individuel

«La guerre a ôté, il va falloir rendre.» Au sortir de la Première guerre mondiale, les corps mutilés des soldats accréditent, par leur nombre et le mérite qu'ils incarnent, la légitimité de leur assistance. Aux compensations financières (rentes ou pensions) s'ajoutent les premières mesures de rééducation physique : c'est la naissance de la réadaptation. Dans le contexte de la société salariale de l'entre-deux-guerres, celle-ci fait l'objet d'une forte demande sociale à laquelle la médecine physique en plein essor fournit ses premières réponses, notamment par le biais de la kinésithérapie (France), de la pédagogie curative (Suisse), ainsi que des moyens auxiliaires (en particulier les prothèses). Bien qu'une grande partie des personnes handicapées reste exclue de toute forme de participation sociale, cantonnée dans l'espace asilaire des institutions spécialisées, la réadaptation offre de nouvelles perspectives sur la représentation et la gestion du handicap. Elle ébranle d'abord le postulat d'incurabilité pour valori-

ser les aptitudes des individus (notamment au travail) et, en cela, leur utilité sociale. Elle renforce ensuite l'idée moderne de l'autonomie comme valeur centrale du bien-être personnel, tout en reproduisant, par la finalité qu'elle poursuit, la norme de l'individu valide. Finalement, la réadaptation consacre l'autorité de la médecine, privilégiant un modèle où la cause du handicap est assimilée à un dysfonctionnement individuel.

## L'empowerment

A partir des années 1960, cette conception fait l'objet d'importantes critiques de la part des associations de personnes handicapées, d'abord aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, puis internationalement. Face aux discriminations récurrentes, elles dénoncent le caractère normatif et stigmatisant de la réadaptation et les effets paradoxaux qu'elle produit. En clamant «Nothing about us without us !», elles militent pour que leurs voix soient entendues et que leur droit à l'égalité ne se résume pas à des dispositifs de normalisation. Le modèle social défendu par les mouvements associatifs et, dans le champ académique, par les *Disability Studies* voit le handicap comme la conséquence des barrières que la société impose de manière discriminatoire à certains groupes de personnes. Plutôt que de vouloir les supprimer, les déficiences individuelles peuvent devenir un support d'appartenance et de revendication identitaire en faveur d'une société plus inclusive. Ce principe d'émancipation connaîtra par la suite des succès importants.

En Suisse, même si des protections juridiques existent, les personnes en situation de handicap rencontrent des difficultés au moment de les mettre en œuvre. Par exemple, la Loi sur l'égalité des personnes handi-

capées (LHand) ne contient pas de dispositions légales justiciables concernant les rapports de travail. Par ailleurs, les mesures de discrimination positive peinent à se faire une place, comme en témoigne le récent refus du Conseil national d'obliger les entreprises à employer un quota minimal de travailleurs handicapés dans le cadre de la préparation de la sixième révision de la Loi sur l'assurance-invalidité.

Si l'égalité des chances pour les personnes en situation de handicap se heurte en Suisse à de nombreuses barrières, c'est sans doute que la politisation du handicap se joue actuellement avant tout sur la scène de l'assurance-invalidité. Dans ce domaine, l'accès aux prestations s'évalue principalement par rapport à la notion d'incapacité de gain, fondée sur une conception individuelle et économique du handicap. Mais c'est aussi parce que cette approche nécessite de prendre en compte à la fois la singularité et la diversité des manifestations du handicap, rendant plus complexe l'application de mesures uniformes. De ce point de vue, la lutte émancipatoire pourrait s'orienter vers des mesures d'inclusion valorisant les principes de dignité et de participation sociale, mais dont la mise en œuvre serait attentive aux différences et spécificités de chacun. ■

*Mohamed, 31 ans, Algérie, requérant d'asile débouté. La Tour-de-Trême, 2003.*



# Une même ligne de départ pour tout le monde ?

La notion d'égalité des chances n'a aucun sens si elle n'est pas couplée avec une acceptation consensuelle des règles de base. Jean Piaget a mis en évidence la manière dont les enfants intègrent peu à peu la notion de jugement moral au fur et à mesure qu'ils grandissent en autonomie. Ce n'est qu'à partir d'un certain stade qu'ils peuvent participer à la même course.

Pascale Spicher

dossier

## Regelbewusstsein

*Nach dem Schweizer Entwicklungspsychologen und Epistemologen Jean Piaget entspringt das Gefühl für die Regel nicht dem Individuum, sondern vielmehr der Beziehung zwischen Individuen. Indem Piaget systematisch Kinder verschiedenen Alters beim spontanen Spielen beobachtete und diese bezüglich ihres Bewusstseins für Regeln befragte, konnte er zwei Arten von Regeln herauskristallisieren: die heteronome und die autonome Regel. Bis zum Alter von fünf Jahren verändert das Kind Regeln willkürlich, es hat keinen kollektiven Nutzen der Regeln erkannt. Zwischen fünf und acht Jahren respektieren die Kinder von anderen aufgestellte Regeln. Die grossen Kinder ihrerseits entwerfen die Regeln selber oder in Zusammenarbeit mit den anderen und befolgen sie dann aus gegenseitigem Respekt. Durch das gemeinsame Gestalten von Regeln entdeckt das Kind die Autonomie und bildet seine Moral.*

Pourquoi certains peuvent-ils partir en avance sur une ligne de départ ? La notion de règle n'est pas individuelle, mais sociale, explique Emile Durkheim. Le sentiment de la règle n'émane pas de l'individu, mais d'un rapport entre individus, lui répond Jean Piaget. En étudiant la notion de jugement moral et de son développement dans la pensée enfantine, Piaget présente une série de questionnements soumis aux enfants, dont l'un nous intéresse particulièrement.

Les enfants passent par l'étape de l'égoïsme avant de se révéler, pour la majorité, aptes à l'hétéronomie. L'observation systématique de jeux spontanés ou l'interrogatoire sur la conscience de la règle montre la manière dont des enfants d'âges différents se soumettent à la règle du jeu. On ne peut qu'être frappé par la différence de réaction entre petits et grands.

## J'ai gagné !

Avant cinq ans, l'enfant change les règles de façon arbitraire, sans qu'elles servent un but collectif tel que la coopération ou la compétition. Pour «faire la course», nul besoin de ligne de départ : chacun part aléatoirement et tous croient avoir couru en même temps, une même distance, sur un même parcours. Et tous crient : «j'ai gagné !», peu importe la ligne d'arrivée. Cependant, dès qu'un adulte ou un «grand» s'en mêle, alors un pseudo respect d'une ligne, d'un horaire et d'une distance communes commence à apparaître.

Les petits, de cinq à huit ans environ, acceptent la règle des aînés, par respect unilatéral, et l'assimilent à un devoir prescrit. Ils la considèrent comme intangible et sacrée. Néanmoins, tout en s'imposant à la conscience, la règle leur reste extérieure et n'est, en fait, que fort mal observée.

Les grands, au contraire, font la règle eux-mêmes, par coopération, et l'observent par respect mutuel. Cette règle autonome participe de leur personnalité et demeure dès lors scrupuleusement suivie. De même, il est des devoirs imposés par l'adulte qui restent lettre morte tant qu'ils sont des devoirs : la règle de ne pas tricher au départ, si respectée soit-elle par la conscience des petits, n'est pas observée dans leur conduite effective. Dès que la même règle intervient à titre de condition de coopération, c'est-à-dire dès que les enfants la pratiquent entre eux, elle est non seulement mieux comprise mais véritablement appliquée.

## Deux morales

Il y a donc deux types de règles, allant de pair avec les deux respects : la règle extérieure ou hétéronome et la règle intérieure. La seconde seule aboutit à une transformation réelle de la conduite spontanée. Il n'est donc pas exagéré de parler de deux morales coexistantes chez l'enfant, dont le caractère conduit à des évaluations et à des conduites fort différentes.

## Universalité de la règle

Quand Piaget, dans ses fameux questionnements spontanés, demande aux enfants : «est-il possible de faire partir les plus petits avant les grands ?», les réponses sont étonnantes. Pour l'enfant avant sept ans, pas de solution universelle. La question n'a aucun sens puisqu'il est incapable de se plier à une règle quelconque. Il joue pour lui tout en jouant avec les autres et croit que tout le monde joue comme lui. Il est donc enfermé dans son Moi tout en croyant participer à la vie du groupe.

De huit à dix-onze ans, l'enfant commence à rechercher l'accord et à se plier à certaines

*Dre phil. Pascale Spicher est psychologue FSP et lectrice au Centre d'enseignement et de recherche francophone pour l'enseignement au secondaire 1 et 2 (CERF).  
pascale.spicher@unifr.ch*

règles communes, mais cet effort n'est encore guère couronné de succès. Les enfants d'une même classe donnent chacun la règle qu'il croit universelle. Ces règles diffèrent encore singulièrement d'un cas à l'autre, mais vers dix-onze ans, elles deviennent fixes et minutieusement arrêtées. Les positions de tous les enfants en-dessous de dix ans, celle des filles qui diffèrent souvent de celle des garçons, les distances, la valeur des avances, la procédure à suivre en cas de contestation : tout est prévu, et la complexité de cette jurisprudence est telle que l'observateur adulte n'a pas trop de quelques semaines avant de pouvoir prétendre dominer la question !

### Qu'est-ce qui est juste ?

Quand l'équipe piagétienne a demandé à ces mêmes enfants d'où viennent ces règles et, surtout, s'il est possible de les changer, d'introduire de nouveaux usages, la surprise fut grande. Et elle le demeure aujourd'hui. Les petits, jusque vers dix-onze ans, sont presque unanimes à considérer la règle comme sacrée et intangible, quoique, en fait, ils la pratiquent fort mal. Les règles, selon eux, ont été imposées à l'enfant de toute éternité, par Adam et Eve, par Dieu, par le pouvoir politique ou encore, par «quelqu'un qui a étudié la question dans une grande université», etc. On pourrait assurément les changer, mais «ça ne serait pas juste». Même si tous les enfants adoptaient une nouvelle règle et oubliaient l'ancienne, celle-ci demeurerait la seule «juste». La règle a une vérité intrinsèque, indépendante de l'usage. Par contre, les grands, après dix-onze ans, qui pourtant sont seuls à la pratiquer vraiment, ne la considèrent plus comme sacrée. «Elle est toute récente, nous disent-ils, autrefois on jouait autrement.» Chaque génération la modifie. Il suffit de s'entendre, et

l'usage fait force de loi. Ce sont les enfants qui ont inventé les règles du jeu et, si demain on les changeait, ce seraient les nouvelles qui seraient seules «justes». A l'âge où les enfants appliquent le moins bien la règle, ils présentent le maximum de respect pour elle, et à celui où ils savent fort bien l'appliquer, ils ne la considèrent plus comme sacrée et intangible. Il y a donc deux types de respect.

### Coopération

Piaget nous apprend encore que le respect unilatéral, propre à la contrainte morale de l'adulte, ne suffit pas à faire sortir l'enfant de son égoïsme spontané. L'hétéronomie ne suffit pas à la formation morale. Seule la coopération fera parvenir l'enfant à l'autonomie et façonnera ainsi vraiment son sentiment du bien. Ce n'est donc qu'à partir de dix-onze ans qu'on peut accepter le fait que la ligne de départ ne soit pas identique pour toutes et tous.

La conscience de l'obligation morale est un phénomène *sui generis*, qui suppose un rapport entre deux individus au moins : l'un qui donne un ordre, une consigne, et l'autre qui accepte cette consigne. Il suffit, pour que la consigne devienne obligatoire, que celui qui l'accepte éprouve du respect pour celui qui la donne. Et alors seul le consensus duel est possible : celui qui bénéficie de la règle doit se mettre d'accord avec celui qui la subit sans quoi la course n'est pas possible. ■

# Rassismus: Differenz und Ungleichheit

**Auffassungen von unveränderlichen Unterschieden zwischen Gruppen halten sich beharrlich und werden zur Rechtfertigung ungleicher Behandlung eingesetzt. In den letzten Jahren haben ethnisierende Vorstellungen und kulturalistische Erklärungen im Umgang mit sozialen Ungleichheiten eine Renaissance erlebt. Wieweit steht dieses Denken in der Tradition des Rassismus?**

Damir Skenderovic

dossier

## Racisme : de la différence à l'inégalité

*La pensée et l'idéologie racistes n'ont pas disparu avec la chute du régime nazi, mais sont encore tenaces à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. Ce qui a changé, ce sont les personnes ou groupes visés : elles ciblent aujourd'hui moins un concept de races compris biologiquement que des catégories comme la culture, la religion, la langue et la provenance. Si l'histoire du racisme remonte loin dans les temps modernes, son concept est un enfant du XX<sup>e</sup> siècle. Il est né pendant l'entre-deux-guerres, de la critique des théories des races et de la lutte contre le national-socialisme. Après la guerre, c'est l'UNESCO qui a induit sa réutilisation, en initiant un débat académique et en publiant quatre déclarations sur le sujet. Le racisme se base sur la représentation de différences claires entre des individus ou des groupes. Certains critères véhiculant des connotations négatives sont alors perçus comme inférieurs ou étrangers. Ces représentations idéologiques débouchent par conséquent sur des discriminations et rendent impossibles l'égalité des chances et de droit.*

Nach dem Ende des NS-Regimes und im Zuge des antirassistischen Konsenses der Nachkriegszeit prophezeiten viele das Ende des Rassismus und der Wirkungsmacht seiner ausgrenzenden Vorstellungen und Praktiken. Am Anfang des 21. Jahrhunderts zeigt sich jedoch, wie der Historiker George Fredrickson bemerkte, dass sich die Kernelemente des Rassismus im Laufe der letzten Jahrzehnte weniger verändert haben als die spezifischen Kategorien von Personen, die ihm zum Opfer fielen. Während sich der Gebrauch eines biologisch verstandenen Rassebegriffs und ein «rassisch» imaginiertes Verständnis des Andersseins an die Ränder von Gesellschaft und Politik verschoben haben, orientieren sich in der breiteren Öffentlichkeit die attribuierten Unterschiede nun vor allem an Kategorien wie Kultur, Religion, Sprache und Herkunft.

## Ein Begriff des 20. Jahrhunderts

Bis weit in die Neuzeit geht die Geschichte des Rassismus zurück. Sie reicht von den Rassendiskursen im europäischen Kolonialismus ab 1492 über die antisemitisch begründeten Vertreibungen von Juden von der iberischen Halbinsel im 15. und 16. Jahrhundert bis zur Popularisierung pseudowissenschaftlicher Rassen-theorien eines Joseph Arthur de Gobineau oder Houston Stewart Chamberlain im 19. Jahrhundert. Der Begriff des Rassismus ist jedoch ein Kind des 20. Jahrhunderts, genauer gesagt der Zwischenkriegszeit, und fand nach dem Zweiten Weltkrieg seine allgemeine Verbreitung. Er entstand aus der Kritik an den weit verbreiteten Rassen-theorien, wie sie zunächst von Anthropologen wie Franz Boas, Alfred Haddon und Ashley Montagu formuliert wurde, und aus dem Kampf gegen den Nationalsozialismus und seiner Rassendoktrin.

Vor diesem Hintergrund verfasste der bekannte deutsche Sexualwissenschaftler Magnus Hirschfeld

1933/34 ein Manuskript mit dem Titel *Rassismus* und begründete damit den gleichnamigen Neologismus. 1935 im französischen Exil in Nizza gestorben, erlebte Hirschfeld die Veröffentlichung seiner Schrift in englischer Übersetzung 1938 nicht mehr. Ein Jahr zuvor war das Werk *Race: a Study in Modern Superstition* des an der Columbia University lehrenden Historikers Jacques Barzun erschienen. Wie Hirschfeld verwarf er nicht nur die Rassentheorien, sondern bezeichnete darauf beruhenden Vorstellungen und Diskriminierungen ausdrücklich als rassistisch. Nach Kriegsende trug die UNESCO massgeblich zur Weiterverwendung des Rassismusbegriffs bei, als sie eine breite akademische Diskussion zu Rassismus initiierte und von 1950 bis 1967 dazu vier Deklarationen herausgab. Grundtenor war, dass Rassismus zwar an bestimmte historische Situationen geknüpft sei, doch als zeitgenössisches Phänomen mit seinen rechtlichen, institutionellen und alltäglichen Auswirkungen weiter bestehe.

## Ideologie und Praxis

Vorstellungen über klare, naturbedingte Grenzziehungen und Zugehörigkeiten sind für das Welt- und Gesellschaftsbild des Rassismus bestimmend. Aufgrund fiktiver oder wirklicher phänotypischer Merkmale wie auch Zuschreibungen kultureller und sozialer Art werden dabei Personen und Gruppen identifiziert, um Unterschiede zu markieren und eine Trennlinie zwischen dem Eigenen und dem Fremden zu ziehen. Die den Menschen und Gruppen zugewiesenen Eigenschaften werden im Rassismus als von Natur aus gegeben erachtet, womit sie als natürlich und unveränderbar erscheinen. Doch es geht nicht nur um die Feststellung von Unterschieden, sondern auch um eine negative Konnotation der verwendeten Zuschreibungen, um den Anderen als minderwertig darzustellen ▶

Damir Skenderovic ist assoziierter Professor für Allgemeine und Schweizerische Zeitgeschichte am Departement für Historische Wissenschaften.  
damir.skenderovic@unifr.ch

*Mustapha, 23 ans, Congo, requérant d'asile. Fribourg, 2003.*



und so das Selbst in einem besseren Licht erscheinen zu lassen.

Kennzeichnend für Rassismus, so der Schriftsteller und Soziologe Albert Memmi, ist «die Verwendung des Unterschieds gegen den Anderen, mit dem Ziel, aus dieser Stigmatisierung einen Vorteil zu ziehen». Rassismus ist damit nicht nur im Ideologischen und Imagologischen verhaftet, sondern drückt sich auch in konkreten Praktiken aus und bestimmt soziales Verhalten und institutionelle Politik, indem er das Recht auf Chancengleichheit und Gleichberechtigung verwehrt. Durch Rassismus werden Verhältnisse der Ungleichheit ideologisiert und gleichsam rationalisiert wie auch in Praktiken der Demütigung und Diskriminierung umgesetzt. Zahlreich sind die historischen Beispiele, bei denen diese Verknüpfung von Ideologie und Praxis in eine diskriminierende Politik mündete, von der Kolonialpolitik und Sklaverei bis zu Politiken der Segregation und Apartheid, um nur einige zu nennen.

#### Ein neuer Rassismus?

Mit der Diskreditierung des biologisch begründeten Rassebegriffs durch den Nationalsozialismus hat der klassische Rassismus eine allgemeine Ächtung erfahren. Verschwunden sind jedoch nicht diskriminierendes Denken und Verhalten, so dass Autoren wie der Philosoph Étienne Balibar im Zusammenhang mit der Einwanderungsthematik von einem «Rassismus ohne Rassen» sprechen. Damit ist ein Wandel der Vorstellungen und Argumentationen angesprochen, die sich im Mainstream-Rassismus manifestieren und gewissermaßen an die politischen und gesellschaftlichen Realitäten der Nachkriegszeit angepasst haben, nicht zuletzt auch als Folge der antirassistischen Strafnormen, die im Zuge der UNO-Rassendiskriminierungskonvention in der internationalen Staatengemeinschaft breite Akzeptanz fanden.

In diesem «neuen» Rassismus, wie er von Balibar und anderen bezeichnet wird, haben kulturell begründete Vorstellungen eine herausragende Bedeutung. Ausgehend von einem essentialistischen Kulturverständnis werden Kennzeichen wie Religion, Sprache und Herkunft als unwandelbare und dauerhafte Konstanten in der Geschichte von Menschen und Gesellschaften und als deterministische Unterscheidungsmerkmale zwischen Menschen und Gruppen gesehen. Durch die Geburt in eine Kultur und

Kulturgemeinschaft erhalte jeder Mensch eine «Identitätskarte», die ihn nicht nur zum Teil dieser Gemeinschaft mache, sondern auch seine kulturelle Identität, die als unveränderbar erscheint, sein Leben lang bestimme. Kulturelle Zuschreibungen sind freilich nicht neu im Denken des Rassismus und waren von jeher Bestandteil rassistischer Argumentationsmuster. Auch die Naturalisierung kultureller Unterschiede ist letztlich dem Biologismus im klassischen Rassismus ähnlich.

#### Vershoben, nicht behoben

Zu einem weiteren Charakteristikum des neuen Rassismus zählt die Verschiebung von asymmetrischen und antiegalitären zu vermeintlich symmetrischen und egalitären Prämissen. Indem neorassistische Positionen die kulturelle Differenz als primäres Ziel verherrlichen und im Sinne eines kulturellen Differentialismus propagieren, entsteht der Eindruck, dass Gleichheit und Gleichbehandlung der Menschen als Prinzipien akzeptiert würden. Das daraus abgeleitete «Recht auf kulturelle Differenz» zielt jedoch auf die absolute Trennung der Kulturen ab und betont die angebliche Schädlichkeit jeder Grenzverwischung aufgrund einer Unvereinbarkeit der Lebensweisen. Aus dieser Perspektive stellen kulturelle Distanz und nationale Grenzen unüberwindliche Schranken dar. Dies hat im Kontext von Einwanderungsgesellschaften zur Folge, dass der Anspruch auf Gleichbehandlung verwehrt wird mit der Begründung, er führe vermehrt zu Konflikten. Das bestimmende Thema ist somit nicht mehr die biologische Vererbung, sondern die Unaufhebbarkeit der kulturellen Differenz, nicht mehr der Rassenkonflikt, dem der Nimbus von Vernichtung anhaftet, sondern der Kulturkonflikt, der indessen von einem ähnlichen Determinismus durchdrungen ist. ■

# La face cachée du poème

Alors qu'on pensait que l'aube du XVII<sup>e</sup> siècle italien avait vu naître une production littéraire exclusivement masculine, de récentes études ont démontré que, au contraire, les auteures avaient parfaitement su détourner les canons traditionnels à leur profit. L'œuvre de ces précurseuses du féminisme moderne est à redécouvrir.

dossier

Laura Lazzari

## Vergessene Schätze

*Italien zu Beginn des 17. Jahrhunderts. Viele Frauen sahen sich als Folge des post-tridentinischen Einflusses ihrer Freiheiten beraubt. Dies hat sich jedoch nicht, wie lange angenommen, negativ auf die Produktion von Frauenliteratur ausgewirkt. Im Gegenteil: Die Autorinnen versuchten sich in verschiedensten literarischen Gattungen und in Venedig kam es zu einem bis dahin ungekannten Phänomen auf der Halbinsel: Das Entstehen einer «Querelle des femmes». Moderata Fonte, Lucrezia Marinelli und Arcangela Tarabotti waren dabei die aktivsten Mitwirkenden und werden heute nicht selten als Vorreiterinnen des modernen Feminismus bezeichnet. Fonte und Marinelli verschrieben sich der Epik und wagten sich damit an die wohl virilste Gattung der Literatur überhaupt. Die beiden Frauen fanden jedoch einen gänzlich anderen Zugang zur epischen Prosa; sie distanzieren sich von deren androzentrischem und bisweilen gar frauenfeindlichen Image und gaben die traditionellen Inhalte aus einer frauenfreundlichen Perspektive wieder.*

L'idée que les femmes ont produit des œuvres littéraires seulement à certaines époques, que les écrivaines étaient des exceptions, qu'elles n'ont pas expérimenté certains genres et qu'elles étaient souvent de simples imitatrices du modèle dominant est encore largement répandue. De nombreux préjugés marquent la production littéraire féminine et le travail des écrivaines et des poétesses. Les recherches en cours montrent qu'il est possible de poser un regard différent sur la littérature des femmes, même dans le cadre d'époques et de genres littéraires considérés, jusqu'à présent, comme dépourvus de présence féminine. C'est le cas du poème épique en Italie au XVII<sup>e</sup> siècle.

## Pas un pays pour les femmes

En Italie, après un prolifique XVI<sup>e</sup> siècle, durant lequel certaines femmes savantes et aisées ont pu accéder à la culture comme protagonistes, nombre d'entre elles ont vu leurs libertés se restreindre, à cause de l'influence post-tridentine, à la fin du siècle et au début du suivant. Elles ont assisté à l'augmentation des écrits misogynes et l'éducation des filles s'est davantage différenciée de celle des garçons. Toutefois, contrairement à ce que l'on a longtemps pensé, ceci n'a pas limité la production littéraire féminine qui, selon Virginia Cox, a connu une copieuse floraison exactement entre 1580 et 1610, une époque généralement considérée comme peu favorable aux femmes. Les genres littéraires expérimentés sont beaucoup plus différenciés : ils ne font plus partie essentiellement de la lyrique, comme durant la Renaissance, et les textes ne sont pas caractérisés seulement par des thématiques religieuses, dans la ligne des enseignements de la Contre-réforme. Les écrivaines pu-

blient également traités, invectives, dialogues, pastorales, poèmes chevaleresques et héroïques.

En outre, à Venise, on assiste à un phénomène unique en Italie : trois intellectuelles, Moderata Fonte, Lucrezia Marinelli et Arcangela Tarabotti, participent activement à la «Querelle des femmes» en publiant des œuvres à la défense de leur sexe, visant à affirmer la supériorité des femmes sur les hommes. Pour cette raison, elles sont souvent considérées comme les précurseuses du féminisme moderne.

## Revisiter le genre épique

L'intérêt pour les femmes et leur défense ne caractérise pas seulement les œuvres qui ont été produites à l'occasion de la «Querelle des femmes», mais se retrouve aussi dans d'autres textes, en particulier dans les poèmes chevaleresques et épiques publiés par Fonte et Marinelli : *Tredici canti del Floridoro* (1581) et *L'Enrico, ovvero Bisanzio acquistato* (1635). La décision de s'essayer à la rédaction d'un poème épique est un projet très ambitieux pour une femme, si l'on considère qu'il s'agit du genre estimé viril par excellence, celui qui confère le plus grand prestige à son auteur. Bien que stéréotypé dans la narration des épisodes et dans la typologie des personnages, Marinelli parvient à revisiter le genre épique de l'intérieur. Elle s'inspire de la tradition précédente, mais elle modifie et adapte les topoï traditionnels selon une vision favorable aux femmes.

Laura Benedetti, dans son ouvrage intitulé *La Sconfitta di Diana*, met en évidence que, dans la tradition masculine, représentée entre autres par Virgile, L'Arioste et Le Tasse, les figures topiques les plus puissantes ▶

La Dre Laura Lazzari est lectrice d'italien et chercheuse au Centre de langues, où elle est aussi responsable de la formation linguistique des futurs enseignants d'italien langue étrangère.  
laura.lazzari@unifr.ch

des poèmes – la magicienne et les guerrières – finissent inévitablement par être défaites ou soumises par un homme, en bataille ou à travers le mariage chrétien. Dans le modèle canonique, les héroïnes sont retenues des éléments perturbateurs, qui ne se conforment pas aux exigences considérées nécessaires à leur sexe, raison pour laquelle, afin de rétablir un certain ordre, elles finissent par être vaincues, humiliées ou assujetties par les héros.

### **Au secours du héros**

Dans le poème épique de Lucrezia Marinelli, l'image des protagonistes est profondément revisitée par rapport aux précédents masculins. Dans *L'Enrico*, la poétesse représente des personnages féminins idéalisés, forts et cohérents, qui n'ont pas de liens amoureux et qui ne finissent pas par être humiliés, vaincus ou soumis par un homme.

Erina, par rapport à la figure typique de la magicienne, n'est pas une tentatrice perfide qui utilise ses arts magiques et sa sensualité pour garder le héros à ses côtés. Au contraire, elle est représentée comme une jolie jeune femme, qui, par rapport à ses prédécesseuses, est dépourvue de toute sensualité, n'est pas impliquée sentimentalement, et décide d'aider le guerrier à retourner à son devoir principal : la guerre. Elle a une fonction d'adjuvant vis-à-vis de Veniero. Il n'y a donc pas de raison pour qu'elle soit humiliée ou abandonnée à la fin de l'histoire, destin qui guette, par contre, Alcina et Armida dans les œuvres de l'Arioste et du Tasse.

De même, les trois guerrières présentes dans l'œuvre de Marinelli ne sont pas perçues comme des objets sexuels et ne terminent pas leur carrière sur une défaite orchestrée par un guerrier appartenant à l'armée ennemie. Claudia et Meandra gagnent le droit de se

provoquer en duel et de mourir de façon héroïque. Emilia venge les Amazones et les héroïnes de la tradition précédente, telles que Camille dans *l'Enéide* et Clorinda dans la *Jérusalem délivrée*. Dans ce cas, Marinelli renverse le canon épique tout en utilisant sa loi du talion personnelle : Emilia tue Veniero et Plautio en reproduisant les conditions du meurtre de Camille, transpercée par les flèches d'Arruns.

### **Une tradition féminine**

Les poétesses actives au XVII<sup>e</sup> siècle sont encore relativement peu connues et, dans plusieurs cas, aucune édition moderne de leurs œuvres n'est encore disponible. Toutefois, les recherches menées jusqu'à présent démontrent qu'elles sont des écrivaines fort intéressantes, qui ne s'adaptent pas passivement à la tradition dominante, mais la revisitent. Elles s'écartent de la représentation androcentrique, partielle et parfois misogyne, présente dans les textes de la tradition littéraire, pour adopter des positions en faveur des femmes, visant à montrer le point de vue de l'autre moitié du ciel. Pour ne pas perdre ces voix et poser un nouveau regard sur le canon littéraire, il est important de sauver Marinelli et ses consœurs de l'oubli immérité dans lequel elles ont longtemps été plongées. ■

Ramiz, 19 ans, Kosovo, requérant d'asile. La Tour-de-Trême, 2003.



# Die Gleichheit der Ungleicheren im Spätmittelalter

**Chancengleichheit ist ein modernes Konzept; Vorstellungen von Gleichheit aber sind seit dem Beginn der Politik fassbar und prägten auch die politische Kultur der spätmittelalterlichen Städte. Wie das Beispiel der sogenannten Stadttyrannen zeigt, konnte Kopf und Kragen riskieren, wer sich über seine Mitbürger erhob.**

dossier

Regula Schmid Keeling

## L'égalité ou la mort

*Le concept d'égalité pouvait coûter la fortune ou même la vie, dans les villes de la fin du Moyen-âge. Le Bourguemestre zurichois Hans Waldmann ou François Arsent, le chef des partisans de la France qui fut exécuté le 18 mars 1511 à Fribourg, en sont de bons exemples. Ceux qu'on appelait les «tyrans des villes» disposaient impunément du titre de chevalier et de leurs armoiries, deux symboles visibles de leur ascension sociale. Les reproches de leurs opposants s'appuyaient toujours sur le préjugé économique et moral que les «parvenus» auraient porté à la ville. Mais cette colère peut aussi être expliquée autrement : en s'élevant dans la noblesse, ces seigneurs auraient renié leur état bourgeois et donc porté atteinte à la conception d'égalité des citoyens. A cette époque, ce n'était pas un concept social ou corporativo-juridique, mais une norme morale : devoirs et charges devaient être répartis de manière équilibrée parmi les membres d'un groupe. C'est donc parce qu'ils ont menacé la paix de la ville par un comportement susceptible de susciter la jalousie et la «division» que Waldmann et Arsent ont été exécutés.*

1489 wurde der Zürcher Bürgermeister Hans Waldmann in einem skandalösen Kurzverfahren verurteilt und hingerichtet. Interventionen eidgenössischer Boten kamen zu spät. Waldmanns beachtliche Hinterlassenschaft – darunter auch die bei Dübendorf gelegene Burg Dübelstein mit zugehörigen Rechten – fiel an den Staat. Wie kein anderer verkörpert Waldmann den «Selfmademan», der rasant zur Spitze von Gesellschaft und Politik gelangte, um danach umso tiefer zu fallen. Waldmann ist bei weitem nicht der einzige führende Politiker des Spätmittelalters, dem seine Mitbürger kurzen Prozess machten. 1408 war in Rothenburg ob der Tauber der ehemalige Bürgermeister und erfolgreiche Financier Heinrich Toppler in einem ähnlich unstrittenen Verfahren hingerichtet worden. In Greifswald fiel 1462 Heinrich Rubenow, Alt-Bürgermeister und Stifter der Universität, einem offenbar von Mitgliedern des Rats angestifteten Mord zum Opfer. 1513 wurde Caspar Hetzel, Inhaber des wichtigen Veneramts und Vater eines Söldnerführers in Bern, in Olten von einer aufgebrachten Menge gelyncht – stellvertretend für seinen im Blutgeschäft reich gewordenen Sohn. Und in Freiburg wurde am 18. März 1511 Franz Arsent als Haupt der französischen Partei öffentlich enthauptet. Andere Inhaber hoher Ämter in unzähligen Städten verloren nicht ihr Leben, aber Stellung, Vermögen und Bürgerrecht und mussten die Stadt verlassen.

## Eigennutz vor Gemeinwohl

Männer wie Waldmann waren in Gewerbe und Krieg reich geworden und hatten die für die politische Mitsprache und den eigenen Aufstieg relevanten Personen und Institutionen geschickt bespielt. Sie bewegten sich aber auch in höfischen Kontexten, Waldmann etwa als Bote der Eidgenossen bei den Herrschern Europas.

Sichtbarstes Zeichen des sozialen Aufstiegs waren: Rittertitel und Wappenbrief, der repräsentative Wohnbau in der Stadt und auf dem Land, wie etwa die Burg Dübelstein bei Zürich oder auch das «Topplerschlösschen» in Rothenburg; eine Kleidung, welche Elemente der höfischen Mode aufnahm; Schmuck (die berühmte Waldmannkette im Landesmuseum); der Erwerb von Herrschaftsrechten und Gütern auf der Landschaft. Die Vorwürfe, welche die politischen Gegner vorbrachten, glichen sich ebenfalls. Annahme von Geldern zum persönlichen Gebrauch, eine gegen die Interessen der Stadt gerichtete Politik, Entfremdung von Gut und damit, wie im Falle von Toppler, Steuerhinterziehung, Verletzung hergebrachter Rechte im Umgang vor allem mit den ländlichen Untertanen – wie immer die Vorwürfe im einzelnen lauteten, sie gingen immer davon aus, dass die Betroffenen der Stadt aus Eigennutz wirtschaftlich und moralisch geschadet hätten.

## Im Gleichsein vereint

Die Geschichtswissenschaft der Neuzeit hat weitere Erklärungsmuster entwickelt: Durch die Angleichung an den Adel hätten sich Waldmann und Co. über ihren (bürgerlichen) Stand erhoben und damit die Gleichheitsnormen der Stadtbürger verletzt. Die mittelalterliche Stadt als Hort der Gleichheit in einem von Ungleichheit geprägten Umfeld also? Tatsächlich fasste die seit dem 11. Jahrhundert greifbare Gesellschaftstheorie die Ordnung von Welt und Kosmos mit Begriffen der Ungleichheit. Den einzelnen Ständen wurden unterschiedliche Aufgaben vor Gott und den Menschen zugewiesen. Vergesellschaftungen von «Gleichen» fanden sich innerhalb der Stände; im Kloster, bei Kämpfergemeinschaften des Adels, aber auch innerhalb von Räuberbanden, in den städtischen, später auch ländlichen Kommunen, im

Regula Schmid Keeling ist assoziierte Professorin für Geschichte des Mittelalters am Departement für Historische Wissenschaften. [regula.schmidkeeling@unifr.ch](mailto:regula.schmidkeeling@unifr.ch)

Handwerk und Gewerbe, in den Universitäten, schliesslich in Bündeln als formellen, überterritorialen Zusammenschlüssen zwischen solchen Einheiten. Der Institutionalierungsgrad solcher Verbände konnte durchaus unterschiedlich sein, verstärkte sich allerdings gegen Ende des Mittelalters. Diese Gleichheit war nicht sozialer Art (ob ein Adliger arm oder reich, Ritter oder Graf war, beeinflusste seine Adelsqualität nicht). Die Gruppen von Gleichen wurden aber auch nicht durch rechtliche Vorgaben zusammengehalten (abgesehen von der Unterscheidung von «Freien» und «Unfreien», doch verlor diese im Laufe des Mittelalters an Bedeutung). Dies zeigt gerade der Blick auf die Stadtbürger. Zwar waren sie, solange sie als Bürger in der Stadt sassen, dem gleichen statutarischen Recht unterstellt, doch sozial, wirtschaftlich oder ständisch waren sie keinesfalls «gleich»: Sie gehörten etwa Zünften an oder nicht, waren als Frauen von der aktiven Politik ausgeschlossen, und viele hatten über individuelle Bürgerrechtsverträge spezielle Steuerabkommen getroffen. Und kaum jemand stiess sich daran, wenn ein Adliger Bürger wurde (die Polemik alteingessener Adliger gegen die Emporkömmlinge gab es allerdings doch). «Gleichheit» in der mittelalterlichen Stadt war weder sozial noch ständisch-rechtlich gemeint. Vielmehr sprachen mittelalterliche Stadtbürger mit «Gleichheit» eine moralische Norm an: Pflichten und Lasten sollten gleichmässig auf die Angehörigen einer Gruppe verteilt werden.

### **Dem Frieden zuliebe**

Auf welche Weise aber hatte Waldmann, hatten die anderen «Stadtyrannen» dieses Gebot der Gleichheit verletzt? «Gleiches» Verhalten zielte auf den «gleichen» Umgang mit den Mitgenossen ab. Wer die Privilegien in der Stadt genoss, sollte auch die Pflichten tragen – und zwar in «gleicher» Weise. Ebenso war der

Richter angehalten «gleich» zu richten. Dies heisst nicht, dass er alle gleich behandeln musste, sondern dass er alle in der gleichen Weise gerecht und aufgrund der gleichen rechtlichen Grundlagen (dem Herkommen, den städtischen Satzungen) zu richten hatte. Die städtische politische Theorie des Spätmittelalters besagte, dass so Missgunst und Streit verhindert würden. Der Stadtfriede würde gewahrt. Die Aufrechterhaltung des Stadtfriedens aber war erstes Ziel und oberste Norm städtischer Herrschaft. Auf ihm beruhte nämlich die Prosperität von Stadt und ihren Bewohnern.

Nicht weil sie sich adelig gebärdeten, sondern weil ihnen unterstellt wurde, sie hätten durch ihr Verhalten Neid und «Parteiung» ausgelöst und damit den Stadtfrieden gefährdet wurden Waldmann, Toppler, Arsent oder Rubenow getötet (dass sie dabei schlicht der stärkeren Partei gegenüber unterlagen tut dieser Interpretation keinen Abbruch; hätten sie gesiegt, hätten sie ihre Gegner unter dem gleichen Grundsatz verurteilt). Mit der Entfernung der «Stadtyrannen» und den jeweils nachfolgenden Neuregelungen des Zugangs zum Rat wurde zumindest vorübergehend die Stadt wieder ins Gleichgewicht gebracht. Die Stadt des Mittelalters – nicht eine Versammlung von «Gleichen», aber als Ort, in dem die Ungleichen darauf pochten, nach gleich bleibenden Regeln gemessen zu werden. ■

# Fortuna und die globale Einkommensungleichheit

**Die heutige Welt zeichnet sich durch ein sehr grosses Wohlstandsgefälle und geringe Chancengleichheit aus. Im Moment der Geburt wird weitgehend festgelegt, ob man das spätere Leben in Reichtum oder Armut verbringen wird. Wie aber kann eine Person mit schlechter Startposition und wenigen Aufstiegsmöglichkeiten ihr Schicksal verbessern?**

Ivo Staub

dossier

## Quelles chances d'avoir de la chance ?

*Le pourcentage le plus riche de la population mondiale gagne 13 % des revenus et possède 40 % des biens mondiaux. A l'opposé, environ 14 milliards de gens vivent du minimum vital. Cette inégalité atteint son paroxysme dans les années 80 et reste très élevée depuis. La recherche sur ces antagonismes, de leur histoire à leurs raisons, a aujourd'hui bien progressé. On sait que plus importantes sont les variables non-influencables, comme la provenance et le genre, plus la chance d'égalité des droits est mince. L'appartenance géographique et le niveau social des parents sont les déterminants les plus importants du revenu individuel et expliquent au moins 80 % des différences. Pour améliorer une «mauvaise» position, il existe trois solutions : l'amélioration de la situation dans le pays natal, la migration dans un pays riche ou l'amélioration du bien-être dans son propre pays. Mais il faut tout de même nuancer, parce que chacune dépend très étroitement du pays d'origine et seule dame Fortune est capable de surmonter ces obstacles.*

Nicht alle Menschen dieser Welt haben die gleichen Chancen, ein angenehmes Leben zu führen. Die Möglichkeiten dazu sind sehr ungleichmässig verteilt. So gibt es immense globale Unterschiede in der Lebenserwartung, den Bildungsmöglichkeiten, den Gelegenheiten zur Partizipation oder den Chancen, das Leben frei nach eigenem Ermessen zu gestalten. Insbesondere bezüglich des materiellen Wohlstands ist die globale Ungleichheit sehr gross.

So verfügt die reichere Hälfte der Menschheit über 94,5 Prozent des weltweiten Einkommens (anno 2005) und 98,8 Prozent des Vermögens (anno 2000), während die ärmere Hälfte den kleinen Resten teilt. Alleine die reichsten 10 Prozent der Menschen, resp. Haushalte, halten 55 Prozent des Einkommens und 85 Prozent des Vermögens. An der Spitze der globalen Sozialstruktur steht das reichste Prozent der Weltbevölkerung. Diese kleine Gruppe verdient 13 Prozent des Einkommens und besitzt 40 Prozent des Weltvermögens. Am anderen Ende der globalen Wohlstandspyramide befinden sich etwa 1,4 Milliarden Menschen, die in absoluter Armut – am Rande des physischen Existenzminimums – leben.

## Die Entwicklung der Ungleichheit

Die Verteilung des Einkommens war nicht immer so ungleich: Bis zur Industriellen Revolution war die Ungleichheit zwischen den Weltregionen relativ gering, grosse innergesellschaftliche Unterschiede gab es aber schon damals. Im Zuge der Industrialisierung, der imperialen Auswüchse und der Zunahme der weltweiten Arbeitsteilung wuchs die materielle Ungleichheit kräftig an. Über die Zeit entstand eine geradezu polarisierte Welt, mit relativ wenigen Menschen in reichen Ländern und vielen in armen Ländern. Die globale Ungleichheit zwi-

schen den Menschen erreichte wahrscheinlich in den 1980er Jahren ihren Höchstwert, je nach verwendeten Daten und Methoden wird der Zeitpunkt etwas anders datiert. Seitdem verblieb sie auf sehr hohem Niveau. Die wichtigsten Veränderungen in den beiden letzten Jahrzehnten waren, dass sich die Spannweite zwischen den reichsten und den ärmsten Ländern weiter vergrösserte, dass die bevölkerungsreichen Länder China und Indien ihren Wohlstand stark steigern konnten und dass die innerstaatlichen Gegensätze im Durchschnitt zunahmen.

## Die Erklärung der Ungleichheit

Die Erforschung der vielfältigen Formen der Ergebnisungleichheit ist weit gediehen und wir wissen vieles zur historischen Entwicklung und zum aktuellen Ausmass der globalen Gegensätze. Daraus kann man Erkenntnisse zur Chancengleichheit ableiten: Ist das individuelle Einkommen stark von der Herkunft, dem Geschlecht und ähnlichen Faktoren abhängig, dann gibt es wenig Chancengleichheit. Wenn die Wirkkraft von nicht-beeinflussbaren Variablen aber gering ist, dann gibt es mehr Chancengleichheit.

Die Landeszugehörigkeit eines Menschen und die Schichtzugehörigkeit der Eltern sind die wichtigsten Determinanten des persönlichen Einkommens. Zusammen erklären sie mindestens 80 Prozent der globalen Einkommensunterschiede. Der Restbetrag wird durch alle anderen Bestimmungsgrössen, wie etwa das Geschlecht, verursacht. In diese Restkategorie fällt auch die leistungsorientierte Entlohnung.

Die Landeszugehörigkeit eines Menschen ist der wichtigste Faktor und bestimmt je nach Schätzung zwischen 60 und 75 Prozent des Einkommens. Im heutigen Migrationsregime – mit eingeschränkter Niederlassungsfreiheit und geringer Süd-Nord-Migration – wird dieser ▶

Ivo Staub ist Diplomassistent im Studienbereich Soziologie, Sozialpolitik und Sozialarbeit.  
ivo.staub@unifr.ch

*Karikumutima Deo, Burundi, requérant d'asile. Châtel-St-Denis, 2003.*



Faktor stark durch den Geburtsort vorbestimmt. Mit dem Zufall der Geburt ist auch die zweite Determinante verknüpft: die Einkommensklasse der Eltern. Der Wohlstand der Herkunftsfamilie hat einen substantiellen Einfluss auf das Einkommen der Sprösslinge. Daneben gibt es weitere «zugeloste» Merkmale, wie das Geschlecht und die ethnische Zugehörigkeit, die den ökonomischen Wohlstand beeinflussen.

Die Schriften zu den Prinzipien Leistungsgerechtigkeit, Bedarfsgerechtigkeit und Gleichverteilung vermögen zwar ganze Bibliotheken zu füllen, der reale Einfluss dieser Faktoren auf das Einkommen bleibt aber zweitrangig.

### **Drei Aufstiegsmöglichkeiten**

Für die Menschen, die in eine nachteilige Situation hineingeboren werden, gibt es drei Möglichkeiten zur Positionsverbesserung. Die erste Strategie besteht in der Verbesserung der Stellung im Geburtsland. Innerhalb der hoch entwickelten Welt ist dabei das Prinzip der Chancengleichheit ganz unterschiedlich gut erfüllt und die Wichtigkeit der sozialen Herkunft variiert je nach Land beträchtlich. In Kanada, Finnland, Dänemark und Norwegen ist das Einkommen einer Person relativ unabhängig von der ökonomischen Situation der Herkunftsfamilie, während in den USA und im Vereinigten Königreich der Einfluss des Elternhauses beträchtlich ist. Die wenigen Daten zu nicht-westlichen Ländern zeigen, dass die soziale Herkunft dort ein wichtiger Faktor bei der Wohlstandsverteilung ist. Der zweite Weg zur Positionsverbesserung ist die Migration in ein reiches Land. Erneut ist die Geburt wichtig, da der Pass, den man besitzt darüber entscheidet, wo man sich niederlassen darf und welche Rechte man im Zielland hat. Die Gesetzgebung der wohlhabenden Gesellschaften führt dazu,

dass primär die «Citizenship» über Aufenthaltsrechte bestimmt. So können die Menschen nicht überall auf der Welt ihr Glück versuchen, sondern werden in der Wahl stark aufgrund ihrer Nationalität eingeschränkt. Die dritte Art des sozialen Aufstiegs ist, dass das Wohnland reicher wird und sich das Lebensschicksal aller Landesbewohner verbessert. Das Wirtschaftswachstum ist jedoch eine kollektive Angelegenheit und nicht die Folge der Anstrengungen des einzelnen Individuums. Der Zusammenhang zwischen der individuellen Leistung, der nationalen Wachstumsrate und der Verbesserung der persönlichen Lebensumstände ist so gering, dass man nicht von einem leistungsgerechten Prozess sprechen kann.

Trotz den eingeschränkten Aufstiegschancen setzen die Menschen alles daran, ihre Lebenssituation zu verbessern. Wenn es einer Person gelingt, ihren Wohlstand zu steigern, dann ist das sehr erfreulich, die grundsätzlichen Probleme der globalen Ungleichheit verändern sich dadurch aber nicht: Das Wohlstandsgefälle ist extrem gross und die Verteilmechanismen beruhen hauptsächlich auf dem Zufallsprinzip. Das wird aber nur selten öffentlich angeprangert und von der Politik nicht ernsthaft bekämpft. So besitzt die Schicksalsgöttin Fortuna zwar keine lautstarken Anhänger, ihre Taten finden jedoch viel stillschweigende Zustimmung. ■

# Mixité dans les classes et égalité des chances

Depuis 3 ans, le CERF travaille avec des étudiants en DAES II sur des questions liées à la mixité de genres dans les classes du secondaire II. Sur ce sujet, il est temps de se poser des questions longtemps demeurées taboues. La mixité à l'école a-t-elle permis d'atténuer les stéréotypes et contribué ainsi à l'égalité des chances ?

dossier

Roland-Pierre Pillonel-Wyrsh

## Klischees im Schulunterricht

*Das didaktische Labor des französischen sprachigen Lehr- und Forschungszentrums der Lehrerinnen- und Lehrerbildung für die Sekundarstufe I+II (Centre d'enseignement et de recherche francophone pour l'enseignement au secondaire 1 et 2) befasst sich in seiner Forschung auch mit Gender-Fragen auf dem Niveau der Sekundarstufe II. So wurde beispielsweise festgestellt, dass Lehrmittel im Fremdsprachenunterricht in den letzten Jahren grosse Anstrengungen unternommen haben, um die Palette an verwendeten Berufen auch für Frauen anwendbar zu machen. Männer hingegen werden im Unterricht selten in so genannten Frauenberufen abgebildet und ausserhalb des Berufsumfeldes stützen sich Lehrmittel im Fremdsprachenunterricht auch heute noch auf gängige Stereotypen der Rollenverteilung. Fortschritte lassen sich weiter in Lehrmitteln des Geschichtsunterrichts feststellen, wohingegen in der Literatur Werke von Autorinnen noch meist in Kapiteln mit Titeln wie «Die Frau in der Literatur» gesucht werden müssen. Die verschiedenen Forschungsergebnisse zeigen, dass auch im Schulunterricht Bemühungen im Bereich der Gleichstellung unternommen werden, machen aber deutlich, dass es bis zum Erreichen einer echten Chancengleichheit noch grosser Anstrengungen bedarf.*

L'introduction des classes mixtes au secondaire II est une réforme, presque une révolution, qui s'est faite si naturellement qu'on a presque oublié d'en étudier les conséquences du point de vue de l'enseignement. Parmi ses différentes tâches, le CERF (Centre d'enseignement et de recherche francophone pour l'enseignement au secondaire 1 et 2) a celle de former les futurs enseignants francophones du secondaire II. Ces derniers sont tenus de réaliser un petit travail de recherche dans le cadre d'un laboratoire didactique. L'un d'entre eux, dirigé par Micheline Schenker et moi-même, a précisément pour but de mettre en évidence les conséquences de la mixité dans les classes du secondaire II et les chemins qu'il reste à parcourir pour arriver à une véritable égalité des chances entre les genres, particulièrement dans certaines branches : faut-il être de genre masculin pour réussir en sciences et féminin en langues ? La mixité des cours de sport est-elle un facteur d'émulation pour les filles ou au contraire de découragement ? Les sujets traités depuis trois ans sont très divers, aussi bien qualitativement que quantitativement. Donnons-en quelques exemples, avec les résultats les plus significatifs.

## Clichés, de l'anglais à l'espagnol

Dans les manuels de langues étrangères, une comparaison entre les occurrences professionnelles masculines et féminines nous révèle déjà que, par rapport à des publications datant d'une dizaine d'années, un réel effort a été fait pour que les images féminines soient associées à une plus grande palette de métiers que ceux qui sont stéréotypés féminins. Mais la réciproque n'est pas vraie pour les hommes : les métiers qui leur sont attribués restent très majoritairement ceux qui

nécessitent une formation supérieure. Par ailleurs, si l'on quitte la sphère de la profession, pour parler de la vie de couple, les images et les textes renvoient de manière prépondérante aux rôles stéréotypés, voire caricaturaux de l'homme et de la femme. Il convient toutefois de nuancer : si les manuels d'anglais sont ceux qui semblent la plupart du temps tendre vers une représentation plutôt égalitaire des genres dans la vie quotidienne – sans toujours y parvenir – à l'autre extrême les manuels d'espagnol étudiés montrent généralement la femme sans métier et effectuant les tâches ménagères usuelles...

## Une affaire de mecs ?

Si les manuels de langues offrent dans les situations courantes les modèles de vie immédiatement accessibles, qu'en est-il des modèles de grands personnages vers lesquels les ambitions peuvent tendre ? Là encore, il y a lieu de nuancer en fonction des branches. Les manuels d'histoire laissent de plus en plus de place aux représentations féminines : femmes de pouvoir ou de culture, rôle décisif des femmes dans l'évolution de la société... La situation pourrait encore être améliorée en prenant en compte les études récentes sur l'histoire des genres. Les manuels de littérature française, par contre, maintiennent une forte dominante masculine, explicable sans doute pour certaine période de l'histoire littéraire, mais sûrement pas pour le 20<sup>e</sup> siècle. La présence de femmes écrivains s'y limite pourtant à 9% ! C'est bien peu si l'on considère qu'un prix littéraire sur cinq a été attribué à une femme au cours du siècle dernier. Si la présence féminine dans les manuels s'est accrue grâce à l'introduction de textes plus sociologiques ou

Roland-Pierre Pillonel-Wyrsh est directeur du CERF et MER en didactique des mathématiques et de la physique.  
roland.pillonel@unifr.ch

philosophiques, les femmes écrivains restent toutefois régulièrement parquées dans des chapitres thématiques de type «les femmes et la littérature». Involontairement sans doute, un message subliminal de type «la bonne littérature est affaire de mecs» est ainsi envoyé aux élèves.

### Qui donc joue à la poupée ?

La recherche a également porté sur les choix des options au gymnase. Une première constatation s'impose : les filles justifient généralement leurs choix par l'intérêt pour la branche, alors que les garçons sont majoritaires à argumenter en fonction d'un choix professionnel futur. Les filles se déclarent prêtes à des carrières moins prestigieuses pour autant qu'elles correspondent à leurs intérêts personnels, argument presque jamais repris par les garçons. Il s'agit d'un premier critère de choix d'option auquel s'ajoutent deux autres phénomènes. D'abord, les filles s'estiment moins compétentes que les garçons en mathématiques. C'est du moins ce qu'indiquent les premiers sondages effectués par nos étudiants, confirmant les propos que tenait déjà N. Mosconi dans *Femmes et savoir* en 1994. En corollaire, une écrasante majorité de filles estiment ne pas pouvoir prendre une option spécifique renforçant les mathématiques à moins d'avoir au moins 5 sur 6 dans cette branche. En moyenne, les garçons misent quant à eux sur 4.5, quand ils ne répondent pas «peu importe». Une équipe s'attelle à approfondir cette question durant cette année académique. Dès lors, il ne faut guère s'étonner lorsque, statistiquement, on constate une très nette dominante masculine dans l'option «physique – mathématiques appliquées» et une forte dominante féminine dans les langues modernes. Ce n'est d'ail-

leurs pas une spécificité fribourgeoise : les chiffres des Cantons du Valais et de Neuchâtel confirment ce fait. Une remise en question ne pourra être envisagée sans une réforme plus profonde des mentalités. Interrogées sur les jeux de leur enfance, les filles du secondaire II considèrent les jeux de construction comme exclusivement masculins et la poupée comme un jeu exclusivement féminin... A ce sujet, une petite anecdote qui en dit très long : à la question posée aux garçons «Dans votre enfance avez-vous joué à un jeu que vous qualifieriez de féminin ? Si oui, lesquels ?» Une écrasante majorité répond «NON». Mais lorsque l'on regarde attentivement les feuilles rendues, on constate que la plupart avait d'abord coché «OUI» et répondu «la poupée»... Avant d'effacer cette réponse !

Autre anecdote : les directeurs d'établissements du secondaire II (année scolaire 2008-9) du Canton de Fribourg et du GYB, ainsi que deux directeurs de CO ont été interrogés de manière générale sur les critères d'embauche des enseignants de langues. Ils ont été unanimes à dire que le genre n'est pas un critère d'embauche. Mais lorsque les deux étudiantes en charge de l'enquête ont proposé différents curriculums vitae fictifs, l'un d'entre eux portant le prénom de «Dominique» et sans photo, ni indication de genre, presque tous ont immédiatement posé la question : «Mais est-ce un homme ou une femme ?» Bien sûr, cela peut être interprété de différentes façons... ■

*Dardan, 7 ans et demi, Kosovo, requérant d'asile. La Tour-de-Trême, 2003.*



# L'Eglise catholique misogyne : un cliché ?

**Au-delà des stéréotypes, l'Eglise a pris position lors des bouleversements sociaux qui ont affecté le statut de la femme et prône aujourd'hui un message nuancé sur sa place dans la société. Entre spécificité maternelle et rôle social, le dilemme contemporain doit être résolu, afin qu'hommes et femmes puissent remplir en tout équilibre leur mission sur terre.**

Véronique Gay-Crosier Lemaire

dossier

## Die Frau in der Kirche

*Nimmt man den öffentlichen Diskurs der Kirche in Bezug auf die Rolle der Frauen unter die Lupe, so stellt man fest, dass der Heilige Stuhl anlässlich der grossen sozialen Umbrüche, die auch den Status der Frau betroffen haben, jeweils klar Position bezogen hat. Während der Industriellen Revolution etwa, welche nicht zuletzt die Arbeitswelt auf den Kopf gestellt hat, erinnerte Papst Leo XIII. an den naturgegebenen Unterschied zwischen Mann und Frau und betonte, dass die Hausarbeit besser dazu geeignet sei, die Ehre der Frau zu wahren. Johannes-Paul II. seinerseits nahm Stellung zur Bewegung des Feminismus der 60er Jahre und unterstrich die Notwendigkeit, das Dilemma der modernen Frau an die Hand zu nehmen und die «Mutterschaftspflichten» höher zu werten. Damit sollte verhindert werden, dass die Mütter ihre «primäre Mission» zugunsten einer bezahlten Arbeiten vernachlässigen. Seit Papst Paul VI und vor allem mit Johannes-Paul II ist der Platz der Frau neben dem des Mannes, wenn es darum geht, dass die Menschheit ihre Mission auf Erden erfüllt.*

On peut dire que c'est passé dans l'inconscient collectif : l'Eglise catholique sous-estime la femme. Mais est-ce vraiment le message de son «enseignement social» ?

L'Eglise a pris position par rapport aux deux grandes mutations sociales qui ont directement atteint le statut de la femme : la révolution industrielle et le «féminisme». Elle se prononce en effet «quand elle se trouve en face des répercussions des changements sociaux sur les personnes individuellement...» (*Compendium* 104); jusqu'à constituer et développer «un corps de doctrine actualisé qui s'articule à mesure que l'Eglise interprète les événements dans leur déroulement au cours de l'histoire...» (CEC 2422). La révolution industrielle a bouleversé la réalité du travail, livré à la loi économique de l'offre et de la demande. Léon XIII a réagi en affirmant que «ce que peut réaliser un homme valide et dans la force de l'âge ne peut être équitablement demandé à une femme ou à un enfant. [...] il est des travaux moins adaptés à la femme que la nature destine plutôt aux ouvrages domestiques; ouvrages d'ailleurs qui sauvegardent admirablement l'honneur de son sexe et répondent mieux, par nature, à ce que demandent la bonne éducation des enfants et la prospérité de la famille» (*Rerum novarum* 33§2).

## Vulnérable ?

La femme est mise sur le même pied que l'enfant en raison de sa moindre force physique, qui réclame un traitement de faveur encadré par des «lois protectrices» (*Quadragesimo anno* 28 et *Centesimus annus* 33). Car ce sont les femmes et les «jeunes» (inversion de l'ordre chez Paul VI : *Octogesima adveniens* 13) qui sont plus facilement vilipendés dans leur dignité en raison de leur vulnérabilité. Ils

entrent dans la catégorie «des plus faibles», et, à ce titre, méritent une place de choix dans «la réalisation du bien commun» qui incombe à l'Etat (*Mater et magistra* 20; *Sollicitudo rei socialis* 14 et QA 71).

## Question d'équilibre

Quant au rôle et à la place de la femme au foyer, qu'en pense l'Eglise ? «Assurément, dit-elle par la main de Pie XI, les autres membres de la famille, chacun suivant ses forces, doivent contribuer à son entretien. [...] C'est à la maison avant tout, ou dans les dépendances de la maison, et parmi les occupations domestiques, qu'est le travail des mères de famille. C'est donc par un abus néfaste et qu'il faut à tout prix faire disparaître, que les mères de famille, à cause de la modicité du salaire paternel, sont contraintes de chercher hors de la maison une occupation rémunératrice, négligeant les devoirs tout particuliers qui leur incombent avant tout : l'éducation des enfants» (QA 71). En creux, c'est à «la cohésion et à l'intimité de la vie familiale» (QA 135), et surtout à l'éducation des enfants qu'il faut veiller. Education qui exige «une attentive coopération des parents... La présence agissante du père importe grandement à leur formation; mais il faut aussi permettre à la mère – dont les enfants, surtout les plus jeunes, ont tant besoin – de prendre soin de son foyer sans toutefois négliger la légitime promotion sociale de la femme» (*Gaudium et spes* 52§1). Il est bien question de la femme mère, et non de la femme tout court. Celle-ci doit trouver un juste équilibre entre son accès aux «emplois dont elle [est] capable», le «rôle spécifique qui [lui] revient, à côté de l'homme, dans la formation du bien commun de la société», et la «famille dans

Véronique Gay-Crosier Lemaire est assistante docteure à la Chaire de théologie morale spéciale et d'éthique sociale.  
veronique.gay-crosier-lemaire@unifr.ch

laquelle elle a, en tant que mère, un rôle irremplaçable» (*Laborem exercens* 9).

### Vie publique

Or, et nous en arrivons au second chamboulement social, un «signe des temps» qui a caractérisé les années soixante sous Jean XXIII : «l'entrée de la femme dans la vie publique... De plus en plus consciente de sa dignité humaine, la femme n'admet plus d'être considérée comme un instrument; elle exige qu'on la traite comme une personne aussi bien au foyer que dans la vie publique» (MM 40-41). Jean-Paul II a mis en mots le dilemme de la femme moderne: «L'expérience confirme qu'il est nécessaire de s'employer en faveur de la revalorisation sociale des fonctions maternelles, du labeur qui y est lié, et du besoin que les enfants ont de soins, d'amour et d'affection... Qu'elle soit contrainte d'abandonner ces tâches pour prendre un emploi rétribué hors de chez elle n'est pas juste du point de vue du bien de la société et de la famille si cela contredit ou rend difficiles les buts premiers de la mission maternelle» (LE 9).

Sa maternité est discréditée et son émancipation peut entraîner des «tensions au sein de la famille, dues soit à la pesanteur des conditions démographiques, économiques et sociales... soit aux nouveaux rapports sociaux qui s'établissent entre hommes et femmes» (GS 83).

### Comment bien faire ?

D'abord, la fonction maternelle est spécifique et ne souffre aucune comparaison avec le travail dans la société : par la bouche de Paul VI, l'Eglise a loué «le rôle spécifique, combien capital, de la femme au cœur du foyer aussi bien qu'au sein de la société» (OA 13). Ensuite, «Dieu n'a pas créé l'homme solitaire: dès l'origine, 'il les créa homme et femme' (Gn 1, 27)» (GS 12§4, CA 39 et *Caritas in veritate* 44). De fait, explique Jean-Paul II, il y a «dans l'être humain, homme et femme, le germe et l'exigence d'une tâche originelle à accomplir, que ce soit chacun individuellement ou en couple [...] tâche [...] de 'dominer' sur les autres créatures, de 'cultiver le jardin'» (SRS 30). Enfin, leur «égale dignité personnelle» (GS 49§2) ne doit pas ignorer les «aptitudes propres» de la

femme, ainsi que sa «participation spécifique et nécessaire [...] à la vie culturelle» (GS 60§3). Sa vocation est particulière, distincte de celle de l'homme, mais certainement pas de moindre importance. Et l'Eglise a déploré, par la voix de Paul VI, que, en certaines régions, la femme soit «frustrée de la faculté de choisir librement son époux ou d'élire son état de vie, ou d'accéder à une éducation et une culture semblables à celles que l'on reconnaît à l'homme» (GS 29§2).

Depuis Paul VI (*Populorum progressio*) et surtout avec Jean-Paul II (SRS en particulier), la femme figure à côté de l'homme, quand le souverain pontife appelle l'humanité («tous, hommes et femmes») à remplir sa mission sur terre. Sans pour autant que la femme doive fuir sa maternité au foyer. Au contraire : l'amour est centripète, *diffusivum sui* : dans le régime de la grâce et de l'amour, le don de sa personne débouche sur sa réalisation personnelle. Essayez et vous verrez ! ■

# Chancengleichheit im Schulparcours

Schulische Übertritte stellen im Hinblick auf Chancengleichheit und Chancengerechtigkeit sensible Ereignisse dar. Je nach Offenheit des Bildungssystems kann ein positiver oder negativer Aufnahmeentscheid Berufs- und Studienmöglichkeiten nachhaltig verändern. Besonders problematisch wird es, wenn der sozioökonomische Status der Eltern den Übertrittsentscheid beeinflusst.

Franz Baeriswyl

dossier

## Effet domino

*Les procédures d'affectation du système scolaire aboutissent à ce que l'on peut appeler une décision de passage. Celle-ci pose à son tour les jalons pour la suite du cursus de l'enfant. Il semble logique qu'une telle décision se base d'abord sur les capacités cognitives des élèves. Dans les faits, l'arrière-plan socio-économique de l'enfant et le niveau de formation des parents pèsent aussi lourdement, comme le montre la première étude PISA effectuée en 2000. Ces résultats sont l'occasion d'étudier l'implication de l'arrière-plan socio-économique des parents sur les procédures d'affectation dans le modèle de passage fribourgeois des classes germanophones de 6<sup>e</sup> primaire au système tripartite de l'école secondaire. Il en ressort que la capacité productive moyenne d'une classe a une influence marquée sur les recommandations individuelles de passage.*

Gegliederte Schulsysteme, wie wir sie in den meisten Kantonen der Schweiz für die Sekundarstufe I kennen, verlangen Zuweisungsverfahren. Ein Übertrittsentscheid ist nachvollziehbar, wenn die kognitiven Fähigkeiten der Schülerinnen und Schüler für die jeweilige Zuweisung ausschlaggebend sind. Die Ergebnisse der ersten Pisa-Studien aus dem Jahr 2000 zeigen jedoch auf, dass in der Schweiz und in Deutschland der Einfluss des sozioökonomischen Hintergrundes des Kindes und die Bildungsnähe der Eltern einen bedeutsamen Einfluss auf die geprüften Lese- und Mathematikleistungen haben. Diese Ergebnisse waren Anlass, die Frage nach der Bedeutung des sozioökonomischen Status der Eltern auf den Übertrittsentscheid über einen längeren Zeitraum hinweg auch am deutschfreiburgischen Übertrittsmodell von der sechsten Primarklasse in die dreigliedrige Sekundarstufe I (Realabteilung mit Grundansprache, Sekundarabteilung B, Progymnasialabteilung mit erweiterten Ansprüchen) wissenschaftlich zu untersuchen.

## Pluspunkte für Deutschfreiburger System

Die Datenlage aus Deutschfreiburg hat es erlaubt, vertiefte Analysen anzustellen und den Effekt mit Studien in Deutschland zu vergleichen. Damit die Ergebnisse mit anderen Forschungsergebnissen verglichen werden können, wurde der sozioökonomische Status der Eltern über den ISEI (International Socio Economic Index) erfasst. Dieser beruht auf einer international standardisierten Kodierung der Berufsangabe des Vaters und der Mutter des Kindes. Für die Kodierung wurde der zwischen Vater und Mutter jeweils höchste Berufsstatus berücksichtigt.

Neben der Berücksichtigung der Noten, den Ergebnissen von Beobachtungen zu allgemeinen

kognitiven Fähigkeiten und zur Motivation sowie einer globalen Zuweisungsempfehlung der Lehrperson und der Eltern, spielen im deutschfreiburgischen Übertrittsverfahren auch die Ergebnisse einer obligatorischen Vergleichsprüfung eine wesentliche Rolle. Ein weiteres besonderes Merkmal sind die obligatorischen Gespräche zwischen Lehrer und Eltern. Falls die Prüfungsleistung und die Empfehlung der Lehrpersonen eine zu grosse Diskrepanz aufweisen, folgen zusätzlich Gespräche zwischen Schuldirektor, Lehrperson und Eltern, die den jeweiligen Zuweisungsentscheid dann gemeinsam fällen. Dieses dynamische, sehr transparente und wenig quantifizierte System legte die Annahme nahe, dass es die soziale Gerechtigkeit erhöht und den Effekt des sozioökonomischen Status beim Zuweisungsentscheid reduziert.

## Starkes Gewicht der Eltern

Die Ergebnisse der komparativen Studie zeigen, dass der Einfluss des sozioökonomischen Status der Eltern beim Übertrittsverfahren von der Primar- in die Sekundarstufe I auch beim Deutschfreiburger Übertrittsverfahren statistisch bedeutsam ist. Der Effekt ist jedoch wesentlich geringer als bei einer vergleichbaren Studie in Deutschland, bei der die Eltern den Zuweisungsentscheid selber treffen. Weiter fällt auf, dass die Zuweisungsempfehlung der Eltern einen höheren Effekt aufweist als die Zuweisungsempfehlung der Lehrperson, welche jedoch statistisch bedeutsam vom Berufsstatus der Eltern des Kindes beeinflusst wird. Beim Übertritt nach dem neunten Schuljahr vom Progymnasium ins Gymnasium oder von der Sekundarabteilung B ins Gymnasium wirkt der sozioökonomische Hintergrund des Kindes wesentlich stärker als beim Übertritt am Ende der sechsten Klasse. Obwohl sie vom Progymnasium mit einem Notendurchschnitt von 4.0 prüfungsfrei ins

Franz Baeriswyl ist Titularprofessor und Direktor der Lehrerinnen- und Lehrerbildung für die Sekundarstufe II.  
franz.baeriswyl@unifr.ch

*Arni, Kosovo, requérant d'asile. La Tour-de-Trême, 2003.*



Gymnasium übertreten können, wählen 45 Prozent eine Berufslehre. Hingegen treten 22 Prozent aus der Sekundarabteilung B mit einem Notendurchschnitt von 5.0 prüfungsfrei ins Gymnasium über. Kinder von Eltern mit einem sozioökonomisch höheren Status nutzen den Übertritt ins Gymnasium wesentlich häufiger als Kinder mit vergleichbar guten Fähigkeiten, aber aus einem Elternhaus mit einem tieferen sozioökonomischen Status.

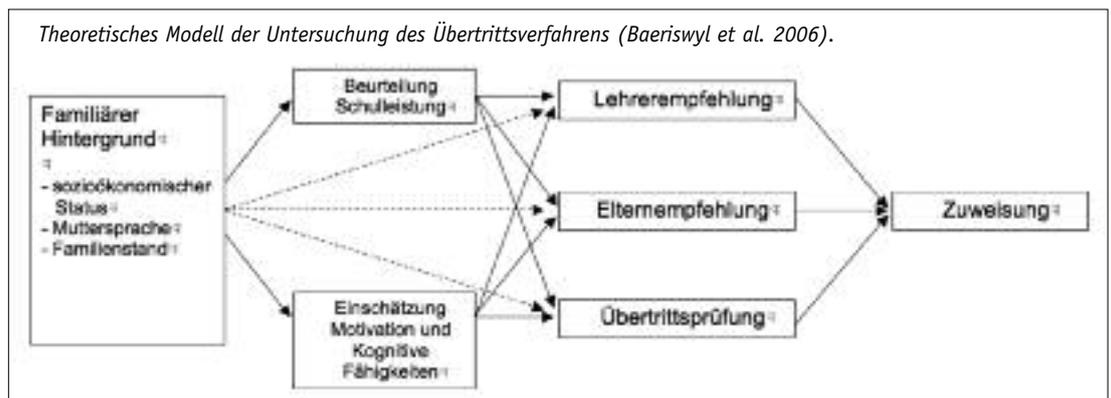
### Viele Einflüsse, ein Entscheid

Einen wesentlich grösseren Einfluss als der sozioökonomische Status der Eltern auf die Übertrittsempfehlung der Lehrperson und auf den Zuweisungsentscheid hat die durchschnittliche Leistungsfähigkeit der Klasse in der sich das Kind befindet. Ist ein Kind mit einer vergleichbar gleichen kognitiven Leistungsfähigkeit in einer leistungsstarken Klasse, hat es eine geringere Wahrscheinlichkeit, eine Empfehlung für das Progymnasium zu erhalten als wenn es in einer leistungsschwächeren Klasse wäre. Eine neueste Studie zeigt jedoch, dass nicht nur der oben beschriebene Referenzgruppeneffekt die Übertrittsempfehlung stark beeinflusst. So konnte sowohl bei Lehrpersonen wie bei Schulen ein Härte- bzw. Mildeeffekt festgestellt werden. Einzelne Lehrpersonen tendieren offenbar dazu, systematisch höhere oder strengere Empfehlungen abzugeben. Dasselbe gilt für einzelne Schulen.

### Mit Leistung zum Ziel

Bei Übergängen in weiterführende Schulen soll grundsätzlich das Meritokratieprinzip gelten: Die Leistungsfähigkeit eines Kindes, meistens die

kognitive, soll ausschlaggebend sein, ob es in eine weiterführende Schule aufgenommen wird oder nicht. Tatsache ist jedoch, dass der sozioökonomische Hintergrund der Eltern ebenfalls mitentscheidet, vor allem dann, wenn die Eltern ein ausschlaggebendes Entscheidungsrecht haben. Wie die Studie zeigt, kann dieser Effekt im Deutschfreiburger Übertrittsverfahren dank der Berücksichtigung verschiedener Kriterien aber wirksam verringert werden. Was denn ISEI-Effekt angeht, so wird es kaum möglich sein, diesen vollständig zu eliminieren, da der Berufsstatus der Eltern resp. von einer Elternperson auch einen Einfluss hat auf die vom Elternhaus her kommenden Hilfestellungen, Anregungen und psychischen Unterstützungen während der Bildungskarriere. Es ist deshalb äusserst wichtig, dass Schulen individuelle Studiermöglichkeiten anbieten und das Schulsystem lange durchlässig bleibt. ■



# Diskriminierung an die Universität!

Das Thema Chancengleichheit verweist auch auf das Problem der Diskriminierung und des Diskriminierungsschutzes. Folgender Beitrag plädiert für eine intensivere inter- und transdisziplinäre Auseinandersetzung im Rahmen einer Austauschplattform. Ziel: Eine bessere Vernetzung von Forschung und Praxis.

dossier

Christian Maurer und Tarek Naguib

## Pour une démarche interdisciplinaire

*Nous sommes tous d'accord : rien ne justifie la discrimination. Elle est pourtant présente partout et touche des personnes issues de toutes sortes de milieux. Ainsi, le concours de nombreux acteurs est nécessaire à l'obtention d'une protection efficace contre la discrimination – acteurs dont la science fait partie. Son rôle est de créer une certaine transparence qui permette d'analyser les différentes facettes de la discrimination, afin que des concepts adaptés de contre-mesures puissent être développés. La pratique, quant à elle, doit se concentrer sur la prévention, le conseil et l'intervention. C'est pourquoi une démarche inter et transdisciplinaire est nécessaire. Une plateforme de recherche multidisciplinaire sur la discrimination, alliant aspects théoriques et pratiques, pourrait contribuer de manière tout à fait concrète à la réalisation de cet objectif.*

Es gibt einen breiten gesellschaftlichen Konsens, dass Diskriminierung nicht geschehen sollte. Nur: was ist Diskriminierung? Und: wie soll das offenbar gemeinsam verfolgte Ziel einer diskriminierungsfreien Gesellschaft erreicht werden? Diesbezüglich scheiden sich die Geister. Sind z.B. Quoten für eine ausgewogenere Vertretung der Geschlechter in politischen Gremien oder für die Integration von Menschen mit Behinderung in die Arbeitswelt ein angemessenes Mittel, oder im Gegenteil wieder eine Diskriminierung? Bieten Verhüllungsverbote Schutz vor sexistischer Diskriminierung, oder sind sie rassistisch diskriminierend? Bis zu welchem Grad ist die Förderung spezifischer Gruppen zur Herstellung von Chancengleichheit akzeptabel? Die Fragen rund um die gesellschaftlich relevante Thematik des Diskriminierungsschutzes sind zahlreich.

## Das Phänomen Diskriminierung

Diskriminierung manifestiert sich z.B. beim Zugang zu Ressourcen und prägt zahlreiche Gesellschaftsbereiche. Betroffen sind etwa folgende Dimensionen: Alter, Geschlecht, Sprache, soziale Stellung, Religion, sexuelle Orientierung, ethnische Zugehörigkeit, Weltanschauung und Behinderung. Diskriminierungsschutz als Versuch, via Nichtdiskriminierungsansprüchen und Gleichstellungsmaßnahmen Chancengleichheit herzustellen, beinhaltet ein genuin politisches Engagement mit dem Ziel, eine Gesellschaft derart zu stärken, dass Verhinderung und Abbau von Diskriminierung begünstigt werden. Die Wissenschaft kann dabei Klarheit bringen, indem sie die verschiedenen Facetten des Phänomens analysiert und Diskriminierungsschutzkonzepte entwickelt, während die Praxis sich auf Prävention,

Sensibilisierung, Beratung und Intervention konzentriert. Dazu ist eine inter- und transdisziplinäre Herangehensweise vonnöten. Nur so können der Problematik angemessene Erkenntnisse und Lösungen erarbeitet, einzelne Forschungsaspekte vernetzt und zu einer der Praxis zugänglichen Synthese verbunden werden.

## Interdisziplinäre Forschung

Einzelne Diskriminierungsdimensionen werden im Rahmen interdisziplinärer Forschung bereits behandelt - hierzulande z.B. im NFP60 (Gleichstellung der Geschlechter), im NFP40+ (Rechtsextremismus), am SFM Neuchâtel, IZfG Bern sowie FRI Basel. Es fehlt jedoch eine alle Dimensionen übergreifende Behandlung von Diskriminierung aus interdisziplinärer Perspektive.

Interdisziplinäre Projekte stellen bekanntlich hohe, aber einlösbare Ansprüche an Wissens- und Wissenschaftsmanagement. Die Vereinbarkeit vornehmlich disziplinär ausgerichteter Fragestellungen, Methoden und Wertvorstellungen muss aktiv und methodisch geleitet werden. Dasselbe gilt für die transdisziplinär orientierte Synthese von Forschungsergebnissen in anwendungsorientierte Produkte für die Praxis.

## Viele Möglichkeiten

Im Folgenden einige Beispiele inter- und transdisziplinärer Kooperation: Bei Begriffsbestimmung und Klassifizierung der verschiedenen Formen von Diskriminierung können sich Rechtswissenschaften, Philosophie und Soziologie die Hand reichen. Gemeinsam analysieren sie normative Aspekte betreffend rechtlicher und ethischer Dimensionen verschiedener Formen von Diskriminierung. Psychologie, Sozial-, Wirtschafts- und Poli-

Christian Maurer ist Doktorassistent in Ethik und politischer Philosophie am Departement für Philosophie. christian.maurer@unifr.ch  
Tarek Naguib ist Doktorand am Departement für öffentliches Recht und dissertiert zum Thema «Diskriminierungsschutzrecht - Anspruch und Wirklichkeit». tarek.naguib@unifr.ch

tikwissenschaften erarbeiten Systemwissen und erforschen Voraussetzungen, Mechanismen und Auswirkungen verschiedener Formen von Diskriminierung. Vor allem können im interdisziplinären Kontext gezielt Erkenntnisse aus einzelnen Bereichen auf andere übertragen werden, etwa von der Forschung zur Gleichstellung der Geschlechter auf rassistische Diskriminierung oder die Diskriminierung von Menschen mit Behinderungen.

### **Hand in Hand**

Die erwünschte Zusammenarbeit von Wissenschaft und Praxis ist eine transdisziplinäre Herausforderung: Welche Veränderungen können z.B. im Bildungsbereich und mit Sensibilisierungskampagnen erzielt werden? Erziehungs- und Sozialwissenschaften sowie Psychologie sind gleichermassen gefordert; weitere Problemfelder sind der Einbezug von Lehrendenbildung und die Entwicklung und Evaluation von Schulprojekten. Rechtswissenschaften, Geschichte, Soziologie und Psychologie erforschen Wirkung und Wirksamkeit der geltenden Rechtslage im Hinblick auf Verbesserungsmöglichkeiten, z.B. indem Rechtsverfahren und nichtrechtliche Interventionsstrategien zugänglicher gestaltet werden. ■

### **Eine Plattform für inter- und transdisziplinäre Diskriminierungsforschung?**

Wir schlagen vor, den Disziplinen übergreifenden Austausch und die Vermittlung von Wissen in Lehre und Praxis mittels einer Plattform für Diskriminierungsforschung gezielt zu fördern. Dabei stünden Ziele wie die folgenden im Raum: Forschenden wird eine Plattform für den Austausch zu Diskriminierung und Diskriminierungsschutz geboten. Der Einbau der Thematik in die Lehre wird koordiniert. Gezielt werden Kontakte zwischen Forschung und praktischer Antidiskriminierungsarbeit unterstützt, um den Transfer in beide Richtungen zu verbessern. Die Autoren bitten Interessierte, sich bei ihnen zu melden.

# Behinderung im Alter

**Alter und Behinderung sind beides Lebenszustände, die in unserer Gesellschaft negativ bewertet werden. Hinzu kommt, dass gerade diese Menschen nur schwer in bestehende Strukturen eingegliedert werden können. Führen diese doppelte negative Konnotation sowie die strukturelle Inexistenz zu einer mehrfachen Chancengleichheit?**

dossier

Barbara Jeltsch-Schudel

## Double inégalité

*Le handicap et l'âge sont deux facteurs qui peuvent conduire à l'inégalité des chances. Dans notre société, lorsqu'une personne d'un certain âge est aussi touchée par un handicap, elle se trouve doublement lésée. Il manque, par exemple, aux personnes handicapées qui débutent leur vieillesse avec différents déficits, une expérience de l'interaction avec d'autres gens; ayant passé leur vie dans la dépendance et sous le joug institutionnel, elles seront perçues comme d'éternels enfants. La problématique du handicap durant la vieillesse est donc un reflet des conditions de la politique sociale de notre pays : les personnes handicapées, lorsqu'en plus elles sont âgées et qu'elles ont éventuellement besoin de soins, ne peuvent pas rester dans le système du handicap. Elles sont donc encore plus défavorisées dans leur vieillesse et courent le risque d'être oubliées. Il n'existe pas de chiffres clairs à leur propos et la question de l'endroit où ces gens peuvent vivre la fin de leur vie n'est de loin pas résolue.*

Die Reihenfolge Behinderung und Alter verstärkt die Tendenz zur Chancengleichheit, denn es sind nicht Mitglieder unserer Gesellschaft gemeint, die im Alter behindert werden, sondern es geht um alternde Menschen, die ihr ganzes Leben unter den Bedingungen einer Behinderung geführt haben. Auch die Lebenserwartung von sogenannten geistig behinderten Menschen ist gestiegen, auch sie werden älter, manchmal hochaltrig. Damit stellen sich höchst aktuelle Fragen, wissenschaftlich interessant und politisch brisant.

Die Beschäftigung mit der Thematik aus heil- oder sonderpädagogischer Sicht bewegt sich, wie immer, im Spannungsfeld Theorie-Praxis. Daraus ergeben sich Fragestellungen, welche die Analyse der Thematik betreffen, wie beispielsweise die theoretische Konzeptualisierung der Kategorien Behinderung und Alter und die empirische Erforschung von Lebenssituation und Lebensqualität von Menschen mit lebenslanger Behinderungserfahrung im Alter (im folgenden: LBA). Und sie betreffen die konkrete Gestaltung der letzten Lebensphase von geistig behinderten Menschen, die notwendige Unterstützung und Begleitung unter Wahrung von Würde und Selbstbestimmung.

## Andere Vorzeichen

Es ist zu bedenken, dass sich die Lebensgeschichte behinderter Menschen, die heute alt sind, unterscheidet von derjenigen Gleichaltriger, die nicht unter den Bedingungen einer Behinderung gelebt haben. Dabei sind folgende Aspekte bedeutsam:

- Wenig Erfahrungen von gelingender Interaktion mit anderen Menschen (beginnend in der frühen Kindheit, v.a. dann, wenn die engsten Bezugspersonen alleingelassen und marginalisiert werden)

- Erschwerung des Erlebens von Selbstwirksamkeit und Selbstbestimmung
- Marginalisierung in Einrichtungen der Sondererziehung (die auch in integrativen Einrichtungen stattfinden kann und mit dem Selbsterleben der Betroffenen zu tun hat)
- Eingeschränkte Möglichkeit im Erwerb gesellschaftlicher Rollen, u.a. in Berufsbildung und Arbeit
- Probleme im Anerkanntwerden als sexuelles Wesen, «ewiges Kind»
- Mühe beim Erlangen des Status eines Erwachsenen, (eingeschränkte Autonomie)
- Grunderfahrungen von Abhängigkeit und struktureller Gewalt

## Lebenslange Benachteiligungen

Diese Auflistung bedarf eines Kommentars. Zusammengestellt aus den noch eher spärlichen empirisch gewonnenen Erkenntnissen über die Lebensgeschichte von Menschen mit geistiger Behinderung, werden vor allem Benachteiligungen ersichtlich. Diese sind in direkten Kontakten und Beziehungen zu anderen Menschen ebenso zu verorten wie in den Rahmenbedingungen, die in unserer Gesellschaft zur Verfügung stehen. Dazu gehören sowohl Erkenntnisse darüber, was unter Behinderung zu verstehen sei und wie eine optimale Förderung aussehe, wie auch deren mögliche Finanzierung. Die Schweizerische Invalidenversicherung (IV) wurde vor 50 Jahren eingeführt, was bedeutet, dass die mehr als 60-jährigen Personen mit geistiger Behinderung zwar höchst wahrscheinlich in einer Heilpädagogischen Schule unterrichtet wurden, aber noch keine Heilpädagogische Früherziehung erhielten. Somit waren die Eltern mit ihren kleinen behinderten Kindern ohne fachliche Unterstützung, was das Familienleben mit Sicherheit erschwerte. Benachteiligungen also ▶

Barbara Jeltsch-Schudel ist Lehr- und Forschungsrätin am Heilpädagogischen Institut und Leiterin der Abteilung Klinische Heilpädagogik und Sozialpädagogik.  
barbara.jeltsch@unifr.ch

bereits ab frühester Kindheit.

Es ist anzumerken, dass diese Benachteiligungen vom damaligen, verglichen mit heute geringeren Erkenntnisstand – verschiedener – Disziplinen geprägt waren. Nicht zuletzt ist das von der (damaligen) Medizin geprägte Behinderungsverständnis, welches das Individuum als Träger einer Schädigung versteht und die Therapie- und Fördermassnahmen davon ableitet, ein wesentlicher Einflussfaktor. Die IV ist mit ihrem (noch) gebräuchlichen Code-System in diesem Verständnis verankert.

### Mit Nuancierung zu mehr Gerechtigkeit

Im sonderpädagogischen Diskurs wird seit Jahrzehnten darum gerungen, den Begriff der Behinderung überhaupt abzuschaffen (was wahrscheinlich weder möglich noch sinnvoll ist) oder ein Verständnis zu finden, das die Behinderung nicht am Individuum festmacht. Heute wird Behinderung interaktiv und in gesellschaftliche und kulturelle Dimensionen eingebunden verstanden. «Unter den Bedingungen einer Behinderung leben» vermag dies am besten auszudrücken. Behinderung wird somit nicht ontologisiert, sondern ist als Bedingungsgefüge zu verstehen. Ist von Behinderung und Alter die Rede, ist eine anschlussfähige Konzeptualisierung von Alter erforderlich. Ein binäres Denken (alt – jung bzw. behindert – nichtbehindert) mit negativer Konnotation des einen Pols ist selbstredend ungeeignet. Interessanter ist es, Alter als Strukturkategorie zu verstehen, in diesem Sinne, dass Alter, age, wie die drei klassischen Strukturkategorien race, class, gender gesellschaftliche Macht- und Herrschaftsverhältnisse beschreibt und soziale Ungleichheiten aufdeckt.

Für das Verstehen der Situation von Menschen mit LBA kann zu race, gender, class und age die Behinderung, disability, dazugedacht werden. Auch disability hat das erforderliche Potential des Aufdeckens von Ungleichheiten. Allerdings ist nicht eine blosse Addition gemeint, sondern eine Konzeptualisierung mit höherer Komplexität, als Bedingungsgefüge, beispielsweise in Form von intersectionality. Diese lässt für die theoretische Analyse und die empirische Forschung mehr Tiefenschärfe zu.

### Im Systemdschungel verloren

Die Problematik der Behinderung im Alter spiegelt sich in den sozialpolitischen Rahmen-

bedingungen unseres Landes wieder, banal ausgedrückt: Wer behindert ist, bleibt nicht im Behindertensystem, wenn er zudem noch alt ist und gegebenenfalls noch (mehr) pflegebedürftig wird. Denn das Schweizerische Sozialsystem besteht aus verschiedenen Subsystemen. Die notwendigen Unterstützungsmassnahmen für Menschen mit Behinderungen werden bis zum Alter von 65 Jahren von der IV finanziert, danach von der AHV. Es ergeben sich aber Probleme, wenn ein erhöhter Pflegebedarf entsteht. Denn dann sind die Behindertenhilfe, die Altenhilfe und das Gesundheitswesen involviert. Unklar ist jedoch, welches dieser Subsysteme über die erforderlichen finanziellen Ressourcen und professionellen Kompetenzen verfügt, adäquate Unterstützung für Menschen mit LBA anzubieten – und welches sich dafür als zuständig hält. Damit wird deutlich, dass Wahlmöglichkeiten nicht so zur Verfügung stehen, wie sie in Art. 19 der UNO-Behindertenkonvention proklamiert werden. Dass es sich bei Menschen mit LBA um eine benachteiligte Gruppe handelt, die vergessen zu gehen droht, zeigt sich nicht zuletzt darin, dass keine klaren Zahlen verfügbar sind. Nur schon die einfache Frage danach, wie und wo denn Menschen mit LBA ihren Lebensabend verbringen, ist kaum zu beantworten.

Von Chancengleichheit kann für Menschen mit lebenslanger Behinderungserfahrung im Alter nicht die Rede sein, zumindest nicht in unserer Gesellschaft. Die Chancengleichheit jedoch als Zukunftsperspektive anzustreben ist eine disziplinübergreifende Aufgabe. Erste diesbezügliche Anstrengungen wurden in den beiden Freiburger Symposien «Behinderung und Alter» in den beiden letzten Jahren unternommen. ■

# Soutenir l'égalité. Mais laquelle ?

**Pour le dire à la façon de Georges Orwell dans *La Ferme des animaux*, tous les hommes sont égaux, mais certains le sont plus que d'autres. Le problème fondamental de toute société démocratique, au sens moderne du terme, peut être simplement formulé : quel est le degré socialement supportable des inégalités et sur quoi fonder leur légitimité socio-politique ?**

Marc-Henry Soulet

dossier

## Chancengleichheit im Sozialstaat

*Die formale Gleichheit, juristischer oder ziviler Natur, auf welcher moderne demokratische Gesellschaftsmodelle aufbauen, steht im Widerspruch zur tatsächlich existierenden Ungleichheit. Um diesem Widerspruch zu begegnen, wurde der Sozialstaat auf zwei Pfeilern aufgebaut, dem Gemeinbesitz und der Politik der Umverteilung, die zum Heranwachsen einer Mittelklasse-Gesellschaft beigetragen haben. Von der neo-liberalen Strömung als passiver Wohlfahrtsstaat kritisiert, hat der Sozialstaat dieses System gegen Ende des 20. Jahrhunderts neuorientiert und seine Prinzipien im Sinne der Chancengleichheit aktiver gestaltet. Er stützte sich dabei auf die Rechte auf gleichen Zugang und gleiche Behandlung, vergass aber, dass nicht alle über dieselben Möglichkeiten und über dasselbe Potential verfügen, sich Kompetenzen anzueignen. Basierend auf dieser Erkenntnis, sollte der heutige Sozialstaat den Fokus vielmehr auf die individuellen Fähigkeiten richten und die Bürgerinnen und Bürger zur Entfaltung ihrer jeweiligen Potentiale ermutigen. Die gerechte Verteilung der Ressourcen führt nur dann zur Chancengleichheit, wenn deren Einsatz dem Empfänger überlassen ist.*

Marc-Henry Soulet est professeur ordinaire, titulaire de la Chaire de travail social et politiques sociales. marc-henry.soulet@unifr.ch

Les sociétés démocratiques modernes se sont construites sur l'égalité. En tant que consécration de l'indépendance des individus, elle est, en effet, la condition de leur souveraineté. Mais il s'agit d'une égalité formelle, juridique et civile, qui se heurte durement à la vérité des inégalités réelles. D'une certaine façon, l'«invention» de l'Etat social représente une réponse à cette contradiction qui minait la pérennité tant de la démocratie politique que de l'économie libérale. Dans ses prémisses au 19<sup>e</sup> siècle comme dans son accomplissement au siècle suivant, l'Etat social a en effet construit l'ensemble de sa philosophie d'action autour de deux piliers pour contrer les effets de ces inégalités dans l'égalité : d'une part, la propriété sociale, par le truchement des assurances sociales qui ont servi d'analogon à la propriété privée pour la masse de ceux qui ne pouvaient y accéder (à défaut d'égalité réelle, la promesse d'un avenir assuré, même à l'orée des vieux jours); d'autre part, des politiques de redistribution, soit directement, par l'introduction de l'impôt progressif, soit indirectement, par la constitution de biens publics (équipements collectifs, offre culturelle, scolarisation gratuite...), permettant un accroissement du bien-être individuel (à défaut de réduire les inégalités, la certitude d'une nette amélioration du niveau de vie). Les inégalités, si elles ne disparaissaient pas, tendaient à la baisse, comme l'ont illustré ce qu'on a appelé la moyennisation de la société et l'embourgeoisement des classes populaires, dans une perspective d'avenir sécurisé.

## Sanctionner des valeurs

Cette logique de l'Etat social, qu'il ait été bismarckien ou beveridgien, a été profondément entamée par la critique néo-libérale

dans le dernier quart du 20<sup>e</sup> siècle, notamment au nom de l'entrave qu'il mettait à l'esprit d'initiative et au sens de la responsabilité. Qualifié d'Etat-providence passif, i.e. attribuant mécaniquement des subsides à ceux qui remplissaient les conditions cadres, l'Etat social a connu une profonde réorientation vers une plus grande activation de ses principes (et de ses bénéficiaires aussi, il faut bien le dire) en grande partie soutenue par la mise en avant d'un autre type d'égalité, l'égalité des chances. Ayant forgé ses lettres de noblesse dans le cadre de la démocratisation de l'école, l'égalité des chances a été progressivement promue au rang de *Deus ex machina* de la démocratie du tournant du 21<sup>e</sup> siècle. Bâtie sur l'égalité d'accès et l'égalité de traitement, l'égalité des chances entend révéler des différences (de nature, d'effort, de sens des responsabilités, de l'envie d'entreprendre...) qui justifient d'autant des inégalités de situation. Ce n'est qu'au terme d'un processus, parfois long, de révélation de compétences et de qualités que l'égalité des chances sanctionne des valeurs différentes; en ce sens elle fonctionne comme un quasi-marché justifiant des réalités inégales par des différences constatées de valeur (sur le marché du travail, sur le marché conjugal, sur le marché amical... et sur le marché scolaire bien sûr).

## S'intégrer à la vie publique

Toutefois, cette extension du domaine de l'égalité des chances connaît elle-même de fortes critiques. Fonctionnant comme une boîte noire (l'image du révélateur photographique n'est pas fortuite), elle tend en effet à omettre les modalités de constitution des compétences et des dispositions tout comme les conditions de leur réalisation. Engagé, ▶

dès les années 1960, avec la critique de l'école qui a souligné combien l'inégalité des résultats relevait grandement d'autres facteurs que le seul différentiel de compétences (proximité de la culture livresque, logique de fonctionnement des établissements, poids de l'expérience des enseignants...), le débat se poursuit aujourd'hui avec la question des inégalités de possibilité de participer, condition contemporaine de la vitalité de la démocratie et aussi d'une effectivité plus réaliste de l'égalité des chances. La participation à la vie publique est en effet désormais vue comme condition de l'intégration sur la base d'une autonomie assumée et d'une subjectivité responsable. Mais tous les individus ne disposent pas des mêmes ressources pour être eux-mêmes et c'est là, quand l'intégration se définit en termes de participation à la vie collective, une source essentielle d'inégalités, un facteur capital de différenciation des situations sociales. L'expérience contemporaine de l'inégalité confronte en fait les individus à des rapports différenciés au risque, de quelque ordre qu'il soit (exposition inégale et accès inégal à la protection face à ce dernier), mais surtout à des différences dans les processus de constitution/reconstitution de soi. Pour le dire autrement et plus directement, nous sommes confrontés au fait qu'il existe des modalités inégales de formation et de réalisation sociale des qualités individuelles.

### **Etat d'investissement social**

L'orientation de l'Etat social est donc appelée à changer une nouvelle fois puisqu'il doit désormais encourager à (re)prendre place dans la société. Se dessinent ainsi d'autres modalités de lutte contre ces formes d'inégalité donnant la priorité à l'égalisation des processus de constitution des personnes. Il

s'agit de favoriser le libre épanouissement des individus et le plein accomplissement de leurs potentialités et donc de réduire les inégalités dans la capacité de chaque individu à exercer sa liberté et sa responsabilité. L'idée centrale est la suivante : une politique de redistribution est d'autant plus mobilisatrice et efficace qu'elle favorise le libre épanouissement de chacun plutôt que l'égalisation des résultats. L'Etat promouvant cette action doit donc être entendu comme un Etat d'investissement social (pour reprendre l'expression de l'ancien ministre canadien Pierre Pettigrew). Il ne s'agit pas seulement de rechercher une égalité de fait ou de droit, mais surtout de développer la capacité à faire valoir ses droits; en plus d'une répartition équitable des ressources, il faut garantir une liberté effective au niveau de leur usage.

La démocratie en tant qu'organisation socio-politique reposant sur l'égalité formelle de ses membres se heurte donc constamment au problème de la contention des écarts entre ces derniers, c'est-à-dire au problème de la définition des inégalités socialement acceptables. L'Etat social joue un grand rôle à ce niveau, même si au gré des conceptions du vivre-ensemble démocratique, il doit composer avec des formes d'inégalité différentes et donc faire preuve d'imagination créatrice pour remédier à leurs manifestations les plus criantes, tout en érigeant les conditions de leur acceptation sociale. L'Etat social est toujours au cœur de la lutte contre les inégalités, même s'il semble sans cesse à la recherche d'une définition de ce qui est au principe de celles-ci. ■

# Chancengleichheit für «Frau Gott»?

**Im Jahr 2011 n. Chr. sass Frau Gott eines Sonntags auf Wolke 7 und warf einen Blick auf die Erde. Sie hörte Menschenstimmen, die nach Herrn Gott riefen und beschloss, gemeinsam mit ihm die Sache näher zu besehen und einen Ausflug auf die Erde zu machen.**

Sylvia Hodek

## dossier

### Et si Dieu était une femme ?

*Dieu devrait-il se manifester aussi bien sous une forme féminine que masculine dans la liturgie, l'enseignement ou même au quotidien ? Quelle est la pertinence de la «question du genre» lorsqu'il s'agit de Dieu ? Une image féminine de Dieu a des implications sur l'image et la conscience de soi des jeunes filles. Face à la violence des hommes, la femme reste d'une certaine manière «seule», lorsqu'elle a une perception «masculine» de Dieu. Elle peut, en revanche, trouver une alliée dans son image féminine. Son influence n'est pas moindre sur les structures sociales : l'image androcentrique de Dieu soutient les structures patriarcales et sert d'étalement aux comportements patriarcaux avec, à la clé, une étonnement intuitif – aussi bien chez les hommes que chez les femmes – devant l'image féminine de Dieu. Pourtant, si la représentation féminine de Dieu est indispensable, elle ne doit être utilisée qu'avec précaution, sous peine que ne se forme très vite une image de Dieu qui reproduit les stéréotypes des genres au lieu de les briser.*

Was werden «Frau und Herr Gott» bei ihrem Ausflug wohl alles zu hören und zu sehen bekommen haben? Wenn sie den Stimmen gefolgt sind, haben sie sicher viele Gottesdienste vorgefunden, in denen nur «Herr Gott» (als Vater, Retter, König, ...) angesprochen wird. Vielleicht haben sie auch ein paar Spezialgottesdienste entdeckt, in denen darauf geachtet wird, von Gott nur in weiblichen Formen und Bildern zu sprechen. Was wäre wohl «Frau und Herr Gott» zu Ohren gekommen, wenn sie einzelnen Beterinnen und Beter in ihren Privaträumen zugehört hätten? Was würden sie über Kirchengesangsbücher und Bibelausgaben sagen? Möglicherweise wären sie mit der *Bibel in gerechter Sprache* (Gütersloh 2006), die bei der Übersetzung des Gottesnamens zwischen maskulinen und femininen Formen abwechselt, ganz zufrieden gewesen. Aber ist es denn notwendig, von Gott in weiblichen und männlichen Bildern zu reden? Bringt es eine Veränderung, wenn von Gott in der Liturgie, im Religionsunterricht und im Alltag sowohl in femininen als auch in maskulinen Formen gesprochen wird? Welche Relevanz ist dem zuzumessen?

### Gottesbild und Identität

Weibliche Gottesbilder bieten Frauen Identifikationsmöglichkeiten an – das können männliche Gottesbilder nicht in derselben Weise leisten. Dass beide Sorten von Bildern ihre Berechtigung haben, lässt sich aus der ersten Schöpfungserzählung der Bibel ableiten. Gott erschafft die Menschen nach seinem Bild und Gott erschafft sie männlich und weiblich (Gen 1,27). Das heisst im Umkehrschluss, dass es in Gott – bei aller Differenz zum Menschen – auch so etwas wie «männlich» und «weiblich» gibt (ohne dass näher ausgeführt wäre, was denn genau damit gemeint ist. Der Text benennt keine

wesentlichen Merkmale für Frau und Mann). Die Gottebenbildlichkeit der Frau lässt Frauen aufhorchen, wenn sie das erste Mal damit konfrontiert sind. Dies kann man zum Beispiel im Unterricht beobachten, wenn mit der Bibel in gerechter Sprache gearbeitet wird. Ein weibliches Gottesbild hat Auswirkungen auf Selbstbild und Selbstbewusstsein. Erste Auswirkungen davon zeigen sich schon bei jungen Mädchen, wie es Stephanie Klein anhand von Zeichnungen verbunden mit Interviews erforscht hat. Christlich erzogene Mädchen kommen bei der Darstellung von Gott in einen Konflikt, sie malen Gott als Frau, können Gott aber nur als Mann versprachlichen. «Darin werden die Macht internalisierter religiöser Normen, die Gott nur als Mann (...) zulassen, sowie Denkverbote sichtbar, die dem Mädchen verbieten, Gott rational als Frau oder Göttin zu denken und sprachlich zu benennen», so Stephanie Klein. (*Gottesbilder von Mädchen*, Stuttgart 2000)

Besonders bedeutsam kann dies werden, wenn Frauen (sexualisierte) Gewalt durch Männer erfahren haben. Wenn Gott in solch einer Situation als auf der Seite der Männer stehend wahrgenommen wird, steht die Frau «gottverlassen» da. Das ist umso schwieriger, als die Umgebung oft nur mit Wegschauen, Bagatellisierung und Ähnlichem reagiert, wo es weitaus nötiger wäre Solidarität und Unterstützung zu zeigen. Steht ein weibliches Gottesbild zur Verfügung kann dieses zu einer Verbündeten werden, was zu Heilung und Wiedergewinnung der eigenen Würde und Integrität wesentlich beiträgt.

### Gottesbild und Geschlechterordnung

Neben der Bedeutsamkeit weiblicher Gottesbilder auf der Subjektebene, muss aber auch an ihren Einfluss auf soziale Strukturen gedacht werden. Es ist damit zu rechnen, dass gesell-

Sylvia Hodek ist diplomierte Assistentin am deutschsprachigen Lehrstuhl für Pastoraltheologie, Religionspädagogik und Homiletik. [sylvia.hodek@unifr.ch](mailto:sylvia.hodek@unifr.ch)

schaftliche Ordnungen und Strukturen – die Geschlechterordnung ist ein Teil davon – und symbolische Ordnungen zusammenspielen und sich gegenseitig stützen. «Wenn Gott ein Mann ist, dann ist der Mann ein Gott», kritisiert Mary Daly in ihrem Buch *Jenseits von Gottwater, Sohn & Co* (dt. München 1980). Ein androzentrisches Gottesbild untermauert die Vorrangstellung von (einigen wenigen) Männern und legitimiert patriarchale Strukturen und Beziehungsformen. Diese wiederum nutzen entsprechende Gottesbilder um bestehende Verhältnisse aufrecht zu erhalten. Das erklärt auch, warum sich weibliche Bilder von Gott nicht so einfach neben männlichen etablieren lassen. Sehr schnell kommt der Vorwurf, dass ein solches Gottesbild nicht christlich (bzw. heidnischen Ursprungs) sei, nicht der christlichen Lehre entspreche, einen Bruch mit der Tradition darstelle und ausserdem häretisch sei. Kommt dieser Vorwurf nicht von aussen, dann wird er möglicherweise in den eigenen Gedanken laut. Und – weit wirksamer – äussert sich dies auf der Gefühlsebene als eine Art Befremden oder Unbehagen. Diese Irritationen treten bei Frauen und bei Männern gleichermaßen auf und verhindern Veränderungen.

### **Spielerische Dekonstruktion**

Doch selbst wenn Gott als Frau angesprochen und dargestellt wird, ist eine gewisse Wachheit angebracht. Ein weibliches Gottesbild kann dazu benutzt werden, bestehende Geschlechterstereotypen zu reproduzieren statt sie aufzubrechen. Frauen werden dann erneut auf Emotionalität, Körperlichkeit, Altruismus, Passivität etc. festgelegt, während Männern Rationalität, Verstand, Durchsetzungsvermögen, Aktivität usw. zugeschrieben werden.

Gisela Matthiae versucht mit diesen Stereotypen, die sie als soziale Konstruktionen im Sinne des «doing gender» versteht, spielerisch und dekon-

struierend umzugehen. Das Gottesbild, das sowohl herrschaftskritische und befreiende Elemente für Frauen wie Männer umfasst, als auch das Fragmentarische und Momenthafte jeder Gotteserkenntnis ernst nimmt, fasst sie in der Metapher der *Clownin Gott* zusammen (Stuttgart 1999).

Apropos Gott – was ist denn nun eigentlich aus Frau und Herr Gott geworden? Die beiden kehrten nach ihrem Ausflug erschöpft in den Himmel zurück. Der Haussegen hing nach dieser Exkursion ein wenig schief, besonders Frau Gott war wütend und enttäuscht und wollte von Wolke 7, das war sonst ihre Lieblingswolke, gar nichts wissen. Letztlich fühlten Frau und Herr Gott sich von den Menschen gründlich missverstanden und das machte sie fürs Erste auch ein bisschen hilflos – was sie sich aber nicht so ganz zugestehen konnten.

Ach Verzeihung, Sie wollten ja noch wissen, wie es nun um die Chancengleichheit für «Frau Gott» steht? Liebe Leserin, lieber Leser, das liegt ganz in Ihrer Hand. ■

# 15 Jahre Gleichstellung - und kein bisschen leise

Vor 15 Jahren wurde an der Universität Freiburg eines der ersten Büros für die Gleichstellung von Frau und Mann gegründet. Helene Füger war die Frau der ersten Stunde, hat das Büro aufgebaut, entwickelt und zu dem gemacht, was es heute ist: Ein integraler Bestandteil der Universität Freiburg. universitas hat die engagierte Leiterin der Dienststelle zum Gespräch getroffen.

dossier

Claudia Brühlhart

## Helene Füger, was bedeutet für Sie Chancengleichheit im Bereich der Gleichstellung von Frau und Mann?

Für mich bedeutet Chancengleichheit zwischen Mann und Frau, wenn Personen ungeachtet ihres Geschlechts gleichberechtigt und gleichwertig an der Gesellschaft teilhaben und diese mitgestalten können. Dass nicht das Geschlecht ausschlaggebend dafür ist, ob uns bestimmte Eigenschaften, Kompetenzen oder Vorlieben zugeschrieben, beziehungsweise abgesprochen werden und dass Männern und Frauen auch dasselbe zugetraut und ihnen derselbe Respekt entgegengebracht wird. Sei dies im Beruf, in der Familie oder im sozialen, wirtschaftlichen und politischen Engagement.

## Was hat 1996 zur Gründung der Stelle geführt? Gab es einen bestimmten politischen Kontext, der dabei ausschlaggebend war?

Ja, natürlich. Und 2011 bietet in dieser Hinsicht tatsächlich vielfache Gelegenheit, sich zu erinnern. Wir feiern dieses Jahr ja nicht nur 40 Jahre Stimm- und Wahlrecht für Schweizer Frauen, sondern auch die Verankerung der Gleichstellung von Frau und Mann in der Bundesverfassung von 1981. Und dann ist 2011 auch der 20. «Geburtstag» des Frauenstreiks von 1991. Damals protestierten die Frauen gegen den fehlenden Fortschritt bei der Realisierung der Gleichstellung, sei dies auf rechtlicher, sozialer oder wirtschaftlicher Ebene. Die Ungleichstellung war auch an den Universitäten eklatant: Gut 100 Jahre nach dem Zugang der Frauen zum Universitätsstudium bildeten Frauen zu Beginn der 90er Jahre zwar rund 40 Prozent der Studierenden und gut ein Viertel der Doktorierenden. Trotzdem betrug der Professorinnenanteil 1996, als die Stelle gegründet wurde, an der Universität gerade einmal 3,6 Prozent und

die Diskriminierung war vielerorts noch sehr offen. Sie war zwar verfassungsgemäss, aber noch nicht unbedingt gesetzeswidrig. Denn auch das Gleichstellungsgesetz, welches Arbeitgebern verbietet, Frauen bei der Anstellung, der Gestaltung der Arbeitsbedingungen oder der Beförderung aufgrund ihres Geschlechts oder wegen einer Schwangerschaft zu diskriminieren, gibt es erst seit 1996. Ich erinnere mich, dass Nachwuchswissenschaftlerinnen damals noch von Professoren erzählten, die sich rühmten, dass unter ihnen nie eine Frau habilitiert hätte.

## Und wie kam es schliesslich zur Gründung der Dienststelle für Gleichstellung von Frau und Mann an der Universität Freiburg?

Wie an anderen Universitäten auch, gab es Nachwuchswissenschaftlerinnen die sich organisierten und die Einrichtung einer Gleichstellungsstelle forderten. 1991 wurde dann die universitäre Kommission *Frau und Universität* eingesetzt, die unter anderem den Auftrag hatte, die Stelle einer *Préposée aux questions féminines* einzurichten. Soviel ich weiss, wurde die Einrichtung der Dienststelle aus finanziellen Gründen aber mehrmals verschoben. Wie man mir erzählte, wurde dann neben universitären Frauengruppen auch der Verein der *Amis de l'Université de Fribourg* aktiv und drängte auf die Einrichtung der Stelle, die dann 1996 unter dem Rektorat Steinauer auch geschaffen wurde. Zwischen 1991 und 1996 hat die Kommission *Frau und Universität* übrigens verschiedene Initiativen unterstützt, darunter die Realisierung des Heftes *Die Alma mater ist weiblich*, das vom Dienst für Presse und Kommunikation herausgegeben wurde und das ich heute noch regelmässig heranziehe, wenn es darum geht, Zahlen zur Geschichte und Fakten zur Entwicklung der Situation der Frauen an der Universität Freiburg zu finden.

Helene Füger ist Leiterin der Dienststelle für Gleichstellung von Frau und Mann der Universität Freiburg. [helene.fueger@unifr.ch](mailto:helene.fueger@unifr.ch)

**Die Dienststelle für Gleichstellung an der Universität Freiburg war nach Bern 1989 und Genf 1991 die dritte Gründung einer solchen Einrichtung an Schweizer Universitäten. Mit welchen Ideen und Vorsätzen haben Sie als erste Leiterin des Gleichstellungsbüros dieses Neuland betreten?**

Ich kann mich erinnern dass ich beim Bewerbungsgespräch mit der Kommission insbesondere die Erhöhung des Frauenanteils bei den Doktorierenden und die Zahl der Studentinnen in technischen und mathematisch-naturwissenschaftlichen Studienrichtungen als prioritäre Handlungsfelder erwähnt hatte. Workshops für Doktorandinnen und Frauen, die sich mit dem Gedanken an eine Dissertation auseinandersetzen gehörten denn auch zu den ersten Aktivitäten nach Antritt der Stelle. Im Zusammenhang mit dem Gleichstellungsgesetz war die Frage von Massnahmen gegen sexuelle Belästigung ein wichtiges Thema und auch die Frage von Quoten wurde damals intensiv diskutiert. Ganz zu Beginn nach Antritt der Stelle hatte ich einen Aktionsplan zusammengestellt zuhanden der Kommission und nach einem Jahr auch bereits eine erste Bilanz gezogen. Fast zehn Jahre später ist mir diese Bilanz wieder in die Hände gekommen und ich war erstaunt, wie aktuell die darin aufgegriffenen Themen in vieler Hinsicht immer noch waren.

**Welches waren Anno 1996 die grössten Herausforderungen der Dienststelle für Gleichstellung der Universität Freiburg?**

Eine grosse Herausforderung war sicher, dass dem breiten Aufgabenheft nur sehr limitierte Mittel gegenüberstanden. Es galt, mit der 50-Prozent Teilzeitstelle etwas in Bewegung zu bringen, wobei der Hebel nicht einfach an einem Ort angesetzt werden konnte. So war es wichtig, vielseitige Kooperationen zu etablieren und Synergien zu suchen, sowohl in den Fakultäten als auch mit den verschiedenen Körperschaften. Eine sehr wichtige Rolle hat in diesem Zusammenhang das Bundesprogramm Chancengleichheit gespielt. Erst damit wurde es möglich, grössere Projekte an die Hand zu nehmen. So gelang es zum Beispiel, die an zwei provisorischen Orten untergebrachte Kinderkrippe der Universität, deren Zusammenlegung 1997 noch an fehlenden Mitteln gescheitert war, im Jahr 2002/03 an idealer Lage zusammenzubringen und sogar noch zusätzliche Plätze und eine adäquate Infrastruktur bereitzustellen.

**Und heute? Haben sich die Herausforderungen massgeblich verändert?**

Die Themenbereiche zu denen wir arbeiten sind vielfach dieselben geblieben, auch wenn sie immer wieder neu angegangen werden müssen.

Die Frage der Mittel ist natürlich auch heute noch aktuell. Dann gibt es auch neue Themen und Herausforderungen, die sich stellen, zum Beispiel im Zusammenhang mit der zunehmenden internationalen Konkurrenz im Wissenschaftsbereich und den gestiegenen Anforderungen an die Forschenden, sei dies im Bereich der Mobilität, des Drittmittelerwerbs oder der Publikations-Outputs. Ein Beispiel dafür ist die Thematik der Dual Career Couples. In Sachen Gleichstellung aber sind wir sicher ein rechtes Stück weiter gekommen. Trotzdem ist ein Anteil von 16 Prozent Professorinnen noch sehr gering, gerade wenn man bedenkt, dass mittlerweile 40 Prozent der Doktorate an der Universität Freiburg von Frauen erworben werden.

**Gibt es Bereiche in Sachen Gleichstellung, die sich seit der Gründung des Büros sozusagen «erledigt» haben?**

Es gibt Fragen, die sich so, wie sie sich noch vor 15 Jahren präsentierten, heute nicht mehr stellen. Manchmal ist man aber auch erstaunt, wie für längst als selbstverständlich geglaubte Dinge immer noch gekämpft werden muss.

**Wo sehen Sie heute den grössten Handlungsbedarf?**

Meiner Ansicht nach liegt die grösste Herausforderung an den Universitäten heute darin, die Rahmenbedingungen zu schaffen, die es ermöglichen, wissenschaftlichen Talenten von Frauen und Männern gleichermaßen einen Platz zu schaffen und die im Rahmen des Bundesprogramms Chancengleichheit anvisierten 25 Prozent Professorinnen an Schweizer Universitäten in angemessener Frist zu erreichen.

**Das Büro trägt nicht umsonst den Namen «Gleichstellung von Frau und Mann» – Sie setzen sich also auch für Männer ein?**

Ja natürlich, die Dienststelle für Gleichstellung ist für alle da. Die Gleichstellung ist wirklich ein Thema, das Frauen und Männer betrifft und beide etwas angeht. Das Interessante an der Arbeit der Gleichstellungsstelle ist auch, dass wir die Fragen aus dem Blickpunkt der Gleichstellung der Geschlechter betrachten. Zum Beispiel die Frage der Nachwuchsförderung. Die Schlussfolgerungen und Resultate sind aber oftmals für die ganze Universität interessant und betreffen nicht nur die Frauen.

**Wird die Gleichstellung von Frau und Mann eines Tages erreicht sein?**

Das ist eine Frage die ich mir selber auch immer wieder stelle. Grundsätzlich bin ich ein optimistischer Mensch. Wenn man aber die Geschichte betrachtet sieht man, dass die Gleichstellung von Frauen und Männern keineswegs einen steten Fortschritt verzeichnen kann. ■

*Bashkim Mazreku, Kosovo, réfugié. Fribourg, 2003.*



© Pierre-Yves Massot

# Gleiches mit Gleichem vergelten

**Frauen sind in der Arbeitswelt nach wie vor benachteiligt, in der bezahlten Lohnarbeit ebenso wie in der unbezahlten Familienarbeit. Ein Projekt des NFP 60 aus dem Studienbereich Soziologie, Sozialpolitik und Sozialarbeit vermittelt einen Überblick zu geschlechtsspezifischen Ungleichheiten in den Kantonen und nimmt politische und institutionelle Einflüsse unter die Lupe.**

Michael Nollert

projet

Zum Selbstverständnis moderner Gesellschaften gehört die Forderung, dass die Lebenschancen von Menschen nicht durch zugeschriebene Merkmale wie Hautfarbe, Geschlecht oder soziale Herkunft, sondern von Leistungen auf Märkten bestimmt werden. Auch wenn diese radikale Forderung – wie die soziologische Forschung immer wieder zeigt – selbst in der Schweiz nur in Ansätzen realisiert ist, haben die Gesetzgeber zumindest erkannt, dass die Forderung nach Chancengleichheit der rechtlichen Flankierung bedarf. Ein Beispiel dafür bietet seit 1981 der von Schweizerinnen und Schweizern an der Urne angenommene sog. «Gleichstellungsartikel» (Artikel 8, Abschnitt 3 der Bundesverfassung): «Mann und Frau sind gleichberechtigt. Das Gesetz sorgt für ihre rechtliche und tatsächliche Gleichstellung, vor allem in Familie, Ausbildung und Arbeit. Mann und Frau haben Anspruch auf gleichen Lohn für gleichwertige Arbeit.»

## Gesetz und Wirklichkeit

Inzwischen wissen wir, dass auch heute noch selbst bei gleichwertiger Arbeit nicht der gleiche Lohn bezahlt wird. So bewegen sich die Lohnunterschiede je nach Berechnung zwischen 15 und 25 Prozent. Rechtsgleichheit und Beseitigung der Lohnkluft implizieren zudem keinen Abbau sozialstrukturell verankerter Chancengleichheiten. Rechtsgleichheit sieht zwar vor, Männer im Arbeitsleben nicht gegenüber gleich qualifizierten Frauen zu bevorzugen. Frauen verfügen damit jedoch noch nicht über die gleichen Chancen, sich die statusrelevanten Qualifikationen anzueignen. In der Tat sind Frauen in den Chefetagen der Wirtschaft nach wie vor unter- und in schlecht bezahlten Berufen und prekären Arbeitsverhältnissen (z.B. Heim- und Leiharbeit) übervertreten. Benachteiligungen finden wir indes auch in der

Freiwilligenarbeit, wo die Frauen bei der Basisarbeit und die Männer bei der prestigeträchtigen Führungsarbeit übervertreten sind, im Bereich der unbezahlten Familien- und Hausarbeit, der «Care Work» sowie der Nachbarschafts- und Verwandtenhilfe.

Bemerkenswert ist der Gleichstellungsartikel aber vor allem deshalb, weil er Ungleichheiten bei der Verteilung der Familienarbeit (Erziehungs-, Haus- und Pflegearbeit) mitberücksichtigt. In der Tat wird ein Grossteil dieser unbezahlten, für die Gesellschaft eminent wichtigen Arbeit nach wie vor von Frauen geleistet. Von daher vermag es kaum zu überraschen, dass die empirische Genderforschung seit vielen Jahren sowohl die Erwerbs- als auch Familienarbeit thematisiert. Entsprechend wird zwischen Familienmodellen unterschieden, die die Gleichstellungsforderung mehr oder weniger stark realisieren. Nicht erfüllt wird das Postulat vom traditionellen Familienmodell, demzufolge der Vater erwerbstätig ist und sich die Mutter um den Haushalt, die Kinder und die Pflege der Eltern kümmert. Dagegen spricht ein Modell, bei dem Mann und Frau gleiche oder zumindest ähnliche Pensen in den beiden Arbeitsbereichen aufwenden, für einen grossen Realisierungsgrad.

## Verschiedene Modelle

Auch wenn das traditionelle Familienmodell noch immer populär ist, spricht ein Blick auf Daten des Bundesamts für Statistik für mehr Gleichstellung. So ist der Anteil von Familien mit Kindern unter 7 Jahren, in denen sich die Mutter auf die Hausfrauenrolle beschränkt, von ca. 3/4 im Jahre 1970 auf 1/3 im Jahre 2009 gesunken. Parallel dazu ist der Anteil von Familien, in denen die Mutter zumindest teilzeitbeschäftigt ist, von gut 10 auf über 50 Prozent angestiegen. Dabei ist nicht zu übersehen, dass diese Modelle in den verschiedenen Teilen der Schweiz unter-

Michael Nollert ist assoziierter Professor am Departement für Sozialwissenschaften.  
michael.nollert@unifr.ch

schiedlich stark verbreitet sind. Traditionelle Familienmodelle finden wir vor allem im Oberwallis, im Tessin sowie in Teilen der Innerschweiz. Dagegen sind gleichstellungsfreundliche Modelle vor allem in der Westschweiz, den urbanen Zentren und Tourismushochburgen übervertreten. Gemäss UNECE Gender Statistics Database belegt die Schweiz damit im internationalen Vergleich sowohl bezüglich der Dominanz der Hausfrauenrolle als auch der Teilzeitbeschäftigung von Müttern Spitzenränge. Im Vergleich zu Portugal, Schweden oder Italien gering ist dagegen der Anteil von Familien mit vollzeitbeschäftigten Eltern.

### Über die Forschung zur Gleichstellung

Noch weitgehend unerforscht sind indes die Gründe für die räumlich variierenden Ungleichheiten in der bezahlten und unbezahlten Arbeit. Viele quantitative Gender-Studien konzentrieren sich auf individuelle Einflussfaktoren wie etwa das Bildungsniveau, Einstellungen oder die Anzahl an Kindern und vernachlässigen dabei politische und institutionelle Einflussfaktoren. Das ist umso bedauerlicher, als international vergleichende Studien für einen starken Einfluss solcher Faktoren sprechen und sich die Schweiz aufgrund ihres Föderalismus hervorragend für die Überprüfung des Einflusses von Kontextmerkmalen eignet.

Im Vordergrund des NFP-Projekts steht der Einfluss von Kontextmerkmalen wie etwa die Kinderbetreuungsplätze in den Kantonen, die politischen Kräfteverhältnisse oder kulturelle Faktoren auf die geschlechtsspezifischen Ungleichheiten in der Arbeitswelt. Dazu werden sowohl Strukturen entdeckende statistische Verfahren (Cluster- und Faktorenanalyse) als auch Strukturen überprüfende Verfahren (Mehrebenenanalyse und Qualitative Comparative Analysis) eingesetzt. Kurzum: Das Projekt



*Auch heute noch wird Frauen für gleichwertige Arbeit nicht derselbe Lohn bezahlt wie Männern.*

soll Antworten liefern auf die Frage, weshalb das Gleichstellungspostulat in bestimmten Kantonen mehr oder weniger stark realisiert ist. Darüber hinaus bieten die Befunde eine gute Möglichkeit, sowohl die strukturellen Hindernisse als auch die Chancen von politischen Massnahmen, sei das im juristischen oder infrastrukturellen Bereich, für eine Gleichstellungspolitik in der Arbeitswelt zu identifizieren. ■

### **Geschlechtsspezifische Ungleichheiten in der schweizerischen Arbeitswelt: Politische und institutionelle Einflussfaktoren**

Unterprojekt des Nationalfondsprojekts NFP 60  
«Gleichstellung der Geschlechter»  
Start: Dezember 2010  
Dauer: 36 Monate

Projektverantwortliche: Prof. Dr. Michael Nollert, Departement Sozialwissenschaften, Universität Freiburg; Dr. Ruedi Epple, Departement Sozialwissenschaften, Universität Freiburg; Dr. Sebastian Schief, Departement Sozialwissenschaften, Universität Freiburg

Mitarbeitende: Martin Gasser, Departement Sozialwissenschaften, Universität Freiburg; Sarah Kersten, Departement Sozialwissenschaften, Universität Freiburg

## Impressum ■

Le magazine de l'Université de Fribourg  
Das Magazin der Universität Freiburg

Nouvelles universitaires vol. 69/3

Rédaction : Communication et Médias  
Université de Fribourg  
Av. de l'Europe 20, 1700 Fribourg  
tél. 026 300 70 34  
fax 026 300 97 03  
e-mail: communication@unifr.ch

Responsables rédaction & publications :  
Claudia Brühlhart, Farida Khali  
Rédaction :  
Anne-Sylvie Mariéthoz, Jean-Christophe  
Emmenegger

Secrétariat : Antonia Rodriguez,  
Marie-Claude Clément  
Layout : Jean-Daniel Sauterel  
Illustrations : Pierre-Yves Massot

Publicité : Go!Uni-Werbung AG,  
Rosenheimstrasse 12, CH-9008 St. Gallen  
Tel. 071 244 10 10  
Fax 071 244 14 14  
e-mail : info@gouni.ch

Tirage : 9'000 exemplaires  
Papier : R4 Chorus couché brillant, blanchi  
sans chlore; couverture 200 gm2, intérieur  
115 gm2  
Imprimerie : Saint Canisius, Fribourg

Prochaine parution : juin 2011

Les opinions exprimées dans les articles  
d'universitas ne reflètent pas forcément  
celles de la rédaction, mais témoignent de  
la multitude des directions prises par la  
recherche à l'Université de Fribourg.

Meinungen, welche in den Artikeln von uni-  
versitas zum Ausdruck kommen, wider-  
spiegeln nicht automatisch die Meinungen  
der Redaktion. Sie bezeugen jedoch die  
Vielfalt der Forschungsrichtungen an der  
Universität Freiburg.

### Nouveau Rectorat

Le 15 mars dernier, quatre nouveaux vice-recteurs ont pris leur fonction autour du Recteur, le théologien Guido Vergauwen, réélu l'année dernière pour un second mandat. Selon les statuts de l'Université, les quatre nouveaux membres du Rectorat et le Recteur, sont issus de chacune des cinq Facultés et les vice-recteurs ont été élus par le Sénat de l'Université sur proposition du Recteur. Ainsi, Alexandra Rumo-Jungo, professeure de droit privé, qui a été déléguée aux examens de la Faculté de droit, devient vice-rectrice en charge du développement du personnel et de la politique de formation continue. Philippe Gugler, professeur ordinaire d'économie politique, doyen de la Faculté des sciences économiques et sociales pendant un mandat de deux ans, occupe le poste de vice-recteur en charge des relations extérieures et des alumni. Thomas Hunkeler, professeur ordinaire de littérature française, qui a aussi occupé le poste de vice-doyen de la Faculté des lettres durant deux ans, devient vice-recteur en charge de l'enseignement. Et enfin, Titus Jenny, professeur associé en chimie et doyen de la Faculté des sciences durant quatre ans, sera le vice-recteur en charge de la recherche.

### Aufnahme in die Akademie der Wissenschaften und Künste

Simone Zurbuchen, Professorin am Interdisziplinären Institut für Ethik und Menschenrechte der Universität Freiburg und Siegfried Weichlein, Professor für Europäische und Schweizerische Zeitgeschichte an der Universität Freiburg, wurden zu Mitgliedern der Europäischen Akademie der Wissenschaften und Künste gewählt. Die Nomination würdigt die Arbeiten von Simone Zurbuchen zur politischen Philosophie des 18. Jahrhunderts, zur zeitgenössischen politischen Philosophie sowie ihre Dienste für die Universität

Freiburg als Koordinatorin des Schwerpunkts in Ethik. Siegfried Weichlein wurde für seine jahrzehntelange Forschungsarbeit zur Europäischen Politik- und Kulturgeschichte in die Akademie aufgenommen. Die Feierlichkeiten fanden am 5. März in Salzburg statt.

### Förderung ethischer Aktivitäten

Die Theologin, Biologin und Ethikerin Sybille Ackermann Birbaum ist seit Dezember 2010 für das Generalsekretariat der Schweizerischen Akademie der Medizinischen Wissenschaften SAMW tätig sowie für das Ressort Ethik des Akademien-Dachverbandes. Im Rahmen ihrer Aufgaben kümmert sich die Lehrbeauftragte der Universität Freiburg auch um die Vernetzung ethischer Aktivitäten der Akademien auf nationaler und internationaler Ebene, um Akademien übergreifende Veranstaltungen zur Ethik und um die Unterstützung von Kommissionen und Arbeitsgruppen.

### Nouveau Centre d'études russes

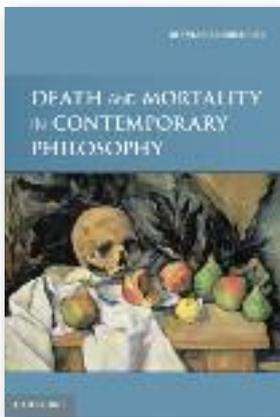
L'Université de Fribourg et la Fondation Russkij Mir souhaitent créer ensemble un Centre d'études russes qui mettra à la disposition des étudiants et des chercheurs un bureau central d'information pour la langue, la culture, la littérature et l'histoire russes. En signant une convention le 14 février dernier, la Fondation Russkij Mir et l'Université ont posé la première pierre de ce futur centre de compétences. Fribourg sera donc le site du premier établissement Russkij Mir en Suisse. Depuis sa création, la Fondation a déjà édifié 70 centres de ce type à travers le monde. La Fondation équipe les centres à ses propres frais avec des ouvrages récents et du matériel d'enseignement. Elle propose un accès gratuit à des sources d'informations et à des bases de données de la Bibliothèque d'Etat de Russie. Russkij Mir soutient également des projets scientifiques ciblés. ■

# Penser la mort

**Si elle fait recette dans la presse à scandale et à la télévision, la mort est plus que jamais taboue pour l'homme occidental contemporain. L'ouvrage de Bernard Schumacher nous propose un parcours critique des différentes traditions ayant traité cette question, qui a souvent été au cœur du débat philosophique.**

Anne-Sylvie Mariéthoz

## lecture



*Death and Mortality in Contemporary Philosophy*  
Cambridge University Press, 2011  
ISBN 978-0-521-76932-7

*La première partie de l'ouvrage fait aussi l'objet d'une publication en français (Quand cesse-t-on de vivre? Pour une définition de la mort humaine, Cecile Defaut, 2011)*

*Bernard N. Schumacher est privat-docent au Département de philosophie et maître d'enseignement et de recherche au Département des sciences de la foi et des religions, philosophie  
bernard.schumacher@unifr.ch*

Nous nous efforçons d'éloigner de nos existences tout ce qui nous rappelle la mort. Comme le relève Bernard Schumacher, «il est devenu rare d'assister à une mort et quasiment plus personne ne meurt à la maison». Tout se passe comme si les morts étaient exclus de la communauté des vivants. Le rapport de l'homme avec sa propre mort est traité trop souvent par la crainte ou le mépris, notamment par de nombreux philosophes contemporains qui écartent tout simplement cette problématique. Cette question remonte pourtant aux sources de la philosophie. Même si l'on décide de faire l'impasse sur l'histoire, il importe de «remettre de tels thèmes fondamentaux au centre de la réflexion». Des défis tout à fait actuels, comme ceux posés par la bioéthique notamment, nous l'imposent.

### Ce que la mort veut dire

La première partie de l'ouvrage s'intéresse à la nature de la mort et s'attache à clarifier les termes. Analysant de manière critique diverses définitions proposées dans l'actuel débat philosophique, il rend attentif à leur «réduction anthropologique». Le discours semble trop souvent s'accommoder d'une conception de l'être humain réduite au plan biologique, respectivement, d'une vision de la personne confinée à l'exercice de la conscience de soi et de la pensée. Prenant ses distances avec cette interprétation – dont les conséquences éthiques sont importantes – Schumacher refuse également que la mort soit conçue selon des critères d'utilité et de qualité de vie.

### Point limite de la pensée

L'auteur se livre à un examen systématique et critique des philosophes modernes comme Scheler, Heidegger ou Sartre, qui ont envisagé la mort en tant qu'objet de connais-

sance. Dans l'impossibilité d'expérimenter notre propre mort, nous ne pouvons approcher ce phénomène que par l'intermédiaire de symboles et au travers de la mort d'autrui. Ce dernier point paraît essentiel à l'auteur, car cette expérience fondamentale réveille notre conscience en nous faisant en quelque sorte entrevoir la réalité de la mort. Mais si la mort demeure hermétique à toute expérience sensible, peut-on affirmer qu'elle est un mal et qu'elle l'est en toutes circonstances ? Nombre de philosophes ont défendu le point de vue selon lequel la vie et la mort s'excluent mutuellement, de manière si radicale, qu'il serait oiseux de vouloir discourir à son sujet. La position matérialiste, défendue par Epicure, soutient que la mort n'est rien par rapport à nous. En effet, si le sujet est anéanti après son décès, alors la mort représente-t-elle encore quelque chose pour lui ? Schumacher consacre la troisième partie de son ouvrage à discuter cette idée qui plonge ses racines dans l'Antiquité, mais trouve des prolongements jusqu'à notre époque, notamment chez les philosophes analytiques.

### L'horizon des possibles

L'auteur se distancie du point de vue épicurien. Il montre que la mort peut aussi être comprise comme une privation, une négation de toutes les possibilités. Or cette dimension d'espérance, d'ouverture vers l'à-venir, n'est-elle pas essentielle et constitutive de l'être humain ? Ainsi conçu, l'individu n'épuise jamais toutes les possibilités de son être et la mort survient toujours prématurément. En conclusion, l'auteur souligne à quel point cette méditation stimule nos réflexions sur la nature humaine et laisse entrevoir les implications pratiques qui en découlent pour le débat bioéthique contemporain. ■

# La littérature pour dévoiler le monde

**Alberto Nessi chante la poésie du quotidien. L'écrivain tessinois, professeur de littérature italienne, se souvient de ses années fribourgeoises entre passion littéraire et vie estudiantine. Echappant aux étiquettes, il raconte aussi son rapport à la langue, à l'écriture et son amour des détails qui font la vie comme la littérature.**

Farida Khali

portrait

**Alberto Nessi, dans votre dernier livre *La semaine prochaine peut-être*, vous faites dire à votre héros décédé, José Fontana : «La littérature doit nous aider à connaître le monde, et non nous faire participer à une confrérie : c'est du moins ce que je croyais du temps où j'étais vivant.» Et pour vous, quel est le rôle de la littérature ?**

Je n'écris pas pour les clercs. Pour moi, la littérature est un exercice d'humanité : une tentative d'«ajouter un fil à la toile très brève de notre vie», comme le dit Giacomo Leopardi à propos de la poésie; mais cela vaut aussi pour la prose. La littérature, comme écrivain et comme lecteur, est une manière de me sentir vivant parmi les autres, de dialoguer avec eux, d'aller à leur rencontre. De partager avec eux mon étonnement d'être au monde. C'est une expérience.

La littérature supplée à l'incapacité de vivre pleinement sa vie, vainc la solitude, remplit le vide et, en même temps, offre un exutoire au trop plein des émotions.

**Vous vouliez devenir professeur; pourquoi avoir choisi d'étudier à Fribourg ?**

J'ai été maître d'école primaire pendant cinq ans et, en même temps, je flirtais déjà avec la littérature. J'aurais voulu fréquenter l'Université de Milan, mais je n'avais pas le baccalauréat, seulement le diplôme d'instituteur. C'est pourquoi j'ai choisi Fribourg et j'ai fréquenté la Faculté des lettres jusqu'au brevet moyen. Je n'ai pas pu aller plus loin, ma mère, veuve, sans travail, ne pouvait pas se permettre de me payer d'autres études que ce diplôme intermédiaire. Ou peut-être que c'est moi qui ai renoncé. Pour moi c'était déjà quelque chose : personne dans ma famille n'avait encore franchi le seuil de l'Université.

**Quels souvenirs gardez-vous de votre séjour à Fribourg ? De l'Université en particulier ?**

J'étais fasciné par la Basse-ville et par les deux femmes qui m'hébergeaient à l'avenue de Rome : deux sœurs qui avaient géré une auberge en Gruyère. Elles m'ont fait don d'une bouteille de véritable absinthe et d'une cuillère percée qui servait pour le rituel de cette boisson interdite. Dans mon premier recueil, en plus d'une poésie intitulée *A Maria da Friborgo*, il y a un texte bref que j'ai dédié à l'une des sœurs logeuses. Il s'intitule : *Per la vecchia mademoiselle*.

Quel giorno che andavate a passetti  
– e non erano fiori tra il cemento –  
ho sentito tutta l'erba odorare  
per la bella scappata sul primo treno  
per il farmacista sparatosi in giovane età  
– gli anni che raccontate con tremore.

Quel mattino che andavate tra i semafori  
ho visto la verde Gruyère nel vostro sorriso  
triste; ah mademoiselle quei risvegli  
dolci e fuori l'allodola e dentro una voglia  
di sentire il suonatore di corno alla festa  
di maggio quando le vacche tornano  
all'alpe...

Si je repense à Fribourg, je revois, en plus des deux «demoiselles», quelques femmes que j'ai aimées, mes compagnons de boisson, le bistrot où j'ai chanté une chanson sur mon texte et la musique d'un ami, des épisodes de vie estudiantine et la tentative de créer un syndicat d'étudiants qui aurait mis fin aux anachroniques associations estudiantines. Et aussi quelques professeurs : le Père Giovanni Pozzi, qui m'a appris comment lire un texte et le Professeur Albérés, dont me plaisait

l'accent non parisien et la passion littéraire qui le dominait.

**Vous dites que l'italien est la langue de la culture et de la responsabilité, le dialecte celle de l'émotion et de la famille, comment qualifieriez-vous votre rapport aux autres langues nationales ?**

En famille et avec les amis, j'ai toujours parlé le dialecte, mais je n'ai jamais écrit en dialecte. Quelqu'un a dit qu'écrire en dialecte c'est comme nager avec des palmes. Je trouve que c'est une belle image, même si quelques-uns des poètes italiens du XX<sup>e</sup> siècle que je préfère – Raffaello Baldini et Virgilio Giotti, par exemple – ont écrit en dialecte. Pour moi, la langue de la littérature reste l'italien : mais mon style imite le langage parlé et j'aime les infiltrations dialectales.

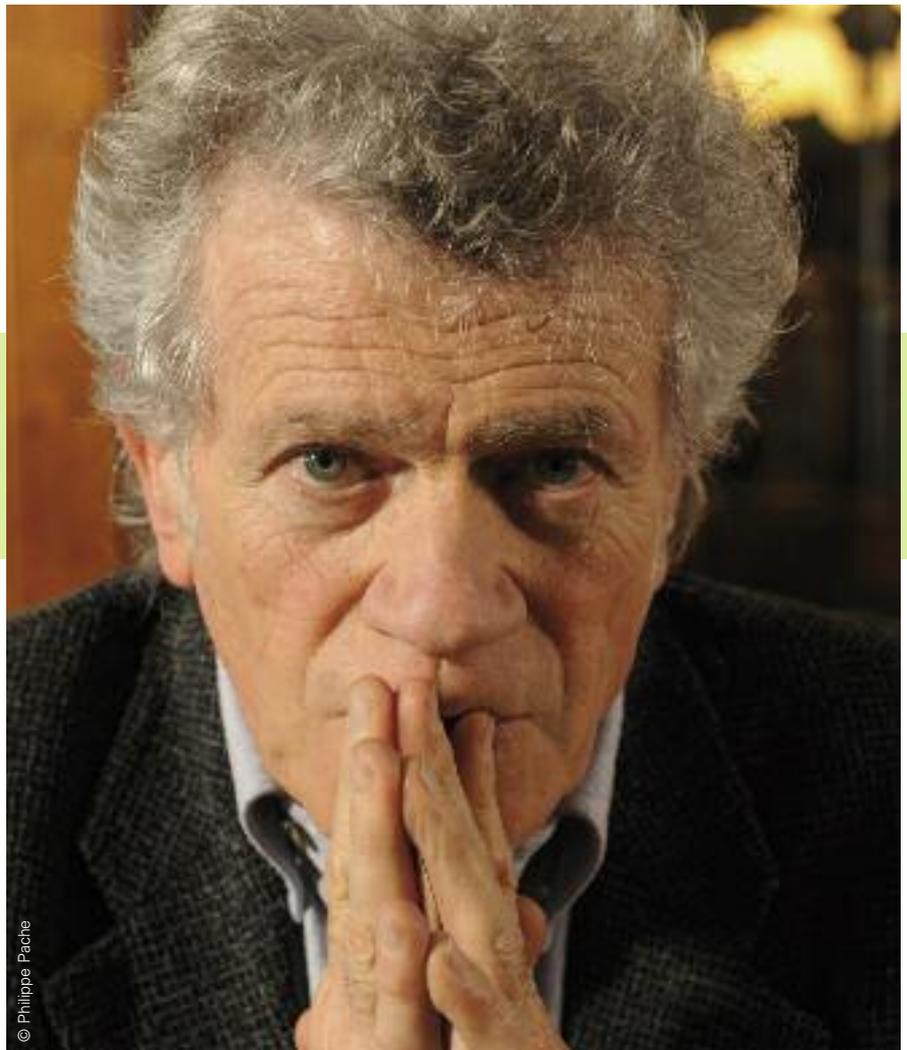
Parmi les autres langues nationales, c'est le français que je préfère, les grands écrivains français et les poètes comme Apollinaire et Cendrars; les romands aussi, naturellement. Ou les chanteurs comme Georges Brassens. Les allemands, je les lis en traduction.

**On vous colle de nombreuses étiquettes : vous êtes «le poète tessinois contemporain le plus important», on vous qualifie de «poète social». Vous n'aimez pas être catalogué, mais est-ce que votre amour des mots fait de vous un «porte-parole» ?**

Dans mes nouvelles et dans mes romans, je raconte, depuis le bas, les histoires de «gens du peuple», comme on disait autrefois : des cigarières, un bandit, un volontaire de la guerre d'Espagne, une femme qui vit dans une roulotte et aspire à devenir chanteuse, un révolutionnaire qui lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière. Quand j'écris, mes ancêtres prolétaires m'observent derrière mon bureau. Mais le problème, au-delà des choix thématiques et idéologiques, c'est la question formelle, le «comment» : le choix du mot juste. Sans tomber cependant dans le formalisme qui étouffe souvent la littérature. Donc, j'aimerais être poète et narrateur. Sans adjectif.

**Vous décrivez le poète comme un «voleur de détails» ? Racontez-moi comment ceux-ci vous touchent et comment ils se transforment en littérature.**

Un jour, dans la rue, j'ai rencontré un ancien cheminot qui m'a dit: «Mi guardo intorno e vedo un gran deserto (je regarde autour de moi et je vois un grand désert)». Voilà un



© Philippe Pache

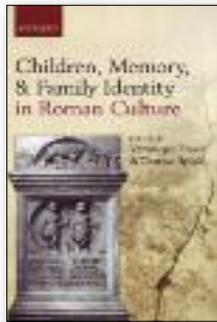
Le poète et écrivain tessinois Alberto Nessi.

décasyllabe volé qui est allé finir dans un de mes poèmes ! Mon cheminot était peut-être un Beckett de banlieue. Une autre fois, une femme du village, parlant de son frère malade, m'a dit qu'il avait sur le visage «la couleur de la mauve». Cette image est devenue le titre d'un de mes recueils poétiques. J'aime charger de signification les petites choses, les phrases entendues, les images du quotidien, les broutilles balayées par le vent.

**En parlant de votre rapport à la prose et à la poésie, vous avez dit que vous aimez la «contamination» : comment approchez-vous vos textes, quel est votre rapport à la langue ?**

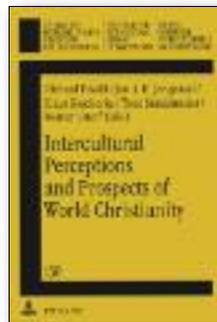
La poésie sublime me donne mal à la tête. Machado dit que le poète fait un joyau d'une pièce de monnaie. Le résultat est – devrait être – précieux, mais la matière première reste la monnaie qui sert aux échanges quotidiens. Les poètes qui composent de la dentelle et des énigmes fines pour elles-mêmes m'ennuient. Il faut contaminer l'esprit avec le cœur, la langue de la littérature avec celle du quotidien, le haut avec le bas. ■

*Alberto Nessi est né en 1940 à Mendrisio. Après avoir obtenu un diplôme d'enseignant à la Scuola Magistrale de Locarno, il étudie la littérature italienne à l'Université de Fribourg. Il revient ensuite au Tessin pour enseigner et publie plusieurs recueils de poèmes, des récits et des romans. Il est également l'auteur d'essais critiques. Son livre *Fleurs d'ombre* a obtenu le Prix Littéraire Lipp Suisse en 2001.*



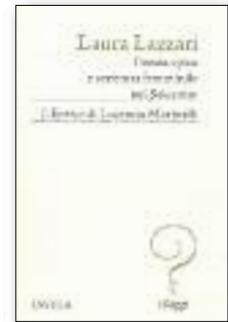
Véronique Dasen, Thomas Späth (eds)  
**Children, Memory, and Family Identity in Roman Culture**  
 ISBN 978-0-19-958257-0

Les enfants sont les acteurs clés du processus de la construction de la mémoire et de l'identité familiale dans la société romaine : ils assurent la transmission des traditions et des valeurs familiales et religieuses. Ce livre collectif livre une image plurielle de la famille romaine basée sur un vaste éventail de témoignages s'échelonnant du 1<sup>er</sup> siècle avant J.-C. jusqu'à la période chrétienne.



R. Friedli, Jan A.B. Jongeneel, K. Koschorke, T. Sundermeier, W. Ustorf (eds)  
**Intercultural Perceptions and Prospects of World Christianity**  
 ISBN 978-3-631-61462-4

La série trilingue et oecuménique *Studies in the Intercultural History of Christianity* fête avec cette publication la parution de son 150<sup>e</sup> volume. Au travers de leurs contributions, les auteurs veulent réévaluer et repenser le concept d'interculturalité que les fondateurs de la collection ont été, en 1975, parmi les premiers à introduire dans le domaine des sciences sociales.



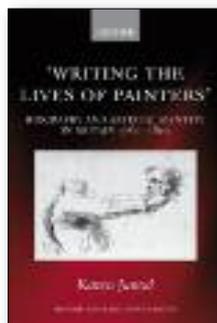
Laura Lazzari  
**Poesia epica e scrittura femminile nel Seicento: L'Enrico di Lucrezia Marinelli**  
 ISBN 978-88-8385-004-2

Lucrezia Marinelli a su donner un visage féminin à la tradition épique du XVII<sup>e</sup> siècle. Le travail de Laura Lazzari remet en lumière une auteure injustement oubliée. En effet, l'*Enrico*, son œuvre trop longtemps considérée comme un simple épigone de la Jérusalem délivrée de Tasse, se joue des canons littéraires et innove pour offrir à ses héroïnes un destin indépendant et original.



Michael Groneberg, Christian Funke (Eds.)  
**Combatting Homophobia**  
 ISBN 978-3-643-11146-3

Diskriminierungen aufgrund der sexuellen Ausrichtung und der sexuellen Identität können alle betreffen. Am häufigsten damit konfrontiert sind homosexuelle Personen, vor allem wenn sie ihre Homosexualität als Kind oder Jugendliche entdecken. Die vorliegende Publikation vereint Fachpersonen aus der Praxis mit Forschenden aus den Sozial-, Politik- und Erziehungswissenschaften, der Theologie und der Philosophie und zeigt auf, wie breit das Spektrum der Homophobie ist.



Dr. Karen Junod  
**Writing the Lives of Painters**  
 ISBN 978-0-199-59700-0

*Writing the Lives of Painters* befasst sich mit der Entwicklung von Künstlerbiographien im England des achtzehnten und frühen neunzehnten Jahrhunderts. Es war die Zeit, als sich die Kunstschaffenden von den Handwerkern zu distanzieren begannen und zunehmend auch für ihre schöpferischen und intellektuellen Fähigkeiten anerkannt wurden. Zeitgenössische Künstler wurden in verschiedenen literarischen Formen diskutiert, darunter auch biographische Werke.



Imtraud Kaiser, Elisabeth Peyer  
**Grammatikalische Schwierigkeiten beim Lesen in Deutsch als Fremdsprache**  
 ISBN 978-3-8340-0850-3

Das Buch analysiert die Schwierigkeit „typisch deutscher“ grammatikalischer Strukturen für französisch- und italienischsprachige Lesende in Deutsch als Fremdsprache. Welche Faktoren sind für die Schwierigkeit eines Satzes ausschlaggebend? Helfen gute Kenntnisse in einer Fremdsprache beim Verständnis der grammatischen Strukturen des Deutschen? Die Publikation richtet sich an Forschende und Lehrende der Bereiche Deutsch als Fremdsprache, Spracherwerbs- und Mehrsprachigkeitsforschung.

# Day one and you're ready

Day one. It's the moment you've been waiting for. When you prove your worth, meet new challenges, and go looking for the next one. It's when your dreams take shape. And your expectations can be exceeded. From the day you join us, we're committed to helping you achieve your potential. So, whether your career lies in assurance, tax, transaction, advisory or core business services, shouldn't your day one be at Ernst & Young?

Take charge of your career. Now.  
[www.ey.com/ch/careers](http://www.ey.com/ch/careers)

 **ERNST & YOUNG**  
Quality In Everything We Do



© 2011 EYGM Limited. All Rights Reserved.



[www.molino.ch](http://www.molino.ch)



## Rabais étudiants!

Les étudiants peuvent en présentant  
leur carte d'étudiants bénéficier

**d'un rabais de 20%**

### Ristorante Pizzeria Molino

Rue de Lausanne 93, 1700 Fribourg

Téléphone 026 / 322 30 65

[fribourg@molino.ch](mailto:fribourg@molino.ch)

Ouvert 7 jours sur 7, 365 jours par an:

lundi à jeudi 7h00 à 23h30

vendredi et samedi 7h00 à 24h00

dimanche 8h00 à 23h30



pub Canisius

# Un bon conseil pour l'avenir

Faire carrière chez PwC.  
Nous nous réjouissons de  
recevoir ta candidature via  
[www.pwc.ch/careers](http://www.pwc.ch/careers).

Audit  
Conseil juridique et fiscal  
Conseil économique  
Operations



**pwc**